

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES MOYENS DE LA POLITIQUE : LE PRAGMATISME ÉCONOMIQUE DE
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU VIETNAM DURANT LA GUERRE
D'INDOCHINE DE 1945 À 1949

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
À LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR
JONATHAN GUIMOND

FÉVRIER 2022

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

J'aimerais remercier mes parents, Alexandre, David et Stéphanie, ainsi qu'Édith et ses filles, qui ont m'ont soutenus tout au long de mes études. D'exemple, d'écoute et de défi, chacun ont à leur manière su m'encourager à mener ce mémoire à terme.

J'aimerais aussi remercier Samuel, qui a prit le temps de lire et de corriger ce texte de façon prompte et judicieuse, et sans qui ma prose aurait été moindre.

Mes remerciements vont également à Lucie, Bermont et Richard, qui m'ont offert l'opportunité d'accomplir mes ambitions tout au long de ma rédaction.

Un remerciement ultime va à mon directeur, Christopher Goscha, qui a cru à la pertinence de ma recherche. Sans ses encouragements patients et soutenus, jamais ce mémoire n'aurait été finalisé.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	II
TABLE DES MATIÈRES	III
LISTE DES ABRÉVIATIONS	V
RÉSUMÉ.....	VI
INTRODUCTION	1
La primauté du pragmatisme (1945-1949).....	2
Organisation du mémoire	5
Sources et méthodologie	9
CHAPITRE I LA GUERRE ET L'ÉCONOMIE : UNE HISTORIORAPHIE EN PLEINE ÉVOLUTION.....	12
1.1 L'économie dans l'historiographie des guerres européennes du XX ^e siècle.....	13
1.1.1 L'économie dans l'étude des guerres mondiales	15
1.1.2 L'économie de guerre dans l'étude des États communistes.....	21
1.1.3 L'économie des guerres de décolonisation.....	23
1.2 L'économie dans l'histoire de la guerre d'Indochine	26
1.2.1 L'historiographie générale de la guerre d'Indochine	26
1.2.2 L'économie de la guerre d'Indochine : le versant français	28
1.2.3 La RDV : État en lutte, économie en construction	33
Conclusion.....	38
CHAPITRE II LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU VIETNAM DE 1945 À 1949 : UNE HISTOIRE DE PRAGMATISME POLITIQUE	40
2.1 Diriger au nom des nationalistes : la lutte vietnamienne pour le pouvoir.....	41
2.2 Le retour des Français : de la négociation à l'impasse.....	46
2.3 Une guerre asymétrique.....	52
Conclusion.....	60

CHAPITRE III LE PRAGMATISME MONÉTAIRE ET FISCAL DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU VIETNAM (1945-1949)	63
3.1 Le paradoxe monétaire de la RDV : Imprimer le <i>dong</i> pour acquérir la piastre ..	64
3.1.1 La Piastre indochinoise : la monnaie coloniale	65
3.1.2 Le <i>dong</i> : monnaie d'un Vietnam indépendant.....	70
3.2 Des politiques agraires et fiscales idéologiquement souples.....	77
3.2.1 La protection des propriétaires	79
3.2.2 Le maintien des taxes et la mobilisation des fonds.....	86
Conclusion.....	93
CHAPITRE IV UNE ÉCONOMIE DE GUERRE IMPROVISÉE : CONTREBANDE ET INDUSTRIES ARTISANALES	95
4.1 L'économie de subsistance du Vietnam.....	96
4.1.1 L'organisation de l'agriculture face à la famine et la guerre.....	97
4.1.2 Les industries de la RDV : Manufacturer à petite échelle.....	106
4.2 La ligne de survie : Le commerce interne et régional de la RDV	115
4.2.1 Connecter les provinces de la RDV	116
4.2.2 Acheter ses armes : Le réseau régional de commerce de la RDV	122
Conclusion.....	130
CONCLUSION	132
BIBLIOGRAPHIE.....	138
Archives	138
Société Historique de l'Armée de Terre (SHAT).....	138
Société Historique de l'Armée de l'Air (SHAA)	138
Études et œuvres publiées	139
Sur les guerres, États et économies d'Europe	139
Sur la décolonisation et les révolutions communistes	140
Sur l'Histoire politique de l'Indochine	140
Sur l'économie du Vietnam et de la guerre d'Indochine	141

LISTE DES ABRÉVIATIONS

APV : Armée Populaire du Vietnam

BIC : Banque d'Indochine

DMH : Ligue Révolutionnaire Vietnamiennne

FLN : Front de Libération National

PCI : Parti Communiste Indochinois

RDV : République Démocratique du Vietnam

SHAT : Services Historiques de l'Armée de Terre

SHAA : Services Historiques de l'Armée de l'Air

VNQQDD : Parti Vietnamien Nationaliste

RÉSUMÉ

Ce mémoire se penche sur l'élaboration de l'économie de guerre de la République Démocratique du Vietnam durant la guerre d'Indochine entre 1945 et 1949. Alors que le gouvernement de la RDV dirigé par Ho Chi Minh est constitué principalement de communistes dès sa création, la mise en place de son organisation économique n'est pas faite selon les préceptes révolutionnaires marxistes. Ce décalage entre l'idéologie communiste des ministres et leurs politiques nationalistes a nourri un débat de longue haleine sur la question de l'indentité politique de la RDV.

Inspirés par de récentes études d'autres champs, nous nous pencherons sur l'interaction entre le contexte économique et l'élaboration des politiques en temps de guerre, et croyons pouvoir fournir une explication satisfaisante à la souplesse idéologique de la RDV.

En nous basant sur des études historiques portant sur les différents aspects politiques, militaires et économiques de la guerre d'Indochine, ainsi que sur des archives militaires françaises d'époque, il nous est possible de faire une analyse de l'économie de guerre vietnamienne. Nos observations portent sur la monnaie, la fiscalité, les droits de propriété, la structure organisationnelle de la production agricole et manufacturière, ainsi celles sur le réseau commercial de contrebande de la RDV. Ces facettes de l'économie de guerre vietnamienne dénotent un pragmatisme et une souplesse idéologique du gouvernement communiste. Il nous apparaît que le gouvernement de Ho Chi Minh a reconnu la précarité de sa situation économique et a préféré s'y adapter plutôt que de se borner à l'orthodoxie idéologique de son parti.

Afin de contourner le raccourci analytique que représente le soutien économique chinois d'après 1950, notre étude se limite de 1945 à 1949. Cela nous permet de nous concentrer sur le contexte économique immédiat de l'État vietnamien, ainsi que sur ses propres efforts d'établir son économie de guerre.

MOTS CLÉS : Guerre d'Indochine, Viet-Minh, Économie de guerre, Piastre, Dông, Contrebande, Décolonisation, Communisme

INTRODUCTION

À sa création le 2 septembre 1945, la République Démocratique du Vietnam (RDV) hérite d'une situation économique très difficile. Héritière de l'économie coloniale française et des conséquences sévères de l'occupation japonaise durant la Seconde guerre mondiale, la RDV est dans une situation très précaire. Confronté à une famine tuant un millions de Vietnamiens en 1944 et 1945, à la rivalité des partis politiques vietnamiens et à l'arrivée des troupes françaises, le gouvernement de Ho Chi Minh réalise très rapidement l'importance vitale des questions économiques.

Avec l'éclatement de la guerre contre la France en décembre 1946, l'économie de guerre vietnamienne devient aussi importante que la situation militaire et politique. Truong Chinh, le secrétaire général du Parti Communiste Indochinois et bras droit d'Ho Chi Minh, souligne en 1947 l'importance du pragmatisme économique pour le gouvernement vietnamien. Dans le célèbre essai, *La Résistance Vaincra*, il décrit la nécessité du pragmatisme dans la lutte contre la France en termes militaires, politiques, économiques et culturels¹. Chacun de ces termes est défini comme une lutte en profondeur, issue d'une mobilisation totale et radicale du Vietnam. Cette description de la lutte et de cette mobilisation est fondamentalement informée par l'idéologie marxiste-léniniste qu'il prône. Le pragmatisme domine néanmoins son propos. Sur le plan économique, Truong Chinh propose d'appliquer la lutte

¹ Truong Chinh, *Resistance will win*, 1947. <https://www.marxists.org/archive/truong-chinh/index.htm> (26 avril 2021)

économique selon un principe pragmatique de coopération entre tous les acteurs économiques contribuant à la victoire de la RDV, qu'ils soient communistes ou non, plutôt que selon le dogmatisme marxiste.

We must oppose waste, disorder, corruption and fraud, fighting against “leftist” deviation in economic affairs of those who can think only of “agricultural collectivization” and the “building of heavy industry”, while neglecting agriculture and handicrafts, and who thus waste considerable time and effort in elaborating illusory plans which can in no way be carried out in the present condition².

Dans cette perspective conciliatoire, Truong Chinh souligne l'importance d'éviter les projets grandioses de collectivisation et de développement de l'industrie lourde. Il met de l'avant l'esprit de collaboration entre les grands propriétaires terriens, les compagnies d'exploitation industrielles, les marchands, les administrateurs et les paysans afin de produire des gains financiers et agricoles immédiats, sans se limiter à un carcan idéologique étouffant et punitif. Il est atypique pour une figure de proue au sein d'un mouvement communiste de faire la promotion d'une mobilisation économique aussi réservée sur le plan idéologique.

La primauté du pragmatisme (1945-1949)

Pendant la première moitié de la guerre d'Indochine, Ho Chi Minh, Truong Chinh et leurs ministres ont adopté cette vision pragmatique de la situation politique, militaire et économique de la République Démocratique du Vietnam. Les premières années de

² *Ibid.*, p.127.

la RDV ne se caractérisent pas par une révolution communiste de pleine envergure, mais plutôt par une adaptation politique et économique mobilisée contre le retour colonial français. On trouve un paradoxe entre l'idéologie et l'implémentation des politiques gouvernementales de la RDV durant la guerre. D'une part, le gouvernement réunit les nationalistes de plusieurs horizons, et adopte des politiques économiques et sociales modérées. D'autre part, le gouvernement est sous l'influence marquée du Parti Communiste Indochinois qui, en théorie, cherche à accomplir une révolution marxiste. Pourquoi ces ministres et partisans communistes retardent-ils leurs projets de réformes économiques et politiques durant la première moitié de la Guerre d'Indochine ?

La réalité économique, militaire et politique de la RDV entre 1945 et 1949 a poussé les communistes dans son gouvernement à retarder leurs projets idéologiques. L'existence de la RDV est menacée par la guerre contre la France. Il nous apparaît que, pour remporter la victoire, le gouvernement de Ho Chi Minh a employé une approche pragmatique, voire improvisée, pour adapter son organisation économique à son contexte de guerre. Ce gouvernement ne se démarque pas par l'exactitude de l'application des dogmes du marxisme, bien au contraire. Il se démarque par sa volonté à s'adapter au long du conflit pour permettre à l'État vietnamien de survivre. Cette adaptation fondamentalement réaliste pousse les militants communistes du front de résistance, le Viet-Minh, à utiliser et à maintenir des éléments de la structure économique coloniale comme les grandes plantations rizicoles, le réseau de canalisation, le système de taxation et même la monnaie coloniale de la Banque d'Indochine française.

De nombreux historiens ont traité l'histoire politique et militaire de la RDV durant la guerre d'Indochine. Toutefois, ces études ne fournissent pas de réponse satisfaisante à la question des politiques économiques mises de l'avant par le gouvernement de Ho Chi Minh lors de cette guerre de décolonisation. Les spécialistes de l'histoire de la

guerre d'Indochine limitent souvent l'analyse économique à l'aide matérielle en provenance de la Chine maoïste après 1950, ou se penchent sur les politiques communistes de la RDV et de la société vietnamienne dans les dernières années de la guerre. Cela délaisse l'histoire économique de la RDV des premières années de la guerre, lorsque la France effectue sa reconquête du Vietnam alors que la RDV est économiquement et politiquement isolée dans sa lutte. Dans les débuts de la guerre, entre 1945 et 1949, le gouvernement de la RDV a dû survivre à la guerre pour recevoir éventuellement le soutien économique de la Chine communiste. La guerre, par la menace physique qu'elle représente, oblige la RDV à improviser ses politiques militaires et économiques. La famine et la guerre constituent des barrières économiques si importantes que le gouvernement de Ho Chi Minh doit modérer ses projets réformistes pour s'adapter pragmatiquement à la situation économique désastreuse du pays. Le gouvernement de la République Démocratique du Vietnam entre 1945 et 1949 n'est pas motivé par le dogmatisme idéologique, mais par sa survie.

Notre mémoire se limite à la première moitié de la Guerre d'Indochine, entre 1945 et 1949. Nous évitons de traiter des changements en profondeur du gouvernement effectués entre 1950 et 1954. L'appui économique et militaire de la Chine maoïste à la RDV à partir de 1950 provoque un changement de paradigme important pour le déroulement de la guerre. Ce bouleversement recadre dramatiquement le contexte économique de la RDV face à ses projets politiques. La Chine communiste donne au gouvernement de Ho Chi Minh les moyens de remporter la guerre et de mettre en place des politiques nettement communistes. Dans les dernières années de la guerre, les communistes au pouvoir, comme Truong Chinh et Ho Chi Minh, délaissent les politiques de coopérations avec les autres mouvements vietnamiens pour mettre en branle des réformes agraires, de refonte de la structure fiscale, ainsi que de la mise en place d'un gouvernement à parti unique. Mais la relation politique et la nature ou

l'efficacité des réformes mises en place après 1950 nécessitent une analyse au delà de la perspective de notre étude.

Ce choix s'explique en deux aspects. Premièrement, les changements économiques et politiques entraînés par l'intervention chinoise sont suffisamment marqués pour générer une tendance au déterminisme si l'on tente de traiter de l'économie de la RDV sur toute la durée de la guerre. Premièrement, l'économie de guerre de la RDV est trop souvent résumée dans l'historiographie par l'aide chinoise, ce qui simplifie, mais obscurcit les efforts vietnamiens de mobilisation économique durant la première moitié de la guerre. Deuxièmement, ce changement de paradigme n'était ni prévisible, ni attendu par la RDV avant la victoire des maoïstes dans la guerre civile chinoise, en 1949. La RDV ne savait pas en 1945 que la Chine maoïste emporterait la victoire dans la guerre civile chinoise quatre ans plus tard. Elle devait résoudre immédiatement ses problèmes économiques, politiques et militaires. En nous concentrant sur la première moitié de la Guerre d'Indochine, il nous est possible d'étudier plus clairement comment, politiquement et idéologiquement isolée, les communistes vietnamiens aux commandes de la RDV s'adaptent afin de remporter l'indépendance contre la France. Restreindre la période nous permet de concentrer notre analyse aux efforts vietnamiens sur le plan économique. Ces efforts, établis dans l'espoir de résister à l'occupation française, sont produits sans l'attente d'une aide étrangère, ce qui en fait ressortir l'aspect pragmatique.

Organisation du mémoire

Ce mémoire s'intéresse à l'interaction entre le contexte économique et les développements politiques de la RDV entre 1945 et 1949. Principalement, nous démontrons comment et pourquoi le contexte économique devient un facteur déterminant dans l'élaboration de l'identité politique du gouvernement de Ho Chi

Minh. D'une part, nous explorerons comment les mesures gouvernementales de la RDV sont informées par la structure économique du Vietnam. D'autre part, nous explorerons comment ces politiques adressent le contexte économique vietnamien et définissent, de leur aspect improvisé et pragmatique, l'identité politique de la RDV. Autrement dit, la situation économique du Vietnam oblige la RDV à se conformer à sa réalité de guerre. Malgré son idéologie communiste, le gouvernement de Ho Chi Minh s'adapte à la réalité immédiate du Vietnam en adoptant des politiques économiques peu idéologiques.

Nous aborderons la relation entre le contexte économique et la forme économique de la RDV en quatre chapitres. Dans un premier chapitre, nous aborderons l'historiographie de l'économie de la guerre d'Indochine et du Vietnam. Quelques chercheurs ont abordé les changements dans la structure économique de l'époque coloniale et de la guerre froide. D'autres ont abordé des aspects de l'économie de résistance de la RDV durant la guerre elle-même. Toutefois, une approche développée à l'étude de la Seconde Guerre mondiale, inspirée de celle d'Adam Tooze dans *The Wages of Destruction : The Making & Breaking of the Nazi Economy* au sujet de l'économie de l'Allemagne nazie, semble appropriée à l'étude de la RDV. Principalement, cette approche place le contexte économique comme élément déterminant dans l'élaboration des projets politiques, qui incluent la restructuration de l'économie. L'économie n'est ni seulement le moyen, ni seulement la fin de l'exercice politique, elle existe en relation constante entre ces deux aspects. Cette perspective permet de traiter des acteurs gouvernementaux autrement que comme des automates idéologiques, immuables dans leurs projets politiques. Elle met en relief les tentatives pragmatiques, parfois contradictoires sur le plan idéologique, de ces ministres, gestionnaires et acteurs économiques. L'étude de la RDV selon cette perspective permet de contextualiser efficacement les politiques du gouvernement de Ho Chi Minh, ainsi que les moyens de mobilisation économique entrepris sur le

terrain. L'économie n'est pas simplement les ressources utilisables par la RDV pour mener la guerre, et n'est pas que le sujet de réformes idéologiques.

Dans un deuxième chapitre, nous aborderons le contexte politique et militaire entourant la création de la RDV et le déroulement de la guerre d'Indochine. Dans l'interaction entre les événements politiques et le contexte économique, les développements politiques et militaires ne sont pas sans conséquences. La présence au Vietnam de plusieurs groupes nationalistes rivaux, et de forces d'occupations chinoises, britanniques, et finalement françaises, est lourde de conséquences pour la souveraineté de la RDV. La compréhension de la situation changeante de cette souveraineté est importante dans l'étude de la situation économique de la RDV, qui voit ses frontières changer régulièrement. C'est dans ce contexte politique et militaire que l'on peut observer un premier niveau de d'improvisation de la part du Viet-Minh, et par la suite du gouvernement de Ho Chi Minh. Ce pragmatisme se manifeste par la volonté du Viet-Minh de former une coalition avec des groupes nationalistes, qui seraient autrement des rivaux politiques. Il se traduit ensuite par la volonté de la RDV de négocier avec la France, pour libérer son territoire de l'occupation chinoise et de forger sa souveraineté. Il s'affiche ultimement par la forme de son conflit armé, adapté à ses faibles moyens par une stratégie de guérilla et une structure gouvernementale locale.

Dans un troisième chapitre, nous aborderons le cœur de notre sujet, en explorant les mesures gouvernementales au sujet de la fiscalité et de la monnaie. Ces ressources financières vitales pour l'opération du gouvernement sont encadrées, amendées et réorganisées de façons pragmatiques. Improvisées, maladroitement ou démagogiques, ces politiques fiscales et monétaires dénotent l'adaptabilité du gouvernement central face à ces comités provinciaux. De plus, il apparaît comment le contexte immédiat est pris en considération au sujet de projets fondamentalement politiques comme la création de la nouvelle monnaie nationale, le *dong*. Cette monnaie est de qualité et valeur

variable et est employée selon des concepts théoriques douteux et adaptée au contexte immédiat de façon improvisée sur une perspective à court terme. Principalement, alors que le *dong* est distribué de façon à remplacer la piastre indochinoise, la monnaie coloniale est employée par la RDV pour financer ses employés et ses achats à l'étranger. Outre la rhétorique politique, la piastre indochinoise garde sa valeur pour la RDV tout au long de la guerre. Les taxes et lois entourant la propriété terrienne sont employées de façon à maximiser le rendement financier du gouvernement. Cette approche pragmatique renverse les impératifs idéologiques, comme l'expropriation des grands propriétaires terriens français, ou l'abolition de taxes impopulaires datant de l'époque coloniale. Le gouvernement de Ho Chi Minh restreint ses militants sur la base strictement réaliste du maintien du financement du gouvernement, permettant d'acheter des armes à l'étranger et de mener la guerre.

Dans un quatrième chapitre, nous explorerons comment la structure économique elle-même n'est pas fondamentalement chamboulée selon des préceptes idéologiques marxistes, mais plutôt par la nécessité de mobilisation causée par la guerre. Spécifiquement, l'exploitation des ressources naturelles du Vietnam est organisée localement, de façon à maximiser la production locale, pour la consommation locale. Le riz, par exemple, est encadré dans une perspective de maximiser le rendement et la superficie rizicole exploitée. Le dogme politique passe après le rendement immédiat. Les autres exploitations, dont la production manufacturière, sont aussi organisées de façon à produire un maximum sans égard à la forme politique. La priorité est la possibilité de produire face aux incursions et bombardement français. La structure organisationnelle de la production économique, sur le plan agricole, minier et manufacturier demeure locale, déconcentrée, rudimentaire et généralement improvisée. Cette structure de production délaisse les grands projets centralisateurs typiques des économies planifiées communistes face aux nécessités militaires immédiates. Cette production artisanale locale est néanmoins imbriquée dans un réseau commercial qui relie les provinces de la RDV les unes aux autres. Ce réseau, à

l'image de la production, est improvisé et à très petite échelle. Le matériel produit artisanalement est souvent transporté par jonque, de petits bateaux, sur les canaux et rivières au cœur du pays. Pour exporter les ressources naturelles exploitées au Vietnam, ce réseau s'insère dans la contrebande régionale en Asie du sud-est. Au cœur de cette toile de contrebande reliant la Chine à la Thaïlande en passant par les Philippines, la RDV achète des armes à qui veut bien les vendre, en s'appuyant sur les connexions familiales de ses agents du Viet-Minh. L'idéologie politique n'est pas une considération dans ce commerce, où les liens filiaux et la confiance personnelle prime.

De la monnaie à la fiscalité, par la structure de production et le réseau commercial, on n'assiste pas à une refonte en profondeur de la structure économique vietnamienne selon l'idéologie marxiste-léniniste. L'approche de la RDV face à sa situation politique et économique, marquée par la crise alimentaire et la guerre, est adaptée selon ses besoins immédiats. Au-delà des ambitions politiques et des projets des ministres communistes au sein du gouvernement de la RDV, la nécessité de protéger politiquement la souveraineté de l'État, financer son administration et produire immédiatement le riz et les armes aura forcé une attitude rigoureusement pragmatique pour permettre sa simple survie.

Sources et méthodologie

Étudier l'économie vietnamienne durant la guerre d'Indochine n'est pas simple. Principalement, les sources accessibles, surtout pour un nord-américain, sont rares. Sans accéder directement aux archives vietnamiennes, faute de pouvoir directement se rendre sur place ou de lire le Vietnamien, les archives militaires françaises nous ont servi à accéder à des documents traitant de la RDV. Lors d'un voyage de recherche en 2014, quelque deux milles pages y ont été consultées. Ces documents,

bien qu'extrêmement utiles, ne sont pas neutres. La terminologie militaire française est marquée par la perspective de ces derniers. Par exemple, la République Démocratique du Vietnam et son statut d'État n'étant pas reconnus par la France, le terme *Viet-Minh* est employé de façon à désigner l'ensemble des territoires et effectifs résistants liés à la RDV. Dans la réalité, le Viet-Minh est le front de résistance national, formé en 1941 par le Parti Communiste Indochinois. Dans ces documents, la RDV en entier est réduite à son mouvement militant, sans égard pour sa structure étatique réelle. Par exemple, l'armée régulière vietnamienne et les milices locales sont toutes désignées comme des «troupes Viet-Minh», alors que dans les faits, il s'agissait de troupes formées, équipées et déployées dans des contextes différents. De plus, les noms des villes, villages et provinces sont aussi les noms français dans ces documents. Alors que nous sommes en mesure de corriger l'usage du terme *Viet-Minh* dans notre étude, notre maîtrise de la langue et géographie vietnamienne ne nous a pas permis d'en corriger les noms propres. Ainsi, les noms de régions administratives, villes et villages sont français dans notre texte, sans connotation politique volontaire.

Les archives militaires françaises contiennent de très nombreux documents vietnamiens provenant de la RDV. Plusieurs documents de ce fond d'archives sont des documents vietnamiens saisis par les Français lors d'opérations militaires, puis traduits par les services de renseignement. Évidemment, nous ne sommes pas en mesure d'en critiquer la qualité de la traduction, mais ils forment un corpus de documentation regorgeant d'informations utiles au sujet de l'organisation politique et économique de la RDV. Aussi, une certaine part des documents vietnamiens saisis sont de nature politisée, voire propagandiste. Des rapports sur la situation économique existent, mais l'exactitude de leur contenu ne va pas de soi, surtout lorsque les résultats annoncés sont importants. Les meilleures sources sont donc celles qui peuvent être comparées, entre les analyses françaises et celles des administrateurs de la RDV, pour en tirer des tendances générales. Récoltés dans le but

d'entraver l'économie de guerre vietnamienne, les services français ont produit des analyses associées à ces documents. Ces analyses, rédigées à l'époque, fournissent aussi une première critique des documents, permettant de contextualiser le contenu des rapports vietnamiens du point de vue français. D'autres documents vietnamiens rédigés avec peu d'enthousiasme politique regorgent de détails utiles. Par exemple, des rapports d'arrestations de contrebandiers forment des sources intéressantes quant à la structure du réseau de contrebande, et la quantité et la nature du cargo transporté. Ces documents, malgré la nécessité d'y appliquer une lecture critique, sont extrêmement utiles pour étudier l'organisation économique et politique de la RDV.

La plupart des documents saisis par l'armée française portent soit sur les politiques entourant la naissance de la RDV, ou sur les dernières années de la guerre. Heureusement, l'économie de l'Indochine et de la RDV n'est pas un champ historiographique totalement vierge car quelques études ont déjà été produites à ce sujet. Ainsi, nous avons pu nous appuyer grandement sur les sources des études déjà publiées au sujet des différents aspects de l'économie de l'Indochine et de la RDV entre 1947 et 1949 pour alimenter notre analyse.

CHAPITRE I

LA GUERRE ET L'ÉCONOMIE : UNE HISTORIORAPHIE EN PLEINE ÉVOLUTION

L'économie est un facteur déterminant lors de tout conflit armé. Il est nécessaire d'explorer le contexte économique d'un État en guerre pour en comprendre ses politiques et ses objectifs militaires. Cette constatation n'est pas nouvelle sur le plan historiographique, mais demeure inexplorée au sujet de la guerre d'Indochine. Nous réaliserons un bilan historiographique sommaire au sujet de l'économie durant les guerres du XX^e siècle. Par l'entremise de ces quelques études phares, notamment *The Wages of Destruction* d'Adam Tooze, il est possible de conceptualiser l'économie par son interaction avec la politique.

Ensuite, un bilan historiographique portant sur la place de l'économie au sujet de la guerre d'Indochine montre l'intérêt d'y appliquer cette approche. Des études importantes portant sur la guerre d'Indochine mettent en lumière des aspects importants pour comprendre la RDV dans la guerre contre la France. Toutefois, l'économie y est souvent délaissée dans l'analyse politique des événements au Vietnam. Lorsque l'organisation économique de la RDV est abordée, elle l'est de façon strictement descriptive. Ces études, riches en contenu, nous permettent d'aborder la guerre d'Indochine par l'interaction entre l'économie et la politique de la RDV dans l'espoir d'en réaliser une analyse originale.

1.1 L'économie dans l'historiographie des guerres européennes du XX^e siècle

La guerre est un sujet largement étudié en Histoire. Trouvée à toutes les époques, la violence portée en masse fascine les chercheurs de multiples horizons qui cherchent à expliquer, sinon au moins à appréhender, la logique de cette activité humaine. Des penseurs ont tenté d'expliquer les règles selon lesquelles les guerres devaient être menées. Carl Von Clausewitz, l'un des auteurs les plus influents du contexte européen, place la guerre au rang d'extension de la volonté politique dans son ouvrage *De la Guerre*, publié posthume en 1832. Clausewitz hiérarchise les forces en place lors d'une guerre : au sommet se trouve la volonté politique qui dicte l'étendue, les raisons et la profondeur de l'acte militaire. Au centre se trouve l'acte militaire lui-même, avec ses stratégies et ses logiques issues du duel. À la base se trouve les arts et les sciences, qui fournissent les moyens matériels des militaires par l'invention de nouveaux outils militaires³. Clausewitz lie la guerre à la politique, mais ignore l'impact de l'économie dans son déroulement.

Cette hiérarchisation des forces de la guerre a marqué les historiens qui ont développé l'histoire militaire du XX^e siècle. C'est pourquoi, au-delà des études où il n'est question que de stratégie militaire, on retrouve une quantité remarquable d'études portant sur les grands personnages politiques impliqués dans des guerres. D'innombrables biographies ont été rédigées au sujet de Bismarck, Nicolas II, Woodrow Wilson, Winston Churchill, Adolf Hitler, Joseph Staline, Franklin D. Roosevelt et tant d'autres. Ces biographies révèlent beaucoup sur les personnages

³ Carl Von Clausewitz, *De la Guerre*, Paris, Flammarion, 2010, p.36.

étudiés, mais tendent à leur attribuer l'essentiel de la responsabilité historique du conflit, réduisant la compréhension des autres aspects de la guerre.

Outre les biographies, des études portant sur les forces diplomatiques et politiques établissent un tableau sophistiqué et exhaustif des rôles respectifs des gens de pouvoir dans l'établissement des grandes guerres du XX^e siècle. Zara Steiner accomplit ce genre d'exercice par ses deux ouvrages *The Lights that Failed*⁴ et *Triumph of the Dark*⁵. En se concentrant exclusivement sur les forces politiques à l'œuvre durant l'ensemble du XX^e siècle, elle dresse la toile des acteurs responsables des deux guerres mondiales, en mettant en lumière les opportunités saisies et ratées de ces hommes de pouvoir, dont la faillibilité est souvent mise de l'avant comme un cause de conflit. Les ouvrages de Steiner forment l'exemple parfait d'étude politique basé sur des hommes de pouvoir dans la mesure où, malgré leur qualité analytique historique évidente, elles se basent sur la hiérarchisation de la politique sur les autres aspects. Les chefs d'États sont représentés tels les seuls responsables des guerres, par leurs ambitions démesurées, ou encore leur docilité face à l'ambition de leurs adversaires.

S'arrêter à la politique limite la compréhension de la guerre à celle d'une lutte idéologique ou personnelle. Cela réduit les autres aspects, notamment la stratégie militaire et les moyens matériels, à de simples éléments contextuels ou décoratifs. Ultimement, l'importance de l'idéologie et de la diplomatie est gonflée au détriment de la compréhension d'autres variables importantes prises en considération par les

4 Zara Steiner, *The Lights that Failed: European International History, 1919-1933*, Oxford, Oxford University Press, 2005, 938 pages.

5 Zara Steiner, *The Triumph of the Dark : European International History, 1933-1939*, Oxford, Oxford University Press, 2011, 1222 pages.

gens de pouvoir. L'économie, en termes de moyens et d'organisation est l'un de ces facteurs négligés par l'historiographie politique et militaire.

1.1.1 L'économie dans l'étude des guerres mondiales

L'étude de l'économie des états en contexte de guerre n'est pas en soi une idée nouvelle. Les historiens n'ont pas totalement laissé la relation entre l'économie et la guerre inexplorée. Les guerres mondiales, se démarquant par leur durée mais surtout par leur coût en vies et en armes, forment un sujet propice à l'étude historique de l'économie de guerre. On trouve plusieurs études sur les guerres mondiales contenant des approches intéressantes sur la conceptualisation de l'économie dans un contexte de guerre, ainsi que son interaction avec les événements politiques et militaires.

De 1960, on trouve concernant la Seconde Guerre mondiale l'étude de W. N. Medlicott., *History of the Second World War : The Economic Blockade*⁶. Cette étude dresse un portrait exhaustif du blocus allié contre l'Allemagne nazie. En se penchant autant sur les blocus navals que sur les campagnes de bombardements stratégiques, Medlicott souligne les implications politiques et morales des campagnes visant l'économie ennemie. L'économie y est décrite comme une cible politique et militaire, source du potentiel de manifestation politique de la population. Détruire cette industrie sert à saper le moral civil et par extension la capacité d'exécution militaire allemande. À sa parution, l'œuvre de Medlicott fut applaudie pour l'envergure de son sujet et le niveau de détail abordé pour l'élucider.

⁶ W. N. Medlicott, *History of the Second World War: The Economic Blockade*, vol I et vol II, Green and Company, London, 1959-1960, 1459 pages.

Dans le contexte de la Première Guerre mondiale, l'étude d'Eric W. Osborne, parue en 2004, portant sur le blocus naval britannique nous offre une perspective de ce que l'on peut appeler la «guerre économique»⁷. Durant le conflit, le Royaume-Uni a instauré un blocus naval contre l'Allemagne dans le but d'empêcher le commerce et, par la même occasion, l'accès à des ressources industrielles et alimentaires destinées à l'effort de production allemand. En traitant en détails son implémentation avec toutes les tensions politiques et militaires que cela a impliquées, Osborne nous présente d'une part une opération militaire ayant un but essentiellement économique et d'autre part comment l'économie de l'adversaire est un objectif à détruire au même titre que ses armées.

En désignant l'économie adverse comme une cible à détruire, les chercheurs comme Medlicott et Osborne ont contribué à identifier le concept de guerre économique. Ce genre d'opération militaire, destinée à détruire la capacité de l'ennemi de subvenir à ses besoins, souligne l'importance de l'économie en temps de guerre. Cette compréhension place la capacité de production économique à la fondation de l'État en guerre. L'économie de guerre y est étudiée du point de vue des militaires contemporains au conflit, qui la perçoit comme un des éléments de la force ennemie à vaincre. L'économie, ou dans le cas des études citées, l'approvisionnement en ressources industrielles destinées à la production alimentaire et militaire, est une composante à détruire au même titre que les armées ennemies.

De leur côté, les économistes et politologues ont abordé en détail les rouages théoriques de l'économie de guerre. Par exemple, portant sur la Première Guerre

⁷ Eric W. Osborne, *Britain's Economic Blockade of Germany, 1914-1919*, London, Frank Cass, 2004, 214 pages.

mondiale, Murray Wolfson et Homa Shabahang ont publié un article en 1991 portant sur la relation étroite entre l'économie et l'acte militaire⁸. Ils dressent une équation entre une compétition économique étatisée et une course aux armes, ou production de guerre. Autrement dit, l'étude montre comment une course aux armes contient les mêmes variables économiques qu'une production militaire en temps de guerre, signifiant que la guerre est le prolongement industriel de la course aux armes. Pour les auteurs, cette compétition étatique se fait en relation à un point d'équilibre entre la part de l'économie civile destinée à la consommation et la part de l'économie destinée à la production militaire, et non en réaction aux dépenses militaires du compétiteur. La guerre est produite à la hauteur des moyens d'un État. De plus, elle se manifeste lorsque la production civile doit céder le pas à la production militaire pour suivre la croissance du compétiteur.

Pour ces économistes, la guerre vient de l'économie d'un État. La distinction entre la compétition économique et l'exercice militaire est extrêmement ténue, et s'effectue selon l'équilibre économique interne d'un état donné. En d'autres mots, un gouvernement doit faire avec ses moyens, et la guerre devient le moyen ultime de couper court à une compétition perdante en permettant de mobiliser davantage de moyens pour assurer sa survie. L'économie est le moteur de l'État en guerre, dans le sens qu'elle est la cause du conflit, mais aussi le moyen par lequel il a lieu.

Des études historiques plus récentes réévaluent le rôle de l'économie dans les guerres mondiales. Par exemple, l'étude de Richard J. Evans, intitulé *The Third Reich at War* et publiée en 2008, porte sur la forme impérialiste de l'Allemagne nazie⁹ et souligne

⁸ Murray Wolfson et Homa Shabahang, «Economic Causation in the Breakdown of Military Equilibrium », *The Journal of Conflict Resolution*, Vol. 35, No. 1 , Mar., 1991, pp. 43-67.

⁹ Richard J. Evans, *The Third Reich at War*, New York, Penguin, 2008, 926 pages.

les aspects économiques nécessaires à leur projet de conquêtes en Europe. Cette étude met de l'avant l'organisation sociale impérialiste tout en soulignant les aspects strictement économiques du colonialisme allemand en Europe centrale. Cet angle analytique est important dans la mesure où le troisième Reich y est traité comme n'importe quelle autre puissance coloniale de son époque et non comme l'incarnation de l'ambition suprématisante d'Adolf Hitler. On trouve des chapitres analysant en détail l'organisation socio-économique de l'établissement allemand des contrées conquises durant la guerre, sous l'angle de l'accomplissement impérial allemand et non seulement sous l'angle racial généralement attribué à l'étude de la société du troisième Reich. Les contrées conquises auraient été réorganisées selon un certain pragmatisme afin de subvenir aux besoins de l'Allemagne et non dans le but strictement idéologique d'éliminer les populations locales à des fins eugénistes. Cette étude souligne les processus économiques communs entre les empires coloniaux européens et ceux de l'Allemagne nazie. Grâce à cette perspective, elle permet une compréhension plus détaillée de l'interaction entre le contexte économique colonial et la mise en place de la structure sociale de l'Allemagne nazie. L'exemple d'Evans est intéressant dans la mesure où il désigne la justification du projet d'expansion territoriale en termes économiques. Au lieu d'employer la rhétorique politique classique, Evans désigne l'économie comme élément central du projet politique allemand manifesté par la Seconde Guerre mondiale. Au-delà des moyens immédiats employés pour mener le conflit, une refonte de l'économie devient un élément fondamental dans l'idéal politique et social proposé par le gouvernement nazi. L'élaboration et la protection d'une structure économique est un objectif en soi pour l'État en guerre.

Toujours sous l'angle économique, on trouve l'impressionnante étude d'Adam Tooze, *The Wages of Destruction: The making and breaking of the Nazi economy*¹⁰. Parue en 2008, cette étude dresse le portrait exhaustif de l'organisation économique de l'Allemagne avant et durant la Seconde Guerre mondiale. Tooze établit adroitement les liens entre les politiques du gouvernement national-socialiste et la forme qu'a pris l'économie civile et militaire en préparation, et durant les guerres de conquêtes. En traitant de manière extrêmement détaillée tous les aspects de l'économie allemande, des plans de relancement économiques des années 1930 à la gestion de la monnaie en passant par les ententes avec les corporations de production industrielle, il met de l'avant l'importance qu'avait l'économie aux yeux du gouvernement allemand, autant sur le plan purement matériel qu'idéologique. Beaucoup plus qu'un simple chapitre dans une œuvre générale, Tooze prouve comment l'économie est en fait au centre de l'expérience de la Seconde Guerre mondiale, où l'économie est la première variable de la politique et de la stratégie militaire.

Ultimement, Tooze nous rappelle avec force que la guerre dans un monde industrialisé doit être produite, et que les populations belligérantes doivent contribuer à l'effort de guerre de façon active par le biais de cette même production. Il ne tombe néanmoins pas dans le piège déterministe du marxisme, où la guerre serait une nécessité du capitalisme. Il montre plutôt comment les idéaux politiques doivent être soutenus par une organisation économique conséquente. Il renverse la hiérarchie des forces établies par Clausewitz, en exposant la relation intrinsèque entre l'économie et les autres forces politiques et militaires. Il utilise l'économie pour mieux décrire l'histoire de l'Allemagne lors de l'expérience fasciste, qui inclut la fabrication de

¹⁰ Adam Tooze, *The Wages of Destruction: The making and Breaking of the Nazi Economy*, London, Penguin, 2007, 800 pages.

l'État nazi et la construction de la guerre elle-même. Il montre comment les moyens économiques sont à la fois le potentiel d'action politique, les moyens matériels militaires, et souvent l'objectif des actions politiques et militaires :

And here too, “pragmatic economic” motives and genocidal ideology were inseparably intertwined. On the one hand the SS programmes of genocidal population clearance, to begin with the Jews, were embedded in the Generalplan Ost in an extraordinary vision of agricultural and industrial colonization. Conversely, in the Hunger Plan agreed by the ministries in the spring of 1941 the most straightforward pragmatic calculation of the food supply was combined with assumptions of racial hierarchy to produce a plan for mass murder, which dwarfed even the Wannsee programme.¹¹

Tooze met en lumière le pragmatisme économique nécessaire à l'idéologie gouvernementale nazie. Bien sûr, les projets de ce gouvernement sont idéologiques, mais les mesures politiques employées sont d'abord au service du contexte économique immédiat du pays, et les réformes sont dictées par un pragmatisme nécessaire à la survie du régime. L'approche de Tooze nous apparaît applicable au sujet de la guerre d'Indochine. Le contexte économique allemand ayant eu un impact important sur la mise en place des politiques fasciste du gouvernement d'Adolf Hitler, il semble juste d'étudier l'impact du contexte économique vietnamien sur les politiques communistes du gouvernement d'Ho Chi Minh.

¹¹ *Ibid.* p.668.

1.1.2 L'économie de guerre dans l'étude des États communistes

Si l'étude des aspects économiques du projet fasciste allemand est un développement historiographique récent, il n'en est pas de même pour l'étude historique des économies communistes. En effet, il semble aller de soi que le projet communiste attribue à la structure économique une place fondamentale. Les méthodes de la mise en place des différents régimes à tendance communiste ne sont toutefois pas identiques, et les similarités et variations entre ceux-ci éclairent l'histoire de la guerre d'Indochine.

Première révolution communiste, celle de la Russie comporte plusieurs particularités économiques qui ne s'appliquent pas vraiment à l'Indochine, mais des éléments communs sont néanmoins présents. À cet effet, l'article de 1997 de Jacques Sapir s'attaque au problème de définition de la structure politico-économique globale du nouvel État socialiste de 1917¹². Sapir arrive à la conclusion que la structure soviétique serait une continuité de la mobilisation économique de la période de guerre qui la précédait. Il définit l'expérience soviétique comme mobilisation de guerre maintenue en temps de paix. Cette définition peut être un angle analytique pertinent à l'étude de la guerre d'Indochine dans la mesure où il n'est pas question de comprendre le fait communiste comme pure idéologie mais plutôt comme une structure organisationnelle de l'économie, de l'armée et de la société, fondée sur le contexte matériel immédiat issu de la guerre.

¹² Jacques Sapir, «La guerre civile et l'économie de guerre origines du système soviétique» dans *Cahiers du Monde russe*, Vol. 38, No. 1/2, «Guerre, guerres civiles et conflits nationaux, dans *L'Empire russe et en Russie soviétique, 1914-1922*» (Jan. - Jun., 1997), pp. 9-28.

Cette continuité dans la structure économique soviétique ne fait toutefois pas l'unanimité chez les historiens. Un débat sur la nature préméditée du «communisme de guerre» a lieu depuis les années 1950. En effet, certains auteurs attribuent la centralisation de l'économie soviétique à l'adaptation des bolcheviks à la guerre civile de 1917 à 1923. D'autres attribuent aux changements structurels un aspect prémédité par les théories marxistes du gouvernement de Lénine¹³. Dans tous les cas, le dirigisme économique centralisé devient rapidement un élément central de la société soviétique, souligné par un désir du gouvernement d'employer une théorisation de leurs politiques. La structure économique est le moyen, mais aussi l'objectif des politiques révolutionnaires communistes.

De son côté, la révolution chinoise est aussi un champ pertinent à considérer pour comprendre la guerre d'Indochine, la Chine jouant un rôle important dans l'Histoire de l'Indochine avant, pendant et après la Guerre d'Indochine. Du point de vue économique, l'étude de 2000, *North China at War*¹⁴, porte sur les divergences régionales dans l'organisation sociale et économique durant la guerre contre le Japon Impérial. Cette étude s'inscrit en faux de l'interprétation classique de la révolution chinoise, où le modèle de Mao Zedong aurait été implémenté de façon systématique et identique dans chaque région «libérée» par les communistes.

¹³ Paul Craig Roberts, «War Communism : A Re-Examination» dans *Slavic Review*, Vol. 29, No. 2 (Jun., 1970), pp. 238-261.

¹⁴ Feng Chongyi et David S. Goodman, *North China at War : the Social Ecology of Revolution, 1937-1945*, Rowman & Littlefield Publishers, Maryland, 2000, 236 pages.

Lucien Bianco, dans son article intitulé *Peasant Responses to CCP Mobilization Tactics (1937-1945)*¹⁵, adresse pour sa part les difficultés sociales et politiques causées par la structure sociale paysanne dans les campagnes chinoises lors de la guerre civile. En fait, la mobilisation paysanne est très difficile sur des bases idéologiques marxistes pour le Parti Communiste Chinois. Selon cette étude, les paysans résistent aux changements de structure économique, même lorsque ces changements devraient, *à priori*, leurs êtres favorables.

Ces études avancent l'importance de l'adaptation de l'organisation du régime aux réalités locales au lieu de s'acharner à former un gouvernement central dictant de façon extrêmement contrôlée ses politiques. Le pragmatisme immédiat du front révolutionnaire maoïste y est mis en lumière, subjuguant quelque peu la stricte idéologie marxiste au contexte économique et social chinois.

1.1.3 L'économie des guerres de décolonisation

Alors que l'économie est un aspect fondamental de l'étude historique des États communiste, l'économie de guerre est un aspect tout aussi important dans l'étude des guerres de décolonisation. De telles études à caractère économique sont toutefois rares. On trouve parmi ces rares études *Gangsters and Revolutionaries* de Robert Cribb¹⁶. Parue en 1991, cette étude historique porte sur les liens entre les

¹⁵ Lucien Bianco, «Peasant Responses to CCP Mobilization Tactics, 1937-1945» dans dir. Tony Saich et Hans van de Ven, *New Perspectives on the Chinese Communist Revolution*, M.E. Sharpe, New York, 1995, p. 175-187.

¹⁶ Robert Cribb, *Gangsters and Revolutionaries : The Jakarta People's Militia and the Indonesian Revolution (1945-1949)*, University of Hawaii press, Honolulu, 1991, 222 pages.

révolutionnaires et le crime organisé indonésien durant leur guerre d'indépendance contre les Pays-Bas. Cet ouvrage devient presque accidentellement une étude économique, dans la mesure où il porte d'abord sur les acteurs et les liens entre les révolutionnaires et les gangsters. Cribb dresse néanmoins un portrait très utilitariste de la politique économique de contrebande des révolutionnaires indonésiens, et place l'accès aux armes au centre de la révolution. Il soulève de façon très convaincante la question de l'économie commerciale dans le contexte d'une guerre de révolution nationale. Dans un tel contexte, où le gouvernement rebelle ne possède pas l'économie de production suffisante à la fabrication de son armement, il devient nécessaire de se procurer ces armes par les réseaux commerciaux. Toutefois, les routes commerciales étant contrôlées par le colonisateur, des routes alternatives doivent être employées.

Dans le contexte colonial français, la guerre d'Algérie offre une perspective particulièrement riche au niveau historiographique pour qui veut traiter de la guerre d'Indochine. L'étude de Matthew Connelly, *A Diplomatic Revolution*¹⁷, s'attaque principalement aux problèmes diplomatiques de la guerre d'Algérie. Toutefois, cette étude marquante ne néglige pas les variables logistiques du conflit, et les solutions politiques à ces problèmes économiques. Par exemple, concernant les problématiques de ravitaillement en armes du Front de Libération National algérien, Connelly montre la mission de Ben Bella en Égypte, encourageant le gouvernement égyptien à soutenir la cause algérienne en armes en vertu de leur politique panarabe¹⁸. En traitant de façon détaillée, bien que toujours sous l'angle politique, Connelly rappelle la

¹⁷ Matthew Connelly, *A Diplomatic Revolution: Algeria's Fight for Independence and the Origins of the Post-Cold War Era*, Oxford University Press, Oxford, 2002, 400 pages.

¹⁸ *Ibid.*, p.78

nécessité pour un mouvement de révolution nationale de se procurer des armes. Son étude complète en quelques sortes celle de Cribb, mais cette fois sous l'angle du commerce international au lieu de se pencher exclusivement sur les acteurs impliqués dans la contrebande. Dans son étude, Connelly avance l'importance de l'interaction économique avec des États voisins pour le groupe révolutionnaire, et donc que la guerre n'est pas nécessairement remportée uniquement par la production interne.

Particulièrement importante pour comprendre l'économie de guerre en situation de décolonisation, l'étude de 2008 intitulée *Le financement du FLN pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*, d'Emmanuelle Colin-Jeanvoine et de Stéphanie Derozier, traite de façon extrêmement détaillée la nature du financement du Front de Libération National¹⁹. Ces auteurs dressent le portrait exhaustif de l'organisation économique du FLN, le mouvement nationaliste voué à la création de l'Algérie indépendante. Cette étude se penche sur les éléments de ravitaillement, production, taxation, commerce, ainsi que l'organisation de toutes les autres sources de financement utilisé par le Front, dont les subventions privées et institutionnelles et les amendes. Cette étude rappelle thématiquement celle de Tooze, en mettant de l'avant l'organisation du mouvement autour de son appareil de financement. Toutefois, l'économie n'est pas le point de départ analytique de la guerre d'Algérie dans cette étude, elle demeure descriptive dans son portrait de l'économie du FLN.

¹⁹ Emmanuelle Colin-Jeanvoine et Stéphanie Derozier, *Le financement du FLN pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Bouchene, 2008, 168 pages.

1.2 L'économie dans l'histoire de la guerre d'Indochine

L'historiographie de la guerre d'Indochine ressemble à celles des autres conflits du XXème siècle en ce sens que proportionnellement peu d'études portent directement sur l'économie. L'écrasante majorité des études sur cette guerre se limite aux aspects militaires et politiques du conflit. Et même si une minorité d'historiens se sont penchés sur des aspects économiques précis de cette guerre, le pragmatisme économique des acteurs belligérants n'est pas mis de l'avant.

1.2.1 L'historiographie générale de la guerre d'Indochine

Politique et militaire, l'histoire de la guerre d'Indochine porte souvent sur les grandes batailles. Principalement, la bataille de Dien Bien Phu bénéficie de beaucoup d'attention en tant qu'événement charnière de cette guerre. Cette prédominance de la bataille de Dien Bien Phu semble polluer en quelque sorte l'historiographie sur le sujet. Il en est presque systématiquement question, y compris pour ceux qui souhaitent, ou doivent en minimiser l'importance en tant qu'événement soudain, unique et inexplicablement inattendu.

À ce sujet figure l'étude de François Joyaux, *La Chine et le règlement du premier conflit d'Indochine (Genève 1954)*²⁰. Dans cette étude, Joyaux se penche sur la conférence de Genève de 1954, servant à négocier un terme aux guerres de Corée et d'Indochine. Joyaux souligne par ailleurs l'impact politique en France de la bataille

²⁰ François Joyaux, *La Chine et le règlement du premier conflit d'Indochine (Genève 1954)*, Paris, Université de Paris, 1979, 467 pages.

de Dien Bien Phu dans le déroulement des pourparlers. En effet, cette bataille aurait pour impact de renverser l'opinion publique sur l'état de cette guerre et sur l'importance pour la France de la colonie Indochinoise. Subitement, le gouvernement français n'arriverait plus à justifier la guerre, et le plan proposé par les Américains devient viable. Son analyse strictement diplomatique avance le rôle prédominant de la Chine lors des négociations. Joyaux dresse un portrait politique de la fin de la guerre, et n'en considère que les éléments diplomatiques ainsi que les conséquences politiques des grandes batailles. Il n'est uniquement question des calculs politiques des acteurs impliqués, ce qui est ultimement cohérent avec la portée recherchée de l'étude.

Dans le domaine d'histoire militaire, on trouve l'étude d'Ivan Cadeau, *La Guerre d'Indochine : De l'Indochine française aux adieux à Saigon, 1940-1956*²¹, qui avance l'idée de faire une étude militaire technique, qui utiliserait les éléments politiques pour expliquer les décisions militaires. Pour se faire, Cadeau se penche sur les éléments techniques de la guerre comme les redéploiements d'effectifs et de matériel, la nature de ces effectifs et de ce matériel, les variables géographiques des lieux de combats, des objectifs de l'état-major et des hommes sur le terrain. Il met aussi en lumière les éléments politiques pertinents au développement du conflit, comme l'ouverture progressive aux acteurs de la Guerre Froide, dont la Chine communiste et les États-Unis. Il abandonne le relatif déterminisme politique des études précédentes, reléguant la politique comme l'une des variables stratégiques. De plus, Cadeau souligne à quel point les décisions militaires étaient souvent basées sur l'importance de la logistique, ce qui l'amène à exposer comment dans le but de protéger leur

²¹ Ivan Cadeau, *La Guerre d'Indochine : De l'Indochine française aux adieux à Saigon, 1940-1956*, Paris, Tallandier, 2015, 619 pages.

ravitaillement les troupes françaises n'auraient réussi qu'à contrôler les centres urbains et les grandes routes les reliant les unes aux autres. La campagne appartiendrait au Viet-Minh, d'où ce dernier organiserait ses frappes logistiques contre les routes françaises, ce qui nous donne un aperçu militaire de la situation géographique de la guerre.

On retrouve aussi des analyses politiques datant de l'époque de la guerre. Par exemple, l'analyse d'Ellen J. Hammer, paru en 1954 avant la conférence de Genève, propose une interprétation américaine de la fin potentielle du conflit franco-vietnamien²². Cette analyse est lourdement portée sur l'angle de la Guerre Froide, de l'internationalisation du conflit, des problèmes politiques et stratégiques français dans le contexte de l'égide américaine. La nature anticommuniste de la politique américaine de l'époque transpire dans cette analyse. Hammer considère la montée au pouvoir du Viet-Minh en Indochine comme rendue possible par le désintéressement des japonais en 1944-1945 et due à la vigueur de la conspiration internationale communiste, ou du moins à la force du réseau politique du Parti Communiste Vietnamien.

1.2.2 L'économie de la guerre d'Indochine : le versant français

Outre les études portant sur les aspects politiques et militaires, quelques historiens se sont penchés sur les éléments économiques de la guerre d'Indochine. Hughes Tertrais s'y démarque par sa tentative d'estimer le coût de la guerre pour la France dans *La*

²² Ellen J. Hammer, *The Struggle for Indochina*, Stanford, Stanford University Press, 1954, 342 pages.

*Piastre et le fusil : Le coût de la Guerre d'Indochine. 1945-1954*²³. À cette fin, il s'attaque à une étude exhaustive de la gestion fiscale de la guerre d'Indochine, qu'il aborde simultanément de plusieurs façons, couvrant les diverses méthodes permettant d'illuminer certaines facettes.

Il se penche sur la nature chronologique du conflit, observant l'arrivée et la disparition de certains comportements fiscaux par rapport à la compréhension de la guerre. De cette façon, il met au jour la tendance d'accélération dans le temps des coûts liés à l'exercice militaire, ainsi que les tentatives d'endiguer cette croissance fulgurante du poids fiscal. Par cet exercice chronologique, Tertrais met aussi de l'avant l'apparition d'un esprit digne des «années folles» dans la colonie. De cet esprit, la colonie Indochinoise devient un paradis de la spéculation et des trafics en tous genres, où toute forme de profit à court terme est à rechercher. À partir de cette découverte, Tertrais explicite de façon détaillée et chiffrée le fameux trafic de la piastre. On peut aussi observer le changement d'attitudes des politiciens et des militaires face à ce conflit qui s'étire autant en temps qu'en argent. Si au début, la mentalité de la guerre au moindre coût est rapidement installée, la perception d'une victoire facile tend à disparaître dans le temps, et mène plutôt à une tentative d'étouffer l'adversaire par la guerre de la monnaie et les blocus et opérations d'attrition. Ultimement, l'esprit de revende de la guerre apparaît et le gouvernement français chercherait plutôt à refiler le problème aux États-Unis, afin de mettre fin à la véritable saignée économique qu'est devenue la Guerre d'Indochine.

²³ Hugues Tertrais, *La Piastre et le fusil : Le coût de la guerre d'Indochine*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002, 645 pages.

L'approche chronologique permet à Tertrais de mettre en lumière l'évolution de la pensée politique et stratégique du gouvernement et de l'état-major français et sa relation avec les aspects financiers imposés par le gouvernement. Il ne s'y arrête toutefois pas et avance une seconde partie à son étude portant plutôt sur des éléments thématiques. Les trois sections, *Les Dépenses*, *Les Ressources* et *La Gestion* portent justement sur ces trois facettes du coût financier de la guerre. À partir de cette approche thématique, Tertrais entre dans le quotidien des administrateurs qui cherchent à justifier leurs cases budgétaires. La nature spéculative des finances militaires est jumelée à un esprit de rapiéçage budgétaire selon les divers besoins quotidiens liés aux opérations militaires. Tertrais s'attaque à l'administration plutôt qu'aux opérations militaires elles-mêmes, peignant un portrait peu reluisant de la qualité du matériel et de la quantité de ressources stratégiques quotidiennes pour les militaires.

Finalement, Tertrais arrive à la conclusion que la guerre d'Indochine n'était pas une guerre motivée du côté français par l'économie, dans le sens où le conflit lui-même n'était pas motivé par l'accès à des ressources ou pour simplement défendre des investissements. Toutefois, l'exercice de quantifier le coût de la guerre pour la France est porteur de sens au niveau de la relation entre les aspects militaires, économiques et politiques de la guerre. Si le gouvernement et l'état-major français cherchent les avantages politiques de la guerre d'Indochine au moindre coût possible, on peut observer comment diverses décisions politiquement avantageuses pour le gouvernement français mais potentiellement nuisibles au niveau strictement opérationnel ont été retenues. Sa méthodologie exhaustive, basée sur de nombreux fonds d'archives, offre crédibilité à son analyse. Toutefois, malgré la profondeur de sa recherche, la portée de sa conclusion demeure limitée à l'exercice comptable. L'étude contient les éléments militaires et politiques nécessaires à la compréhension du coût, mais elle ne présente pas d'analyse permettant la compréhension des politiques au-delà des finances.

D'autres historiens se sont penchés sur divers aspects de l'économie de la colonie française d'Indochine. Pierre Brocheux en a présenté plusieurs avec ses études axées principalement sur l'organisation économique de la colonie indochinoise. Son livre *The Mekong Delta*²⁴, paru en 1995, se questionne sur le développement économique colonial de la Cochinchine, région au sud du Vietnam. Il peint un portrait exhaustif de la législation concernant la propriété et ses effets sur la production globale de riz et des autres cultures de la région. Il dresse aussi un portrait détaillé de l'accès au capital et au crédit. Cet accès serait intimement lié à la nationalité, et à la possibilité d'avoir accès à des marchés étrangers. Conséquemment, les colons français ont typiquement le soutien de la Banque d'Indochine, alors que les Vietnamiens eux-mêmes n'ont que leurs liens personnels. Les investisseurs chinois et indiens ont l'avantage de servir d'importateurs potentiels et offrent souvent un accès alternatif au crédit, à taux d'intérêts plus élevé et à échéances plus courtes. Brocheux fait aussi le point de la crise économique mondiale de 1929 concernant le delta du Mékong, où le laissez-faire de la métropole amplifie les troubles de production agricole, et donc les effets de la crise dans la colonie. Ultimement, l'essentiel de son étude porte sur la période précédant la guerre, et adresse surtout les dynamiques économiques de régions administrées par les Français durant celle-ci, mais le portrait d'avant-guerre est particulièrement utile pour déterminer l'état de la région au commencement du conflit.

Dans une perspective plus générale sur l'établissement des institutions coloniales françaises, *La Colonisation Ambiguë* est une tentative par Pierre Brocheux et Daniel Héméry de mettre en lumière les diverses facettes sociales, culturelles, politiques et

²⁴ Pierre Brocheux, *The Mekong Delta : Ecology, Economy and Revolution, 1860-1960*, Madison, Center for the Southeast Asian Studies University of Wisconsin-Madison, 1995, 270 pages.

économiques de l'aventure coloniale française²⁵. Tentant de décrire l'Indochine en tant qu'entité géographique et historique cohérente malgré son ultime fragmentation, Brocheux et Héméry dressent un portrait détaillé de la colonie. Avec un chapitre imposant sur la forme et la nature des investissements métropolitains dans la colonie, il montre des éléments importants de la structure économique indochinoise jusqu'aux années précédant immédiatement la Guerre d'Indochine. Ce tableau économique s'insère comme toujours à un plus grand portrait politique et social de la colonie. L'économie de la colonie est l'une des facettes de la forme qu'a prise la colonie française, et non le point de départ dans cette étude dont la période couvre la Guerre d'Indochine, mais sans jamais considérer l'économie de guerre des belligérants.

Pierre Brocheux a aussi tenté une étude détaillée sur l'histoire économique de la colonie indochinoise. Dans son étude *Une histoire économique du Viêt Nam*, de 2009, Brocheux dresse un portrait général du développement économique global du Vietnam entre 1850 et 2007²⁶. L'ouvrage dressant un portrait général du pays sur plus d'un siècle, la portion sur la première guerre d'Indochine est relativement ténue. De plus, cette histoire se concentre beaucoup plus sur la Cochinchine au sud du pays, soit la part plus occidentalisée de la colonie, puis carrément sur le Sud-Vietnam après 1954. Brocheux dédie néanmoins un chapitre sur la guerre d'Indochine, et adresse sommairement l'organisation économique de la RDV. Toutefois, l'aspect généralisant de son chapitre considérant la guerre de 1945 à 1954 comme un tout en continuité obscurcit les changements importants au niveau de la structure de la RDV entre le début et la fin de la guerre.

²⁵ Pierre Brocheux et Daniel Héméry, *Indochine, la colonisation ambiguë. 1858-1954*. La Découverte, Paris, 2001, 456 pages.

²⁶ Pierre Brocheux, *Une Histoire économique du Viet Nam : 1850-2007, La palanque et le camion*, Paris, Indes Savantes, 2009, 258 pages.

1.2.3 La RDV : État en lutte, économie en construction

L'histoire de la République Démocratique du Vietnam est un relativement petit champ. Ce dernier étant lourdement peuplé d'études portant sur de la guerre du Vietnam américaine, la première guerre d'Indochine se retrouve pratiquement éclipsée de l'histoire de Vietnam produite en occident. Toutefois, des études importantes existent, dont notamment celle de Bernard Fall, *Le Viet-Minh : La république Démocratique du Viêt-Nam*²⁷. Cette étude dresse le portrait étatique de la RDV. Ce portrait est essentiellement politique, avec les descriptions détaillées des divers organes gouvernementaux instaurés et maintenus par le Viet-Minh dès leur prise de pouvoir. Fall peint un tableau politique complet et détaillé de la prise de pouvoir elle-même, de l'organisation géographique du gouvernement, de la distribution des pouvoirs entre les diverses branches gouvernementales, ainsi que les questions diplomatiques au niveau international. Fall produit aussi une analyse politique des objectifs militaires durant la guerre, incluant notamment les débats internes sur la stratégie militaire à utiliser, avec les jeux de coulisses que cela implique. Bref, en traitant la RDV comme un État à part entière, Fall a réussi à le présenter comme tel, posant la fondation pour d'autres études de la même orientation. Toutefois, Fall ne se penche pas sur l'économie de guerre de la RDV. Il limite sa perspective économique aux réformes communistes suivant la guerre d'Indochine.

²⁷ Bernard Fall, *Le Viet-Minh : la république démocratique du Viêt-Nam*, Paris, Armand-Colin, 1960, 378 pages.

Depuis, l'idée selon laquelle la RDV est un État a aussi été explorée par David G. Marr. Dans *Vietnam : State, War, Revolution, 1945-1946*²⁸, Marr explore la mise sur pied des différentes institutions étatiques de la RDV dans les premières années de la République. Il explore notamment la réorganisation de la fonction publique, de leur structure organisationnelle à son fonctionnement quotidien. Le système électoral est disséqué, relevant les irrégularités mais aussi l'ingéniosité et la rapidité avec laquelle le jeune gouvernement vietnamien met en place une structure électorale auprès d'une population auparavant gardée loin de la politique nationale. Il s'agit ultimement d'une étude détaillée sur la création des rouages du gouvernement de la RDV, avec ses intrigues politiques personnelles et ses péripéties administratives.

La séparation entre les institutions d'État et le parti communiste ne fait pas unanimité chez les historiens. La part substantielle qu'a joué le Parti Communiste Indochinois dans la création de la RDV suggère pour plusieurs chercheurs l'équivalence entre les deux. Avec son étude portant sur la mise en place graduelle des politiques communistes du gouvernement de Ho Chi Minh, Alec Holcombe avance dans *Mass mobilization in Democratic Republic of Vietnam, 1945-1960*²⁹ que la distinction entre le PCI et la RDV est généralement superflue. Deux idées sont centrales à son étude : D'abord, le Parti Communiste Indochinois contrôlait une part imposante des appareils étatiques de la RDV. Ensuite, le PCI opérait avec une stratégie de « peindre la tête en blanc », signifiant que le gouvernement faisait mine d'être un gouvernement de coalition, mais demeurait secrètement contrôlé par les communistes. Holcombe

²⁸ David G. Marr, *Vietnam : State, War, Revolution, 1945-1946*, Berkeley, University of California Press, 2013, 721 pages.

²⁹ Alec Holcombe, *Mass mobilization in Democratic Republic of Vietnam, 1945-1960*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2020, 365 pages.

dresse ainsi un portrait du PCI de 1945 à 1960 qui contrôle la RDV, d'abord secrètement, puis ouvertement pour mettre en place ses réformes politiques.

Tous ne partagent pas l'interprétation selon laquelle la RDV était manipulée par le PCI. Tuong Vu, dans *Vietnam's Communist Revolution : the Power and Limits of Ideology*³⁰, se penche sur le rôle de l'idéologie dans la RDV. Il arrive à la conclusion que, honnêtement communistes, les leaders vietnamiens étaient guidés par leur idéologie, mais qu'à l'époque, les dogmes idéologiques du marxisme n'étaient toujours pas fixés. Leur idéologie servait de «compas» pour guider les politiques, et de «colle» pour rassembler les révolutionnaires nationalistes vietnamiens. Il suggère ainsi que l'idéologie des ministres communistes de la RDV n'était pas un objectif dogmatique fixe mais bien un ensemble de valeurs pour organiser et établir les politiques gouvernementales.

Si le portrait politique de l'État fondé par le Viet-Minh est déjà bien élaboré, il est généralement fait peu de cas de la structure économique de cet État en guerre. C'est à cet aspect que s'attaque David G. Marr dans son article intitulé *Beyond High Politics : State Formation in Northern Vietnam 1945-1946*³¹. Dans cet ouvrage, Marr se penche sur la structure fiscale de l'État vietnamien. Dans une narrative chronologique, Marr montre comment la jeune République s'est organisée autour de la fiscalité coloniale française, avec le retrait et le maintien des diverses taxes sur la production agricole. La RDV serait organisée autour de la production de riz, avec le contrôle serré de son commerce, des migrations internes, mais aussi de l'accès à la

³⁰ Tuong Vu, *Vietnam's Communist Revolution : the Power and Limits of Ideology*, New York, Cambridge University Press, 2017, 337 pages.

³¹ David G. Marr, «Beyond High Politics : State Formation in Northern Vietnam 1945-1946» dans GOSCHA, Christopher et Benoît DE TRÉGLODÉ, *Naissance d'un État-Parti : Le Viêt-Nam depuis 1945*, Les Indes Savantes, Paris, 2004, 463 pages.

propriété et la mise en place de collectes populaires. Bref, le riz devient la fondation de la structure étatique pour Marr, et son exploitation est sujette à des considérations politiques et stratégiques. L'étude ne porte pas à proprement parler de la période de guerre contre la France mais bien des mois y menant, elle ne fait donc pas état des changements économiques dû à la mobilisation militaire passé le tout début de la guerre.

Dans le même ouvrage collectif, Judy Stowe se penche sur les difficultés rencontrées par la RDV dans l'établissement de leur économie de guerre. *Money and Mobilization : The difficulties of building an Economy in a Time of War*³² se penche de manière générale sur les défis particuliers rencontrés par le Viet-Minh dans l'organisation économique de leur effort de guerre. Adressés thématiquement, ses défis sont ceux de la monnaie, de contrôle de production, puis de commerce. Stowe adresse aussi les tentatives personnelles des membres du gouvernement de régler leurs problèmes départementaux. Bref, Stowe dresse un portrait général de la situation peu enviable de la RDV qui tente d'organiser dès 1945 une monnaie, une production militaire et d'utiliser le peu de commerce à sa disposition pour financer ses opérations militaires. Elle aborde la question de la guerre de la monnaie, le véritable blocus français, ainsi que les défis de l'organisation centralisée de l'économie à partir d'un gouvernement organisé régionalement, souvent sous le feu français. L'ouvrage de Stowe demeure néanmoins superficiel, mais porte le potentiel d'une étude plus approfondie sur l'organisation économique de la République. Son étude souligne le potentiel de richesse d'une analyse économique de la guerre d'Indochine.

³² Judy Stowe, «Money and Mobilization : The difficulties of building an Economy in a Time of War» dans GOSCHA, Christopher et Benoît DE TRÉGLODÉ, *Naissance d'un État-Parti : Le Viêt-Nam depuis 1945*, Les Indes Savantes, Paris, 2004, 463 pages.

L'Histoire de l'Indochine et du Vietnam n'existant pas en isolation du reste de l'Asie, une perspective sur l'étude de la RDV est de la mettre en relation avec l'ensemble de la région. *Thailand and the Southeast Asian Networks of the Vietnamese Revolutions, 1885-1954*³³ de Christopher Goscha, sert justement à mettre en relief les réseaux diplomatiques et politiques entre les Vietnamiens installés à l'extérieur de l'Indochine, spécifiquement en Thaïlande. L'étude ne porte évidemment pas exclusivement sur la période de la Guerre d'Indochine, et l'économie n'est pas son principal objet, mais une description détaillée des réseaux de contrebande asiatiques de cette période y est présentée. Cette perspective sur les échanges met en relief les moyens de la RDV pour combler ses manques en production d'armement durant la guerre. On peut y constater comment les réseaux entretenus sont une source de richesse pour le jeune État vietnamien. Cette approche axée sur les personnes clés d'importance individuelle faible en relation aux «grands personnages» historiques met en évidence la structure souvent improvisée et fragile des institutions mais aussi de l'économie de la RDV.

L'étude précédemment citée de Pierre Brocheux, *Une histoire économique du Viet Nam*³⁴, adresse un chapitre relativement court à la structure économique de la RDV durant la guerre. Brocheux décrit une économie calquée sur la structure politique et militaire : organisée au niveau local la production agricole est gérée de façon décentralisée. L'économie de résistance du Viet-Minh subsisterait grâce aux réseaux d'échanges avec les pays environnants et entre les trois grandes régions vietnamiennes. Ultiment Brocheux adresse les grandes lignes de l'organisation

³³ Christopher Goscha, *Thailand and the Southeast Asian Networks of the Vietnamese Revolutions, 1885-1954*, Curzon Press, Richmond, 1999, 418 pages.

³⁴ Pierre Brocheux, *Une Histoire économique du Viet Nam : 1850-2007, La palanche et le camion*, Paris, Indes Savantes, 2009, 258 pages.

économique de la RDV, mais le fait de façon monolithique, où cette réalité est présentée comme l'ensemble du conflit, et à titre de préambule à l'organisation économique de la République des années 1960.

Conclusion

L'économie en tant qu'objet historique a été étudiée sous plusieurs facettes. Une méthode récurrente est d'en observer les données en vase clos, où l'économie est le seul sujet. D'autres chercheurs ont exploré la relation entre l'exercice militaire, politique et économique, mais l'économie y est comprise de façon à découler des deux autres aspects. Rares sont les études qui prennent comme point de départ l'économie comme contexte duquel la politique, et donc le militaire, émerge.

L'économie de guerre la République Démocratique du Vietnam a été traitée dans l'historiographie, mais on y trouve néanmoins des lacunes importantes. Simplement, il n'existe pas d'équivalent à *Wages of Destruction* d'Adam Tooze dans l'historiographie de la guerre d'Indochine. Typiquement, l'économie est traitée de façon à compléter une analyse d'histoire politique, militaire ou encore sociale de l'Indochine. Lorsqu'il est question de la guerre d'Indochine elle-même, le point de vue français plus fréquent et l'économie de guerre est souvent reléguée à une page ou un chapitre. Dans ces contextes, l'étude de l'économie de la RDV appuie l'histoire politique de la république mais n'en sert jamais de point de départ, où l'économie est l'objectif et la cause de la forme politique de la RDV.

Outre les chiffres, il est grandement pertinent d'étudier la relation entre les moyens économiques et les décisions politiques et pour tenter de comprendre les décisions gouvernementales de la RDV, qui sont autrement de purs actes idéologiques sans conséquences immédiates dans le déroulement de la guerre. Il reste toujours à

explorer l'économie et ses composantes comme la source de pouvoir, l'objectif à consolider, ainsi que l'outil employé pour créer un État et remporter la guerre d'indépendance. Il est nécessaire de placer l'économie comme point de départ analytique de cette guerre afin de mieux appréhender la mise sur pied de l'État-nation vietnamien, les moyens économiques entrepris par la RDV pour survivre et remporter la guerre.

CHAPITRE II

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU VIETNAM DE 1945 À 1949 : UNE HISTOIRE DE PRAGMATISME POLITIQUE

Si la guerre n'est pas qu'une affaire de politique, elle ne se limite pas plus au contexte économique. La naissance de la République Démocratique du Vietnam et l'éclatement de la guerre d'Indochine ne peuvent pas être totalement appréhendés par une analyse strictement économique. Il est nécessaire, pour comprendre en profondeur la guerre d'Indochine, d'explorer le contexte politique ainsi que les décisions gouvernementales de la RDV sur le plan diplomatique et militaire afin de contextualiser son économie de guerre.

Le portrait politique du Vietnam entre 1945 et 1949 est aussi complexe que changeant. Des circonstances desquelles naît la République Démocratique du Vietnam à l'enlèvement de la guerre d'Indochine, l'incertitude politique vécue au Vietnam est constante. Cette incertitude politique est causée d'une part par la situation économique du pays, mais d'autre part par les changements constants des acteurs politiques présents dans la région. Le pragmatisme, présent sur le plan économique, est employé sur le plan politique pour permettre au gouvernement de la RDV de naviguer les soubresauts de l'époque. Cette adaptation politique est observable en trois contextes particuliers. D'abord, lors de la création du gouvernement de coalition pour en contrer les opposants anticommunistes. Ensuite,

dans les négociations avec les militaires chinois et britanniques occupant le Vietnam. Finalement, par le choix de la guerre de guérilla dans la guerre contre la France.

2.1 Diriger au nom des nationalistes : la lutte vietnamienne pour le pouvoir

Durant la Seconde Guerre mondiale, l'autorité française sur sa colonie d'Indochine est mise à mal par sa défaite face à l'Allemagne. En effet, pour maintenir la présence française en Indochine, la France de Vichy accepte de collaborer avec le Japon. Ces derniers ont occupé militairement la colonie et ont pu en extraire des ressources naturelles et financières, mais en maintenant l'administration coloniale française. Pour le Japon, l'acquisition de l'Indochine représente une source de matières premières pour alimenter ses conquêtes en Asie³⁵. Pour les administrateurs français, la collaboration leur permet d'éviter la guerre contre le Japon et de protéger, au moins partiellement, la souveraineté française en Indochine³⁶. Malgré les tensions idéologiques entre les japonais et les Français au sujet des nationalismes asiatiques, les groupes vietnamiens ne profitent pas d'un support de la part de l'occupant japonais. Au contraire, l'administration coloniale française durcit la ligne face aux militants anticoloniaux en Indochine pour maintenir son autorité politique et ses engagements économiques envers le Japon³⁷. Les communistes, chassés à la fois par les autorités françaises et japonaises, opèrent difficilement en Indochine.

³⁵ Pierre Brocheux, *The Mekong Delta : Ecology, Economy and Revolution, 1860-1960*, Madison, Center for the Southeast Asian Studies University of Wisconsin-Madison, 1995, p.187

³⁶ Christopher Goscha, *Vietnam, A New History* New York, Basic Books, 2016, p.187

³⁷ Pierre Brocheux, *Op Cit.*, p.190

Réfugiés en Chine du sud, plusieurs groupes militants nationalistes vietnamiens aspirent à former un Vietnam indépendant du Japon ou de la France. Parmi eux, le Parti Vietnamien Nationaliste (VNQDD) et le Parti Communiste Indochinois (PCI). Dans l'espoir de former un front commun de ces formations politiques, Ho Chi Minh préside en mai 1941 sur la création de la Ligue pour l'Indépendance du Vietnam, aussi connue sous le nom de Viet-Minh³⁸. D'emblée, cette ligue ne se veut pas révolutionnaire communiste, mais bien une alliance pragmatique aspirant à la création d'un État indépendant. Cette alliance est fragile, et la création en octobre 1942 de la Ligue Révolutionnaire Vietnamienne (DMH), soutenue par les Chinois nationalistes et explicitement anticommuniste, aggrave la rivalité entre les formations politiques vietnamiennes. Toutefois, à partir de 1943, le Viet-Minh est l'un des groupes les plus actifs au Vietnam grâce à la base militante du PCI, qui lui permet de recruter des militants et de tenter des opérations de sabotage contre les japonais et les Français³⁹.

Le 9 mars 1945, le Japon met subitement fin à sa collaboration avec l'administration française en tentant un coup de force. Craignant l'impact de la libération française en Europe, les japonais liquident l'administration coloniale française pour protéger leur présence en Indochine. Sous l'égide japonaise, Bao Dai déclare l'indépendance de l'Empire du Vietnam. Profitant de ce changement de garde, le Viet-Minh devient particulièrement actif au Tonkin, dans le nord du Vietnam. Ce dernier répands ses effectifs avec des opérations de sabotage et de recrutement, grâce aux armes fournies par les Américains⁴⁰. Le 15 août 1945, le Japon capitule auprès des Américains et la

³⁸ Bernard Fall, *Le Viet-Minh : la république démocratique du Viêt-Nam*, Paris, Armand-Colin, 1960, p.17.

³⁹ *Ibid.*, p.18

⁴⁰ *Ibid.*, p.19

Seconde Guerre mondiale prend fin. L'occupation japonaise de la colonie française d'Indochine se termine alors officiellement lorsque les troupes alliées investissent la région en septembre. Tel que préalablement entendu entre les commandements Alliés lors de la conférence de Potsdam, les forces chinoises dirigées par Chiang Kaishek doivent occuper l'Indochine au nord et les troupes britanniques doivent l'occuper au sud du 16^e parallèle, avec la mission de désarmer et recevoir la reddition des troupes japonaises.

Dans l'intervalle entre le 15 août et l'arrivée des troupes alliées, les groupes vietnamiens aspirant à l'indépendance profitent du vide étatique pour tenter de prendre le pouvoir. Le Viet-Minh, très actif au Tonkin, réussit en ces quelques jours à faire valoir son influence dans l'ensemble du Vietnam. Ayant profité d'une collaboration serrée avec les Américains à l'été précédent, le Viet-Minh est relativement bien équipé et positionné dans les villes et villages pour remplacer l'administration coloniale. Le 19 août, le Viet-Minh saisit Hanoi lors de la Révolution d'août. Le Viet-Minh s'installe dans l'ensemble du pays grâce aux communistes dans le centre et le sud du Vietnam⁴¹. Ultiment, les représentants Viet-Minh reçoivent l'abdication de l'Empereur Bao Dai le 25 août⁴². Avec l'arrivée des troupes chinoises dans les jours suivants, la présence du Viet-Minh dans les villages tonkinois est significativement menacée. La force chinoise apportant avec eux des leaders du VNQDD et du DMH, l'influence du Viet-Minh est remplacée par celle de leurs adversaires le long de la route vers Hanoi⁴³. Ces nationalistes, farouchement opposés au communisme du Viet-Minh, établissent leurs propres administrateurs soutenus par

⁴¹ Pierre Brocheux, *Op Cit.*, p.195

⁴² Bernard Fall, *Op Cit.*, p.39

⁴³ *Ibid*, p.43

les militaires chinois. Le 2 septembre 1945, Ho Chi Minh déclare à Hanoi l'indépendance de la République Démocratique du Vietnam. Le coeur ministériel de son gouvernement est issu en grande partie de membres du PCI, mais est néanmoins un gouvernement de coalition avec des nationalistes prêts à collaborer avec le Viet-Minh⁴⁴. Le Viet-Minh prend de vitesse ses adversaires anticommunistes et s'assure les leviers du pouvoir vietnamien en faisant preuve d'adaptabilité politique. Par sa volonté à former une coalition avec des nationalistes, Ho Chi Minh réussit à former un État possédant la structure administrative et légale pour gouverner le Vietnam.

La coalition n'est pas parfaite, le Viet-Minh a toujours de farouches adversaires, soutenus par la Chine de Chiang Kaishek. La lutte politique, et parfois armée, entre le Viet-Minh et ses adversaires au niveau local prend graduellement de l'ampleur. Le Viet-Minh lutte dans l'espoir de sécuriser pour la RDV l'autorité politique sur l'ensemble des provinces vietnamiennes. Toutefois, l'armée chinoise intervient toujours pour contrer l'influence du Viet-Minh au Tonkin au profit de leurs alliés anticommunistes. De cette lutte régionale, le Viet-Minh réussit à se faire valoir comme l'extension militante du gouvernement républicain, mais n'arrive pas à évincer ses rivaux des provinces occupées par les troupes chinoises⁴⁵. Face à cette situation, le gouvernement cède aux pressions des partis nationalistes et organise des élections générales. Heureusement pour Ho Chi Minh et son gouvernement, la RDV et le Viet-Minh sont devenus au long de l'automne des synonymes pour ses citoyens. Les élections générales du 6 janvier 1946 confirment l'importance populaire du Viet-Minh, qui remporte près de la moitié des sièges. Le gouvernement est formé d'une entente en nombre de sièges des partis politiques participants afin de mettre sur pied

⁴⁴ *Ibid.*, p.38

⁴⁵ *Ibid.*, p.44

une assemblée nationale fonctionnelle. Les ministères sont séparés d'avance entre les communistes et les nationalistes modérés avec Ho Chi Minh à la présidence⁴⁶.

Ce gouvernement de coalition est une manifestation du réalisme politique du Viet-Minh, et ultimement de son État, la RDV. Le Viet-Minh, cherchant à diriger l'indépendance du Vietnam, a accepté d'en partager le gouvernement. Ho Chi Minh et le PCI ont pu saisir les opportunités politiques grâce à leur volonté de négocier avec de potentiels adversaires. Évidemment, le pragmatisme des communistes se dévoile aussi par leur contrôle des ministères qu'ils considéraient névralgiques à l'accomplissement de leur vision du Vietnam. La coalition avec les autres formations politiques vietnamiennes est un outil pour garder le pouvoir, mais les communistes aspirent toujours à pleinement contrôler le gouvernement de la RDV. Le succès politique de la RDV, dans son élaboration sur une base de coalition, jusqu'à sa présentation républicaine, offre à cette dernière une légitimité inégalée par les autres groupes nationalistes vietnamiens. Le succès du Viet-Minh dans l'élection n'implique toutefois pas la capacité d'évincer ses adversaires pour autant. De plus, la présence des Chinois au Tonkin et des Britanniques, ainsi que le retour des troupes françaises, en Cochinchine, empêche la RDV de pleinement contrôler ses institutions et ses ressources à l'hiver 1946.

⁴⁶ *Ibid.*, p.48

2.2 Le retour des Français : de la négociation à l'impasse

Suite au coup de force japonais du 9 mars 1945, la France avait, de fait, perdu sa colonie en Indochine. Le nouveau gouvernement français de Charles de Gaulle, aspirant à reprendre sa colonie, formule le 24 mars le projet de former la Fédération Indochinoise, destinée à encadrer politiquement les territoires indochinois dans une Union française plus large. Toutefois la France devait reprendre l'Indochine avant d'y fonder une fédération coloniale. Marginalisée à la conférence de Potsdam, la France n'a pas de troupes opérant au Vietnam pour recevoir la reddition japonaise. Occupé au nord du 16^e parallèle par les troupes chinoises et au sud par les Britanniques, la France n'a pas le champ libre pour réinvestir militairement le Vietnam.

En Cochinchine, au sud du Vietnam, la situation politique est explosive à l'automne 1945. Les troupes japonaises ayant cédé Saïgon aux militants Viet-Minh dès leur capitulation, les Britanniques peinent à établir l'ordre convenu à Potsdam à leur arrivée en septembre. Les communistes dirigent à Saïgon une coalition fragile de partis vietnamiens alors que les habitants français se positionnent pour reprendre le pouvoir dans la région. Afin de ne pas risquer d'animosité avec les Britanniques, Tran Van Giau, le représentant communiste de la RDV et dirigeant Viet-Minh à Saïgon, tente de modérer les actions militantes anticolonialistes, spécifiquement celles visant les Français. La réponse de son opposition au sein même du Viet-Minh, l'accusant de collaboration avec le colonisateur, est véhémement. La cohésion sociale se dégradant éventuellement à la violence, le général Gracey, commandant les troupes britanniques, ordonne la loi martiale le 21 septembre. Dans ce contexte, Gracey

décide de réarmer les prisonniers militaires français jusqu'alors emprisonnés par les japonais⁴⁷.

Le 23 septembre, la guerre d'Indochine débute, alors que les troupes d'infanterie coloniale reconstituées par les Britanniques tentent d'expulser les militants Viet-Minh et administrateurs de la RDV de Cochinchine⁴⁸. La réaction du Viet-Minh est violente, les affrontements entre les militaires français et les militants vietnamiens mènent à des débordements envers les civils. Le 26 septembre, les troupes européennes reprennent le contrôle de la ville, mais le retrait du Viet-Minh de la cité est conduit selon les principes de la terre brûlée. Les infrastructures municipales, dont la centrale électrique et l'usine de traitement des eaux, sont sabotées et détruites à l'aide d'explosifs⁴⁹. Suite à la perte de Saigon face aux français, l'administration de la RDV au sud du 16^e parallèle est coupée du reste du gouvernement, compliquant la situation économique du pays. Le 3 octobre, les renforts du corps expéditionnaire français débarquent à Saigon pour sécuriser la région, avec à sa direction le général Leclerc⁵⁰.

La stratégie d'occupation française est basée sur l'expansion rapide et l'occupation des centres urbains⁵¹. Conséquemment, les troupes françaises se répandent le long des routes cochinchinoises vers les villes. La campagne cochinchinoise n'est toutefois pas occupée par les troupes françaises et demeure sous le contrôle du Viet-Minh. Cette

⁴⁷ Ivan Cadeau, *La Guerre d'Indochine : De l'Indochine française aux adieux à Saigon, 1940-1956*, Paris, Tallandier, 2015, p.138

⁴⁸ *Ibid.*, p.139

⁴⁹ *Ibid.*, p.140

⁵⁰ *Ibid.*, p.144

⁵¹ *Ibid.*, p.146

région de rizières et de marécages est difficile d'accès pour les véhicules français, surtout à l'automne 1945. Elles sont toujours trop peu nombreuses et sous-équipées pour en patrouiller efficacement les canaux et rivières. Le bassin rizicole cochinchinois demeure sous l'autorité de la RDV, mais les hostilités y sont bel et bien entamées dès septembre 1945.

Durant l'hiver 1946, la haute administration coloniale française est réinstaurée en Cochinchine, malgré leurs affiliations avec le régime collaboratif de Vichy. Ces administrateurs s'efforcent de restaurer les institutions coloniales, et à en chasser les mouvements nationalistes avec le soutien des militaires⁵². Présent principalement dans les centres urbains, et ayant subi des violences de la part des militants vietnamiens, les colons français de Saigon s'organisent pour faire pression sur l'administration afin de garantir une protection coloniale accrue de la Cochinchine par Paris.

Au nord du 16^e parallèle, les Chinois refusent d'abandonner le Tonkin aux français. Contrairement aux britanniques au sud, les Chinois maintiennent la captivité des troupes coloniales françaises au Tonkin afin d'éviter une escalade de violence sous leur supervision⁵³. Politiquement hétéroclite, les leaders militaires sont tantôt des nationalistes anti-européens, tantôt des impérialistes chinois aspirant au contrôle du Vietnam, tantôt de simples opportunistes faisant fortune en en vendant des armes ou en exportant des ressources agricoles, mais tous ont intérêt à éviter la présence militaire française au Tonkin⁵⁴. Les négociations à plusieurs niveaux sont entreprises

⁵² Christopher Goscha, *Op Cit.*, p. 214

⁵³ Alec Holcombe, *Mass mobilization in Democratic Republic of Vietnam, 1945-1960*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2020, p.35

⁵⁴ Yvan Cadeau, *Op Cit.*, p.157

sans grand succès par les Français. Il apparaît à l'état-major français que sans une collaboration avec les militants vietnamiens, l'impasse chinoise sera maintenue⁵⁵. De tous les groupes militants actifs au nord du 16^e parallèle, la RDV apparaît être un candidat raisonnable pour les Français. Étant formé d'une coalition de partis reconnaissant l'utilité de négocier avec la France, la RDV se distingue des autres mouvements, tous farouchement hostiles au retour français dans la région. Outre les potentielles affinités politiques, la RDV possède en 1946 une administration et une armée capable d'autorité sur le territoire vietnamien. L'administration, recrutée dès septembre 1945 auprès de la fonction publique préexistante, est une force modératrice sur les militants communistes Viet-Minh⁵⁶. En effet, les efforts mis en place par la RDV pour pallier à la perte des récoltes de l'année 1945, et la subséquente famine, s'intègrent dans la politique entre les conseils de résistances locaux et le gouvernement central. De plus, la RDV occupe Hanoi, où le débarquement des troupes françaises négocié avec les Chinois le 28 février 1946 doit avoir lieu. Les Français, pour éviter les hostilités lors de ce débarquement, acceptent de traiter avec la RDV.

Le 6 mars 1946, un accord préliminaire est conclu entre le délégué français Jean Sainteny et Ho Chi Minh, permettant le débarquement pacifique des troupes françaises au Tonkin⁵⁷. Selon cet accord, la RDV sera reconnue comme un État libre au sein de la fédération Indochinoise. Le Vietnam sera donc responsable de ses politiques internes, et la fédération, sous la tutelle française, responsable des affaires

⁵⁵ *Ibid.*, p.158

⁵⁶ David G. Marr, «Beyond High Politics : State Formation in Northern Vietnam 1945-1946» dans GOSCHA, Christopher et Benoît DE TRÉGLODÉ, *Naissance d'un État-Parti : Le Viêt-Nam depuis 1945*, Les Indes Savantes, Paris, 2004, p.38

⁵⁷ Yvan Cadeau, *Op Cit.*, p.159

étrangères et de la monnaie. La gestion de la défense territoriale est attribuée à la Fédération, mais les troupes françaises doivent quitter le Vietnam en cinq ans. De plus, la tenue d'un référendum sur l'unification du Tonkin, d'Annam et de la Cochinchine sous l'égide de la RDV doit avoir lieu. Cet accord est signé par Ho Chi Minh, l'émissaire français Jean Sainteny, et Vu Hong Khanh, du Parti Nationaliste Vietnamien. Cet accord multipartite avec la France solidifie politiquement la RDV en son rôle d'interlocuteur représentant le Vietnam, isolant les partis nationalistes opposés au Viet-Minh⁵⁸. Au terme de cet accord, 15 000 soldats français débarquent au Tonkin, et les armées chinoises effectuent graduellement leur retrait du Vietnam.

Profitant du départ des Chinois, le Viet-Minh s'empresse de chasser ses rivaux des provinces auparavant protégées par les troupes chinoises. Cet affaiblissement des nationalistes anticommunistes se manifeste aussi au niveau de la distribution ministérielle de la RDV. Grâce aux négociations avec les Français, des ministères sans importance pour le PCI sont cédés aux nationalistes, alors que des concessions faites pour les Chinois sont annulées. Le ministère des affaires intérieures est confié à Vo Nguyen Giap⁵⁹, qui profite du poste pour employer la police afin d'arrêter les leaders du VNQDD, les Dai Viet et les opposants internes du PCI, sécurisant la main mise du Viet-Minh sur le Tonkin⁶⁰.

Dans l'intervalle entre les accords de mars et l'été 1946, le haut commissariat de France en Indochine, l'amiral Thierry d'Argenlieu, adopte une politique hostile envers le gouvernement de Ho Chi Minh. Les Français en Cochinchine craignant leur

⁵⁸ Bernard Fall, *Op Cit.*, p.50

⁵⁹ *Ibid.*, p.50

⁶⁰ Alec Holcombe, *Op Cit.*, p.40

marginalisation politique après une unification au sein de la RDV, tentent de rendre une telle unification impopulaire auprès de figures politiques vietnamiennes. Le 1^{er} juin, d'Argenlieu annonce la création de la République de Cochinchine, intégrée à la Fédération Indochinoise, sous contrôle colonial français⁶¹.

Les négociations de Dalat et de Fontainebleau, menées durant l'été 1946 portant sur la mise en place effective de l'accord de mars, sont toutes deux des échecs. Le problème particulier posé par la Cochinchine et sa réunion avec le Vietnam demeure impossible à résoudre⁶². Malgré le cessez-le-feu conclu en mars, les affrontements entre les milices de la RDV et les troupes françaises sont toujours fréquents en Cochinchine. Ces derniers reprennent même du terrain aux troupes françaises. D'un côté, la RDV est déterminée à réintégrer la Cochinchine sous sa gouverne. De son côté, la France cherche à mettre de l'avant la Fédération Indochinoise, dont la nouvelle République de Cochinchine doit faire partie. Leur volonté de réinstaurer une économie coloniale, mise de l'avant par plusieurs groupes cochinchinois, est ultimement centrale au projet de Fédération⁶³.

Isolé, le gouvernement de Ho Chi Minh se démarque à nouveau par sa souplesse dans ses négociations avec la France. D'une part, il est inacceptable pour la RDV de permettre le retour du colonialisme français sur leur territoire. Toutefois, l'occupation chinoise et britannique ne semble pouvoir prendre fin que si une paix négociée avec la France est atteinte. D'autre part, cette négociation permet d'isoler les opposants politiques du Viet-Minh par l'entremise de la reconnaissance offerte par les Français,

⁶¹ Christopher Goscha, *Op Cit.*, p.219

⁶² Alec Holcombe, *Op Cit.*, p.43

⁶³ Hugues Tertrais, *La Piastre et le fusil : Le coût de la guerre d'Indochine*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002, p.32

chinois et britanniques. Il est aussi à noter que la capacité militaire de la RDV est extrêmement limitée lors du retour des Français, rendant le succès d'un affrontement direct impossible à prédire. En fait, le plus gros des efforts militants sont déployés envers les autres groupes vietnamiens, et non à la formation d'une armée régulière capable de rabrouer les troupes françaises. Toutefois, les négociations portent en elle un danger pour la RDV. La souveraineté du Vietnam est politiquement menacée par son intégration dans une Fédération Indochinoise coloniale française. Ho Chi Minh, malgré son pragmatisme ne peut pas reléguer l'indépendance de la RDV à une structure coloniale française, expliquant les échecs des négociations de l'été 1946.

2.3 Une guerre asymétrique

Sans compromis possible d'une part ou d'autre au sujet de la Cochinchine, les négociations entre la France et la RDV échouent. En réponse, à l'automne 1946, les franges radicales des deux camps prennent de l'ampleur, motivées par l'incapacité apparente de résoudre politiquement le problème cochinchinois et la question de l'indépendance éventuelle de la RDV. Suite au retrait des troupes chinoises, le haut commissariat Thierry d'Argenlieu adopte une politique de plus en plus hostile envers la RDV. Le nouveau commandement français, dirigé depuis juillet par le général Valluy, ordonne l'expansion du territoire occupé par les troupes françaises⁶⁴. Les adversaires politiques des communistes de la RDV sont graduellement éliminés et la position du gouvernement de Ho Chi Minh se durcit face aux Français. À l'élargissement de l'occupation française vient en réponse des attaques sur leurs

⁶⁴ Yvan Cadeau, *Op Cit.*, p.174

convois de ravitaillements par le Viet-Minh. La situation politique se dégrade rapidement durant l'automne, et les franges radicales appellent de plus en plus à un coup de force pour régler la situation diplomatiquement bloquée⁶⁵. À la fin novembre, une dispute concernant les contrôles douaniers à Haiphong servent d'élément déclencheur à une escarmouche culminant au bombardement de la ville par les Français⁶⁶.

Face à l'impasse diplomatique, la RDV se prépare à la guerre. En décembre, les milices populaires du Viet-Minh érigent des barricades et des tranchées à Hanoï séparant les quartiers européens des autres, en anticipation à l'escalade de violence. Dans la nuit du 19 au 20 décembre, la RDV lance l'attaque sur les garnisons françaises au Vietnam. L'escarmouche à Hanoï vire toutefois à l'avantage des troupes françaises, et le gouvernement de la RDV évacue la ville. Le 26 décembre, les différents ministères de la RDV basées à Hanoï transportent le plus de personnel et de documents possibles dans la campagne au nord de la capitale⁶⁷. La ville prendra tout de même plusieurs mois à être pleinement contrôlée par les troupes françaises. Les miliciens, militants et militaires vietnamiens mènent une dure résistance rue par rue, bâtiment par bâtiment⁶⁸.

La guerre, commencée depuis 1945 en Cochinchine, s'est officiellement répandue au Tonkin. La RDV, maintenant chassée des grandes villes du Vietnam, opère clandestinement des montagnes tonkinoises. Les troupes françaises sécurisent

⁶⁵ *Ibid.*, p.175

⁶⁶ *Ibid.*, p.182

⁶⁷ Bernard Fall, *Le Viet-Minh : la république démocratique du Viêt-Nam*, Paris, Armand-Colin, 1960, p.61

⁶⁸ Yvan Cadeau, *Op Cit.*, p.185

éventuellement les grandes villes et les routes les reliant. De décembre 1946 à tard dans l'hiver 1947, les efforts militaires français sont déployés à des fins logistiques. Le contrôle, la défense et la reconstruction des routes et chemins de fer est considérée centrale à la prise du Tonkin. Les troupes françaises se concentrent sur la protection des routes interurbaines, nécessaires à leur ravitaillement.

En Cochinchine, des opérations de sabotages ont lieu depuis l'intervention française de l'année précédente. Pour protéger les mouvements des Français sur celle-ci, des tours sont construites à tous les kilomètres pour surveiller la route et ses environs. La stratégie française n'offre toutefois que des résultats limités. Les opérations Viet-Minh contre les routes étant effectuées selon une tactique d'attaques suivies de retraites rapides, les assaillants ne peuvent être efficacement poursuivis par les troupes défendant les structures défensives⁶⁹.

En 1947, les grandes villes et les routes principales sont sous contrôle français. Les troupes françaises, mécanisées, patrouillent et fortifient leur occupation, mais subissent des embuscades et sabotages répétés. Graduellement, la situation militaire se stabilise du point de vue des Français. Politiquement, les autorités françaises à Paris constatent l'impasse diplomatique, et le coût exorbitant que représenterait une campagne exhaustive, et s'en désintéressent au profit d'un maintien du *statu quo* dans la colonie⁷⁰. La stratégie française est essentiellement mise à mal par la résistance acharnée de la RDV. La prise des grandes villes et le contrôle des routes est effectué dans le but d'empêcher la RDV d'administrer efficacement le pays, et de forcer une entente politique. Cette solution politique ne se manifestant pas, une opération est

⁶⁹ *Ibid.*, p.210

⁷⁰ Hugues Tertrais, *Op Cit.*, p.53

montée pour éliminer les leaders de la RDV et du Viet-Minh, situés à Cao Bang. Le commandement français mise sur un changement d'interlocuteur pour régler le problème de l'Indochine. L'opération Léa est ultimement un échec, la logistique l'ayant emporté sur les Français⁷¹.

Pour la RDV, la guerre est comprise selon une perspective de résistance populaire à long-terme. Comme le dit Truong Chinh sur l'idéologie de la résistance menée par la RDV et le Viet-Minh, l'objectif pour les militants vietnamiens est d'avantage de rendre la guerre trop couteuse que de carrément vaincre la France⁷². Il s'agit de mobiliser les Vietnamiens eux-mêmes, en galvanisant leur nationalisme pour ultimement décourager le colonisateur de son occupation. Paradoxalement, cela se manifeste par une politique de survie à court-terme, menée par une administration orientée vers la petite localité.

L'occupation française des grandes villes vietnamiennes découpe le territoire de la RDV en secteurs isolés les uns des autres, empêchant la mise en place d'une administration fortement centralisée. Pour la RDV, la guerre est une affaire de villages, d'ateliers et de rizières. Il s'agit pour remporter la guerre de mobiliser le Vietnam en entier et en profondeur. Mais de façon à protéger l'ensemble des incursions françaises, chaque province doit être en mesure de subvenir à ses propres besoins alimentaires et militaires⁷³. Administrativement, la RDV s'adapte à cet objectif par la création des comités de résistances. Ces comités remplacent les

⁷¹ Yvan Cadeau, *Op Cit.*, p.190

⁷² Truong Chinh, *Resistance will win*, 1947. <https://www.marxists.org/archive/truong-chinh/index.htm> (26 avril 2021), p.88

⁷³ Pierre Brocheux, «L'économie de la résistance vietnamienne, 1945-1954», dans AGERON Charles-Robert et Philippe Devillers, *Les guerres d'Indochine de 1945 à 1975*, Paris, Les Cahiers de l'IHTP, 1996, p.78

assemblées populaires qui dirigeaient depuis l'indépendance l'administration locale. Ils ont pour directive d'organiser les défenses de leurs provinces et d'en mobiliser les habitants dans les rizières, les ateliers, ou les milices⁷⁴. Chapeauté par les conseils des zones et interzones, qui coordonnent les provinces entre elles, les conseils appliquent les directives générales du gouvernement central de façon adaptée au contexte local immédiat. Ainsi, certains conseils de résistance, dont notamment celui de Cochinchine, profitent d'une autonomie importante quant à l'exécution des directives du gouvernement⁷⁵.

Les troupes de la RDV s'attaquent initialement aux garnisons françaises. Toutefois, la défense efficace des Français de leurs garnisons obligent après l'hiver 1947 le Viet-Minh à se limiter à défendre son territoire, ou à en saboter les routes limitrophes. L'organisation des troupes vietnamiennes reflètent la mobilisation en profondeur préconisée par la RDV. Dans un premier temps, les conseils de résistances Viet-Minh mobilisent des troupes irrégulières destinées à défendre les ateliers et les rizières où les miliciens eux-mêmes vivent et travaillent. Côté offensif, les efforts de résistance du Viet-Minh capitalisent sur l'incapacité des troupes françaises d'occuper en profondeur le pays. Si elles ne sont pas toujours armées, ses garnisons mènent néanmoins les opérations de sabotage qui visent principalement à réduire l'efficacité opérationnelle des troupes françaises⁷⁶. Reconnaisant la valeur stratégique des routes interurbaines, le Viet-Minh déploie des efforts considérables pour creuser des trous et

⁷⁴ Bernard Fall, *Op Cit.*, p.79

⁷⁵ *Ibid.*, p.81

⁷⁶ Yvan Cadeau, *Op Cit.*, p.226

ériger des structures bloquant l'usage routier. La route Coloniale 5, reliant Hanoi à sa ville portuaire de Haiphong est notablement la route la plus sabotée du Tonkin⁷⁷.

L'Armée Populaire du Vietnam, dirigée par Nguyen Giap depuis 1944, est formée de troupes régulières destinées aux opérations éventuelles de reconquête. Constatant l'incapacité de battre directement les troupes blindées françaises, L'APV accumule graduellement ses forces en supportant les opérations locales, mais en évitant le plus possible les engagements à grand déploiement. On peut en conclure que, compte tenu de son état matériel, l'APV ne peut tout simplement pas mener d'affrontement direct contre une force ennemie mieux équipée et entraînée. L'essentiel des affrontements sont donc laissés aux milices locales, qui s'en tiennent pour la plupart aux opérations de sabotage. La mise en œuvre de l'APV sera effectuée alors que la situation militaire et politique sera toute autre vers la fin de la guerre, notamment lors de la bataille de Dien Bien Phu en 1954⁷⁸. Entre 1945 et 1949, les troupes à la disposition de la RDV sont des milices locales, mal équipées et peu entraînées, incapables de mener de front des combats contre les troupes blindées françaises.

Militairement, la nature locale et défensive de la résistance de la RDV amène une certaine élasticité au niveau des frontières. Principalement, il n'y a pas réellement de ligne de front durant la guerre. Les frontières changent au cours des patrouilles françaises, et des opérations du Viet-Minh. Les affrontements directs par les troupes régulières de la RDV étant à proscrire, faute d'effectifs suffisants, ces derniers sont

⁷⁷ *Ibid.*, p.189

⁷⁸ Bernard Fall, *Op Cit.*, p.185

évités. Malgré les efforts grandissant des troupes françaises et de l'administration de la RDV à cet effet, la frontière demeure perméable tout au long du conflit⁷⁹.

Coincés au milieu des belligérants, les villages frontaliers se voient obligés de jouer les deux côtés. Pour les Français, l'ennemi est virtuellement invisible auprès de la population⁸⁰. Ses opérations de «nettoyage» sont par conséquent grossières, ce qui sert les agents du Viet-Minh cherchant à mobiliser les villages contre les Français. Pour le Viet-Minh, les collaborateurs sont des ennemis à combattre, et les chefs de villages collaborant doivent être éliminés. Le climat politique est extrêmement tendu dans ces communautés, qui cherchent à la fois à éviter les opérations de «nettoyage» françaises, et les représailles destinées aux «collaborateurs» de la part du Viet-Minh⁸¹.

Généralement, la guerre s'est gravement enlisée entre 1947 et 1950⁸². D'un côté, la RDV accumule ses forces en mobilisant graduellement les villages vietnamiens et en refusant de se laisser attirer dans le piège des affrontements d'envergure⁸³. Sa lutte armée se limite au sabotage des infrastructures employées par les troupes françaises. Le but est de coûter le plus cher possible à l'ennemi, tout en accumulant un maximum d'effectifs et de ressources pour rendre l'occupation française non viable en termes de troupes et de ressources. C'est pour en véhiculer cet objectif qu'Ho Chi Minh disait à David Shoенbrun à l'automne 1946 :

⁷⁹ Pierre Brocheux, *The Mekong Delta : Ecology, Economy and Revolution, 1860-1960*, Madison, Center for the Southeast Asian Studies University of Wisconsin-Madison, 1995, p.200

⁸⁰ Ivan Cadeau, *La Guerre d'Indochine : De l'Indochine française aux adieux à Saigon, 1940-1956*, Paris, Tallandier, 2015, p.190

⁸¹ Christopher Goscha, *Vietnam, A New History* New York, Basic Books, 2016, p.226

⁸² Yvan Cadeau, *Op Cit.*, p.214

⁸³ Bernard Fall, *Op Cit.*, p.185

Ce sera une guerre entre un tigre et un éléphant. Si jamais le tigre s'arrête, l'éléphant le transpercera de ses puissantes défenses. Seulement le tigre ne s'arrête pas. Il se tapit dans la jungle pendant le jour pour ne sortir que la nuit. Il s'élancera sur l'éléphant et lui arrachera le dos par grands lambeaux, puis il disparaîtra à nouveau dans la jungle obscure. Lentement, l'éléphant mourra d'épuisement et d'hémorragie. Voilà ce que sera la guerre en Indochine.⁸⁴

De leur côté, les forces françaises occupent les zones politiquement importantes au projet colonial. Les centres urbains et les routes permettent le déploiement et le ravitaillement des troupes mécanisées. Les opérations françaises ont repoussé la RDV hors des sièges de pouvoir traditionnels, mais la force des troupes mécanisées est rendue caduque par le terrain forestier, montagneux ou marécageux des campagnes vietnamiennes. La stratégie française tombe à plat en 1947, avec l'échec de l'attaque sur Cao Bang, et la survie du gouvernement de Ho Chi Minh. Si les troupes ont sécurisé les centres urbains et forcé le gouvernement de la RDV à prendre la brousse, cette dernière réussit néanmoins à mobiliser des troupes et à administrer des provinces politiquement isolées les unes des autres. La structure en conseils de résistance semble empêcher le succès militaire espéré par les Français, où le gouvernement vietnamien serait simplement décapité, et forcé d'accepter l'établissement de la Fédération Indochinoise. Confrontée au coût d'occuper en profondeur les campagnes vietnamiennes, la France préfère limiter ses dépenses plutôt que d'investir massivement dans la guerre. Alors que l'enthousiasme politique français s'étirole en 1948, sa situation militaire ne s'améliore guère face au projet immense que représente l'occupation du Vietnam, faute d'efforts financiers suffisants⁸⁵.

⁸⁴ Alain Ruscio, *Ho Chi Minh : Écrits et Combats*, Montreuil, Le Temps des Cerises, 2019, p.316

⁸⁵ Hugues Tertrais, *Op Cit.*, p.51

Conclusion

Les événements militaires et politiques reflètent l'adaptabilité du Viet-Minh, et conséquemment du gouvernement de la RDV, présidé par Ho Chi Minh. Initialement, l'important pour le Viet-Minh est de former un État qui représente les différents mouvements nationalistes vietnamiens. Il s'agit pour eux de diriger au nom des nationalistes, afin de garantir l'accomplissement de leur vision d'un Vietnam indépendant. Évidemment, cela n'annule pas le fondement communiste de la formation politique, mais la création de la RDV dénote le pragmatisme politique singulier du Viet-Minh. C'est pour faciliter leur prise de pouvoir qu'ils acceptent certains compromis avec des nationalistes qui seraient autrement de farouches rivaux.

On ne peut évidemment pas résumer en simplicité les événements de l'automne 1945 à la simple création du gouvernement de coalition. Il serait fallacieux d'ignorer les conflits entre Vietnamiens au lendemain de la reddition japonaise, mais les communistes réussissent quand même à former un gouvernement légitimé populairement par une rhétorique républicaine. Aux commandes d'un gouvernement formé de quelques groupes nationalistes autres que le Viet-Minh, la RDV s'est positionnée de façon à être le négociateur de l'indépendance vietnamienne face aux occupants chinois, britanniques et ultimement français.

Ce contrôle politique par Ho Chi Minh et ses ministres issus du PCI a un impact important sur sa situation économique. Principalement, la prise de l'administration coloniale au niveau provincial leur permet de s'attaquer à la crise alimentaire, et de prélever des taxes, impôts et tarifs pour financer la levée de troupes pour combattre les groupes vietnamiens rivaux. L'état des finances de la RDV est aussi assujéti au contexte politique, où plusieurs taxes sont abolies afin de gagner l'appui populaire envers la RDV.

Le retour des troupes françaises complique dramatiquement le problème politique de la RDV. D'une part, l'intervention des troupes françaises en Cochinchine repousse la RDV aux campagnes et segmente le territoire vietnamien. D'autre part, le problème de l'occupation chinoise est lié à la tension militaire que représente le retour français. La RDV accepte donc de négocier le retour français au Tonkin, et d'ouvrir la porte à la possibilité de rejoindre la Fédération Indochinoise proposée par la France. Ce pragmatisme est évidemment en lien avec l'incapacité pour la RDV de simplement chasser les Chinois et d'empêcher militairement les Français de réoccuper le Tonkin. La RDV n'a simplement pas l'armée, les ressources et l'organisation économique pour remporter une guerre à l'hiver 1946.

Ceci dit, la volonté pour Ho Chi Minh et ses ministres de négocier avec les Français arrive à sa limite durant l'été, alors que les affrontements armés en Cochinchine escaladent. L'administration coloniale française se radicalise autour du statut particulier de la Cochinchine, et les négociations échouent à l'été, entraînant une escalade des tensions au sujet de la souveraineté de la RDV. Toujours pragmatique, la RDV reconnaît l'impossibilité de négocier et tente un tour de force à Hanoï, plongeant l'ensemble du Vietnam dans la guerre.

Le déroulement de la guerre est intimement lié au contexte économique de la RDV. La forme de résistance montée par la RDV n'est pas strictement qu'une question d'idéologie politique. Elle reflète les faibles moyens militaires à sa disposition. La faible quantité d'armes à sa disposition lui empêche de monter l'APV à la hauteur de ses ambitions, et sa faible capacité manufacturière l'empêche de fabriquer suffisamment d'armement pour défendre fermement son territoire. La RDV emploie une approche pragmatique, mobilisant son économie pour produire des armes, ou des ressources pour en acheter. Militairement, la RDV s'organise localement par la mobilisation de milices destinées à la défense des villages d'où elles proviennent. La conséquence militaire est la volatilité de la frontière entre les zones contrôlées par la

RDV et les régions occupées par les troupes françaises. Cette volatilité du territoire de la RDV accentue à son tour la précarité de son économie, qui doit s'y adapter pour sécuriser ses ateliers contre les patrouilles et incursions françaises.

Le pragmatisme politique du Viet-Minh, puis de la RDV est lourd en conséquence dans la suite événementielle entourant la création de la RDV et le commencement de la première guerre d'Indochine. Le contexte politique entraîné par les décisions du gouvernement de la RDV n'est pas sans conséquence sur son contexte économique. Le contexte politique du Vietnam est important à l'étude de l'organisation économique de la RDV, principalement parce que ces deux aspects s'articulent l'un à l'autre de façon serrée. La capacité du gouvernement à se faire le représentant de l'indépendance est forcément importante dans sa forme économique. La souplesse politique de la RDV résonne de façon marquée avec le réalisme économique du gouvernement vietnamien.

CHAPITRE III

LE PRAGMATISME MONÉTAIRE ET FISCAL DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU VIETNAM (1945-1949)

La déclaration d'indépendance du 2 septembre 1945 n'a pas en elle-même suffi à rendre réelle la République Démocratique du Vietnam. Pour être efficace, le gouvernement de Ho Chi Minh a dû mettre en marche un appareil étatique complet pour manifester l'indépendance du Vietnam. La simple idéologie ne suffit pas à mettre au travail les militaires et les fonctionnaires de la RDV, il faut les payer, les nourrir et les armer. Bien que contrôlé par les membres du Parti Communiste Indochinois, le gouvernement de Ho Chi Minh a dû faire preuve de souplesse politique pour survivre. Souvent à l'encontre de la pure idéologie des membres de son gouvernement, les dirigeants communistes organisent la monnaie et les mesures fiscales pour combattre à la fois la crise alimentaire et les troupes françaises.

Sur le plan financier, le pragmatisme du gouvernement d'Ho Chi Minh se dévoile en deux aspects. D'abord, la RDV crée sa monnaie, le *dong*, pour symboliser son territoire et lutter contre les fluctuations de la piastre indochinoise causée par la Banque d'Indochine, hostile à l'indépendance vietnamienne. La RDV fait preuve d'un pragmatisme marqué en employant la piastre indochinoise pour financer ses activités. Son gouvernement fait du *dong* le vecteur par lequel il acquiert ses piastres indochinoises, qu'il emploie pour combler ses dépenses. Ensuite, la RDV limite la

portée de l'enthousiasme idéologique révolutionnaire de ses militants pour garantir ses finances et répondre aux besoins alimentaires de sa population. Cette limitation se manifeste par la structure étatique et fiscale de la RDV, qui régule les droits de propriété de ces citoyens de façon conservatrice pour maintenir le rendement agricole et la stabilité sociale. Dans un effort de négociation entre le gouvernement central et les conseils des zones administratives, tous confrontés à des difficultés financières et éventuellement militaires, la gestion des récoltes et taxations sont déléguées en grande partie. La fiscalité est aussi rapidement restituée à ses niveaux coloniaux pour assurer l'entrée de richesse dans les coffres d'État.

3.1 Le paradoxe monétaire de la RDV : Imprimer le *dong* pour acquérir la piastre

Malgré son indépendance affirmée, l'économie de la République Démocratique du Vietnam demeure affectée par les institutions coloniales françaises. La piastre indochinoise n'est pas restée qu'une simple monnaie en usage sur le territoire indochinois, mais un des moyens de coercition, voire d'occupation, employé par la France pour combattre la République Démocratique du Vietnam durant la guerre d'Indochine. De son côté, la RDV s'est empressée de créer sa propre monnaie pour contrer les manœuvres monétaires de la Banque d'Indochine. Le *dong*, aussi désigné au nom de monnaie Ho Chi Minh, devient un symbole politique puissant pour la jeune république. Le *dong* est d'une part le moyen par lequel la RDV manifeste son indépendance et délimite son territoire, et d'autre part le moyen par lequel la RDV acquiert ses réserves de piastres indochinoises pour couvrir ses dépenses et maintenir son indépendance.

Malgré la création de sa propre monnaie, la RDV maintient une relation paradoxale avec la piastre indochinoise. D'un côté, elle est interdite sur le territoire de la RDV, au point où son usage est un indice de la force administrative locale de la RDV. D'un

autre côté, le *dong* n'a pas de valeur en elle-même, et ne sert qu'à titre de monnaie de remplacement. Il est inutile au commerce extérieur et à usage limité au sein même du Vietnam. Douteux de sa valeur, les citoyens de la RDV exigent un taux de change à leur avantage, provoquant une inflation substantielle. Bref, outre le symbole d'indépendance qu'elle dégage, la monnaie Ho Chi Minh est employée très pragmatiquement à la manière d'un faussaire, où sa valeur n'existe qu'en échange avec d'autres monnaies plus fortes. Ironiquement, la monnaie de l'indépendance est dépendante à la monnaie coloniale.

3.1.1 La Piastre indochinoise : la monnaie coloniale

Depuis 1875, la Banque d'Indochine (BIC) forme en quelque sorte la banque centrale de la colonie indochinoise. Formée à titre de banque d'affaires de l'union de plusieurs institutions financières françaises actives en Indochine, elle devient un acteur important dans le développement économique colonial de l'Indochine. La banque d'Indochine contribue notamment à la construction du port de Haiphong et au développement des charbonnières tonkinoises. Dans les années 1920, la perspective de la Banque d'Indochine est fixée sur le développement général du territoire indochinois. Le crédit offert par la BIC aux grandes plantations rizicoles cochinchinoises assiste le développement agricole du sud de la colonie. Elle mènera éventuellement l'implémentation des plantations d'hévéas et de l'industrie du caoutchouc français⁸⁶. Au lendemain de la crise de 1929, la Banque d'Indochine assainit ses investissements dans la colonie et fait l'acquisition de plusieurs autres

⁸⁶ Pierre Brocheux, *Une Histoire économique du Viet Nam : 1850-2007, La palanque et le camion*, Paris, Indes Savantes, 2009, p.50

institutions financières en Extrême-Orient. Par ces manœuvres, la Banque d'Indochine se place dans une position d'influence politique importante au niveau de la colonie grâce à sa véritable mainmise sur les marchés financiers coloniaux.

En collaboration symbiotique avec le gouvernement colonial français, la Banque d'Indochine possède depuis sa création le droit exclusif d'émission de la monnaie en usage dans la colonie : La piastre Indochinoise (piastre BIC)⁸⁷. La piastre BIC voit sa valeur d'échange s'adapter aux intérêts français dans la région au fil des ans. Initialement, sa fonction est de remplacer l'usage de la piastre mexicaine, basée sur l'argent, dans la colonie. La piastre BIC est basée sur la valeur équivalente à 24,3 grammes d'argent afin de simplifier la transition. Dans les faits, sa valeur est aussi liée au rendement agricole de la colonie, ce qui signifie des fluctuations saisonnières de la monnaie selon le rythme d'exportation rizicole indochinois. De plus, exprimée en argent, elle fluctue en relation à l'or. Ultimement, sa valeur est assujettie à sa relation avec le franc, qui est lui-même basé sur l'or. Bref, c'est une monnaie relativement volatile au niveau de sa valeur marchande, mais son utilité principale demeure le contrôle français des échanges monétaires dans la colonie.

La valeur variable de la piastre ayant des impacts sur le rendement des investissements européens, la Banque d'Indochine privilégie dans les années 1920 une réforme monétaire ayant pour but de fixer la piastre à l'étalon-or. Cette manœuvre a pour but de stabiliser la piastre au cours du franc, et ainsi d'encourager les retours des investissements plantaires et miniers provenant d'Europe pour ultimement encourager les investissements dans la colonie. La piastre BIC est finalement placée à une valeur d'échange fixe de 10 Francs à partir de 1930, ce qui

⁸⁷ Ibid.

favorise les liens économiques avec la métropole⁸⁸. À partir de cette réforme, la piastre indochinoise sert à normaliser les échanges commerciaux internes de la colonie. En Indochine, les divergences de pratiques marchandes, comme le troc, ou encore les monnaies locales comme la sapèque de cuivre, compliquaient le commerce intérieur. L'usage répandu de la piastre indochinoise sert à uniformiser les pratiques monétaires et manifeste ultimement le contrôle économique de la France sur le territoire colonial par l'entremise de la Banque d'Indochine.

L'occupation japonaise durant la Seconde Guerre mondiale n'a pas affecté l'utilisation de la piastre indochinoise sur le territoire indochinois. Malgré les bouleversements du 9 mars 1945 et l'élimination de l'administration française, l'usage de la piastre BIC est maintenu. À Hanoï le 2 septembre 1945, suite à des manœuvres politiques conciliantes et unificatrices⁸⁹, Ho Chi Minh déclare l'indépendance de la République Démocratique du Vietnam. Les administrateurs et troupes du Viet-Minh, le front militant fondé par les communistes vietnamiens, investissent les villes et les campagnes vietnamiennes. La prise de Hanoï par le Viet-Minh, en septembre 1945 a permis la saisie de bâtiments officiels et de ressources importantes pour la création de la République Démocratique du Vietnam. La Banque d'Indochine est toutefois une exception notable, protégée par des troupes japonaises jugées trop lourdement armées par les effectifs Viet-Minh⁹⁰. Si, depuis mars, la

⁸⁸ *Ibid.*, p.61

⁸⁹ Bernard Fall, *Le Viet-Minh : la république démocratique du Viêt-Nam*, Paris, Armand-Colin, 1960, p.40

⁹⁰ Judy Stowe, «Money and Mobilization : The difficulties of building an Economy in a Time of War» dans GOSCHA, Christopher et Benoît DE TRÉGLODÉ, *Naissance d'un État-Parti : Le Viêt-Nam depuis 1945*, Les Indes Savantes, Paris, 2004, p.61

Banque d'Indochine est une institution coloniale sans supervision de sa métropole, elle échappe aussi au contrôle vietnamien en septembre.

Dès le 23 septembre, la tension entre la France et la RDV se manifeste alors que des troupes françaises finissent de réinvestir Saïgon et la Cochinchine, et expulsent les partisans du gouvernement de Ho Chi Minh de la ville. Dans cette reprise coloniale, les autorités françaises réinstaurent leur contrôle sur la Banque d'Indochine, qui est aussitôt instrumentalisée pour faire pression sur la RDV. François Bloch-Lainé, conseiller financier sous l'autorité du nouveau haut-commissariat français, l'amiral Thierry d'Argenlieu, organise pour le 17 novembre 1945 le retrait des billets de 500 piastres BIC. Cette manœuvre monétaire a plusieurs objectifs : D'une part, cette initiative vise à éviter une inflation causée par la réinsertion des billets imprimés en grandes quantités lors de la reddition japonaise, ces derniers s'en étant emparés avant de laisser la colonie. Ces billets, en circulation libre en Asie par les réseaux monétaires chinois, risquaient de provoquer, selon Bloch-Lainé, une inflation d'autant plus importante. D'autre part, elle réaffirme l'autorité française sur la valeur de la piastre BIC, et soutenait sa concurrence aux autres monnaies asiatiques en circulation sur le territoire indochinois, dont le *Gold Unit* préconisées par les Chinois présents dans les régions du nord du Vietnam. De plus, elle a pour effet de dévaluer les saisies effectuées par les Vietnamiens lors de la prise de Hanoi en septembre, jugée assez importantes par Bloch-Lainé⁹¹. Sans être nationalisée, La Banque d'Indochine devient un acteur dans le nouveau projet colonial français au sud du 16^e parallèle, et la piastre BIC, déjà la monnaie d'un territoire colonial, devient une arme économique contre la RDV au nord.

⁹¹ Hugues Tertrais, *La Piastre et le fusil : Le coût de la guerre d'Indochine*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002, p.37

Un mois plus tard, le 25 décembre, le taux de conversion entre la piastre indochinoise et le franc est ajusté à 17 piastres par franc. Cet ajustement a pour but de mettre un terme à la spéculation et l'incertitude envers la valeur marchande de la piastre BIC qui «strictement ne vaut rien» selon Bloch-Lainé⁹². Cette valeur, ultimement artificielle, est calquée sur le taux de change du franc colonial africain, qui vaut lui-même 1.7 francs, en attendant la stabilisation des marchés indochinois. Une telle valeur d'échange avantageuse entre le franc et la piastre favorise les investissements financiers dans la colonie, encourageant sa reprise économique par la remise sur pied des institutions d'affaire françaises en Indochine. Selon la même logique que le taux à 10 piastres par franc, le taux à 17 encourage l'investissement français dans la colonie indochinoise. Ultimement, la manœuvre est aussi politique et sert à réaffirmer l'autorité française sur le territoire Indochinois, alors que les troupes françaises réoccupent graduellement la colonie. Par contre, cette autorité monétaire ne sera pas respectée partout en Asie, où le taux de change réel demeurera à plusieurs endroits à 10 piastres par franc. Cela permettra le «trafic de la piastre» où des piastres acquises au Vietnam seront échangées à profit en Chine ou en Thaïlande, au coût des institutions françaises.

Ce genre de manœuvres, le retrait de devises et les réajustements soudains et politisés, représentaient la menace principale posée par la Banque d'Indochine pour les réserves financières de la RDV. Principalement, le retrait des billets de 500 piastres rend inutilisable une part substantielle des réserves de la RDV qui n'arrive pas à l'échanger assez rapidement contre de plus petites coupures pour éviter de voir sa valeur disparaître. Dans l'immédiat, le gouvernement d'Ho Chi Minh tente de combler ses lacunes financières par des récoltes de fonds auprès de la population,

⁹² *Ibid.*

comme par l'émission des bons de l'Indépendance, ou encore par la *semaine de l'or*, où la population est encouragée à donner ses objets en métaux précieux à l'État⁹³. La RDV doit se doter de sa propre monnaie pour garantir la valeur de ses réserves financières.

3.1.2 Le *dong* : monnaie d'un Vietnam indépendant

Imprimer sa monnaie nationale est un postulat politique puissant pour affirmer l'indépendance d'un État. Toutefois, toutes les monnaies coloniales ne sont pas automatiquement rejetées par les groupes révolutionnaires, ou États en lutte contre le colonialisme. Durant la guerre d'Algérie par exemple, le Front de Libération National emploie le franc pour financer ses opérations contre la métropole française⁹⁴. Les divers groupes révolutionnaires indonésiens, lors leur guerre contre les néerlandais, entre 1945 et 1949 utilisaient quant à eux plusieurs devises dont la monnaie japonaise pour subventionner leur contrebande sans jamais tenter de créer leur propre monnaie⁹⁵. Dans ces deux exemples, la monnaie n'est pas une arme employée par leurs adversaires, et elle demeure un moyen neutre employé pour acquérir des armes. La création d'une monnaie nationale vietnamienne n'est pas entreprise immédiatement lors de la création de la RDV. Alors que les institutions d'État sont saisies ou créées lors de la prise de Hanoi en août 1945, la Banque d'Indochine, et le

⁹³ Judy Stowe, *Loc Cit.*, p.61

⁹⁴ Emmanuelle Colin-Jeanvoine et Stéphanie Derozier, *Le financement du FLN pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Bouchene, 2008, p.37

⁹⁵ Robert Cribb, *Gangsters and Revolutionaries : The Jakarta People's Militia and the Indonesian Revolution (1945-1949)*, University of Hawaii press, Honolulu, 1991, p.82

contrôle de la monnaie coloniale indochinoise, est ignorée par le Viet-Minh. Toutefois, la démonétisation des billets de 500 piastres BIC provoque l'évaporation des réserves financières de la RDV, et une monnaie indépendante des institutions françaises devient une priorité pour le gouvernement de la RDV.

À partir de la constatation de l'hostilité monétaire de la Banque d'Indochine et de l'administration française, divers bons de résistances sont émis dans les zones administrées par la RDV. En Cochinchine, où le Viet-Minh est retranché depuis le retour des troupes françaises, ces «coupons de résistance» ont pour but de remplacer l'usage de la piastre BIC⁹⁶. En 1946 et 1947 y sont effectués de grandes campagnes d'emprunts estimés entre 1 et 2.5 millions de piastres. Les bons du trésor délivrés servent rapidement de monnaie locale⁹⁷. Toutefois, situé au cœur du territoire occupé par l'administration française, l'abandon de la piastre BIC pour de tels coupons est difficile.

Au Tonkin, l'approche monétaire est différente. Au lieu des coupons de résistance, le gouvernement à Hanoi commence à mettre sur pied la création d'une monnaie nationale. À Ha Dong, le Viet-Minh saisit des installations d'impression de monnaie et du personnel japonais volontaire est mobilisé afin d'y produire une monnaie indépendante de la Banque d'Indochine. La production de billets est rapidement mise en branle. Initialement, le gouvernement n'introduit que les pièces métalliques de petite valeur, 0.20 et 0.50 *dong*, de façon à graduellement en instaurer la confiance auprès de la population méfiante des monnaies de papier suite au retrait des billets de

⁹⁶ Judy Stowe, *Loc Cit.*, p.62

⁹⁷ Pierre Brocheux, «L'économie de la résistance vietnamienne, 1945-1954», dans Charles-Robert Ageron et Philippe Devillers (dir.), *Les guerres d'Indochine de 1945 à 1975, Acte de la table ronde tenue par l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, cahier no. 34, 6-7 février 1995, Paris, l'Institut d'Histoire du Temps Présent, 1996, p. 84

500 piastres⁹⁸. Le 31 janvier 1946, les premiers billets sont imprimés et mis en circulation dans les provinces au centre du pays⁹⁹. Le 2 février 1946, le *dong* est introduit à Hanoi¹⁰⁰. La situation politique et militaire se détériorant rapidement entre la RDV et la France à l'été 1946 les installations sont déménagées plus au nord, au Viet Bac, où elles seraient davantage en sécurité d'une éventuelle attaque française. En août, l'émission monétaire est commencée pour les provinces au nord du 16e parallèle, et le 31 novembre 1946, l'assemblée nationale de la RDV adopte officiellement le *dong* comme monnaie officielle pour l'ensemble du territoire vietnamien¹⁰¹. En décembre, les salaires des fonctionnaires d'État sont versés en *dongs*. La RDV possède théoriquement une monnaie définitive, mettant un terme aux expérimentations précédemment de mise pour contrer l'usage de la piastre BIC.

Après décembre 1946 et le début des hostilités dans le nord du pays, la production de monnaie est rendue difficile dû aux bombardements aériens récurrents. Finalement, les installations doivent être déménagées à une centaine de kilomètres au nord de Hanoi, près de Chiem Hoa et Ban Thi en amont de la rivière Song Lo. La manufacture de monnaie métallique quant à elle est déménagée une soixantaine de kilomètres au-delà des montagnes à Bac Kan, où il y avait un accès suffisant à de l'électricité pour opérer la machinerie métallurgique nécessaire à sa confection¹⁰². De plus, à l'automne 1947, une attaque de parachutistes française arrive à interrompre la

⁹⁸ Dominique Vesin, *La Formation des Structures Politiques de la République Démocratique du Vietnam pendant la guerre d'Indochine - 1945-1954*, Mémoire de Maîtrise (Histoire), Université de Paris VII, 1993-1994, p.39

⁹⁹ *Ibid.*, p.40

¹⁰⁰ Judy Stowe, *Loc Cit.*, p.62

¹⁰¹ Hugues Tertrais, *Op Cit.*, p.45

¹⁰² Judy Stowe, *Loc Cit.*, p.63

production de monnaie à Bac Kan, ce qui cause davantage de délais dans la production de pièces de monnaie métalliques pour la RDV¹⁰³. Les difficultés de production font en sorte que les premiers billets de *dong* ne deviennent disponibles qu'au printemps 1947. Les billets de 1, 5, 10, 20, 50 et 100 *dongs* sont titrés officiellement à 0.375g d'or¹⁰⁴, et s'appuie en principe sur la richesse naturelle du Vietnam et doit être échangée à parité avec la piastre BIC¹⁰⁵. Dans le centre et sud du pays, les devises prennent plusieurs mois supplémentaires à atteindre les marchés de la RDV, puisqu'elles doivent être passées en contrebande au travers des zones occupés par les troupes françaises, ce qui prend beaucoup de temps, et représente un risque important pour les militants¹⁰⁶.

Initialement, la monnaie Ho Chi Minh a de grandes difficultés à entrer sur les marchés vietnamiens. Tout d'abord, la simple accessibilité à la monnaie physique rend son usage irrégulier, et propice à la spéculation. Il devient un défi de taille de convaincre les citoyens de se départir de la monnaie coloniale. La population vietnamienne préfère souvent des paiements en troc ou en métaux précieux à une monnaie de qualité douteuse à l'accès irrégulier. Pour motiver la population à utiliser le *dong*, l'usage de la piastre BIC est officiellement interdit¹⁰⁷. Or, une telle interdiction est difficile à faire respecter, principalement parce que le *dong* n'est pas accepté dans les zones occupées par la France, d'où provient une part importante des ressources nécessaires à la population. De plus, la nature irrégulière de l'accès et

¹⁰³ *Ibid.*, p. 64

¹⁰⁴ Pierre Brocheux, *Une Histoire économique du Viet Nam : 1850-2007, La palanque et le camion*, Paris, Indes Savantes, 2009, p.191

¹⁰⁵ Judy Stowe, *Loc Cit.*, p.63

¹⁰⁶ *Ibid.*, p.64

¹⁰⁷ *Ibid.*, p.67

l'utilisation du *dong* rend ce dernier vulnérable à la compétition avec d'anciennes autres monnaies locales faisant leur retour dans l'incertitude économique, comme la sapèque de cuivre¹⁰⁸. Même le décret rendant obligatoire l'usage du *dong* sur le territoire de la République a une portée limitée : La quantité de billets physiques ne suffisant pas à remplacer la piastre BIC, le troc ou la sapèque de cuivre¹⁰⁹.

De valeur malléable, seule la confiance des utilisateurs de monnaie pouvait rendre au *dong* sa valeur marchande. Les variations de taux de change régional sont un bon indice de la confiance offerte par les habitants. Là où l'influence et l'appareillage étatique de la RDV est solidement établie, le *dong* s'échange presque à parité avec la piastre BIC. Là où le taux de change est désavantageux pour le *dong* signale une plus forte influence politique et militaire française. L'usage du *dong* désigne vaguement le territoire de la RDV, ou du moins sa présence économique. Le *dong* subit au niveau provincial des variations importantes de sa valeur relative à la piastre BIC. Par exemple, à Vinh, une province fermement contrôlée par la RDV, où 100 piastres BIC pouvaient être échangés pour 120 *dongs* le taux est plus avantageux pour le Viet-Minh que dans la région de Hue, où les mêmes 100 piastres BIC valait 400 *dongs*, et où l'influence de la RDV est plus fortement contestée par les Français¹¹⁰.

Les autorités françaises prennent au sérieux la compétition monétaire. Plusieurs moyens sont entrepris pour contrer l'usage du *dong* sur le territoire vietnamien. L'aviation française bombarde des presses de billets de *dong*, ce qui rend la production de nouveaux billets sporadiques. Des faussaires français impriment de

¹⁰⁸Pierre Brocheux, *Op Cit.*, p.191

¹⁰⁹*Ibid.*

¹¹⁰ Hugues Tertrais, *Op Cit.*, p.48

faux billets Ho Chi Minh pour dévaloriser cette devise. L'ajout important de nouveaux faux billets dans le marché vietnamien a pour effet de réduire la confiance envers le *dong* auprès de la population, et provoque donc une dévaluation de cette monnaie, provoquant des problèmes d'inflation pour la RDV¹¹¹.

Les autorités vietnamiennes réagissent de diverses manières pour contrer ces manœuvres de dévaluations. La RDV produit elle-même de faux billets de piastres BIC, qui sont échangés contre de vrais billets dans la ville d'Haiphong. Vendus à des taux variant de 200 vrais billets pour 1000 faux à 800 vrais pour 1000 faux billets¹¹². L'échange de faux billets BIC pour de vrais est en quelque sorte la même manœuvre monétaire que d'échanger des *dongs* contre des piastres BIC en ce qui concerne les finances de la RDV. L'activité des faussaires du Viet-Minh sert de moyen pour réduire la confiance de la population envers la piastre BIC. De plus, des campagnes de propagande décrivant le retrait, en 1947, du billet de 100 piastres BIC et rappelant la démonétisation de 1945 du billet de 500 piastres BIC, sont organisées dans les régions contrôlées par la RDV dans le but de semer le doute sur la fiabilité comparative de la piastre BIC au profit du *dong*¹¹³. Malgré ces manœuvres, la valeur d'échange du *dong* diminue d'une année à l'autre, et une inflation importante se profile. En 1950, par exemple, le rythme d'impression de billets est 19 fois plus élevé qu'en 1947, et le prix du riz y est, en conséquence, 27 fois plus élevé¹¹⁴, signe que la

¹¹¹ SHAT, 10H2951, *Communiqué sur le retrait des billets de 100 200 et 500 piastres émis par le Ministère des Finances V.M., suivi d'un commentaire*, Haiphong, 15 décembre 1952.

¹¹² SHAT, 10H2952, *Trafic de faux billets de 5 et 20 piastres entre la Chine et le Tonkin*, Moncay, 17 janvier 1949.

¹¹³ Hugues Tertrais, *Op Cit.*, p.49

¹¹⁴ NGUYEN Quan, *The Economy of the Democratic Republic of Vietnam in 1945-1954 period and an experimental calculation of Vietnam's GDP*, General Statistical Office of Vietnam, p.13

confiance des citoyens envers le *dong* est limitée. Éventuellement, l'administration de la RDV s'en remet à retirer les billets propices à être dupliqués, puis le remplacement par d'autres, de confection plus sophistiquée¹¹⁵. Ainsi, en 1952, des billets de grosses coupures sont retirés des réseaux d'échanges pour les remplacer par d'autres de qualité matérielle supérieure. Par exemple, les billets de 100, 200 et 500 *dongs* sont retirés dans le but officiel de «déjouer les ruses de l'ennemi tendant à répandre de faux billets, à dévaluer, à accaparer les biens de notre population»¹¹⁶.

Ultimement, l'implémentation du *dong* contient des problèmes systémiques importants dans sa définition en tant que monnaie. En théorie, le *dong* se veut à la fois titré à 0.375g d'or et à parité avec la piastre BIC¹¹⁷. Or, cette dernière est évaluée à partir de la monnaie française, le franc. Conséquemment, la monnaie de la RDV est *de facto* une monnaie basée sur la valeur coloniale d'une autre, ne transigeant pas normalement sur les marchés monétaires. Elle ne reflète pas la vigueur de l'économie et du commerce de la RDV, mais existe plutôt comme une monnaie de remplacement. Ultimement, le jeune gouvernement vietnamien n'a en réalité aucun moyen de contrôler la valeur réelle de sa monnaie, fondamentalement liée à la monnaie coloniale.

Politiquement, la monnaie utilisée reflète le degré de contrôle de la RDV d'une province vietnamienne à l'autre. Les deux monnaies, la piastre indochinoise et le *dong*, se veulent mutuellement exclusives sur le territoire disputé. Dans les faits, le

¹¹⁵ SHAT, 10H2951, *Communiqué sur le retrait des billets de 100 200 et 500 piastres émis par le Ministère des Finances V.M., suivi d'un commentaire*, Haiphong, 15 décembre 1952.

¹¹⁶ SHAT, 10H2951, *Communiqué sur le retrait des billets de 100 200 et 500 piastres émis par le Ministère des Finances V.M., suivi d'un commentaire*, Haiphong, 15 décembre 1952.

¹¹⁷ BROCHEUX, Pierre, *Op Cit.*, p.191

dong n'ayant de valeur qu'en relation avec la piastre BIC, la RDV a une relation paradoxale avec la monnaie coloniale. D'une part, il est politiquement nécessaire de remplacer ce qui est essentiellement une monnaie étrangère hostile.

D'autre part, la RDV ne possède pas dès sa création de banque nationale, et ses réserves monétaires sont en monnaie coloniale. De plus, la piastre BIC possède une valeur reconnue sur les marchés indochinois et sud-est asiatique. La RDV utilise pragmatiquement le *dong* à la manière d'un faussaire, en échangeant de la monnaie imprimée artisanalement contre des billets d'une monnaie reconnue et échangeable sur les marchés étrangers. Les piastres échangées contre de *dongs* ne sont pas détruites, elles sont dépensées sur le réseau commercial sud-est asiatique, auquel nous reviendrons¹¹⁸. La RDV utilise sa monnaie comme source improvisée de revenus. Elle n'est pas seulement un symbole politique de l'indépendance, ou encore comme simple manifestation de son autorité territoriale. Elle forme un vecteur de financement pour le gouvernement. La valeur de la piastre coloniale est centrale au financement de la guerre d'indépendance de la RDV. Paradoxalement. Le *dong* est symbole de l'indépendance vietnamienne mais assujettie à la valeur de la piastre coloniale.

3.2 Des politiques agraires et fiscales idéologiquement souples

Le contexte économique de la guerre est déterminant dans l'élaboration des politiques de la RDV. Sur le plan agricole et fiscal, le gouvernement de Ho Chi Minh doit

¹¹⁸ Christopher Goscha, *Thailand and the Southeast Asian Networks of the Vietnamese Revolution, 1885-1954*, Curzon Press, Richmond, 1999, p. 202

s'adapter au faible rendement vietnamien pour accomplir ses projets politiques. Malgré la présence importante de communistes dans les ministères de la RDV, l'indépendance de la RDV prime sur l'établissement d'une société communiste. L'indépendance vietnamienne n'est pas l'équivalent de la révolution russe de 1918, où proportionnellement au niveau de contrôle qu'avait le gouvernement bolchevik de Vladimir Lénine, la vision marxiste de restructuration collectiviste de l'économie s'est mise en place rapidement¹¹⁹. Les ministres communistes choisissent de restreindre leurs ardeurs révolutionnaires afin de garantir la survie du gouvernement face à l'occupation étrangère de son territoire. Cela se manifeste par la formation d'un gouvernement de coalition avec des nationalistes non communistes qui, autrement, s'opposeraient à la RDV. Un pragmatisme atypique des mouvements communistes se manifeste dans les premières années de la guerre, explicable par le contexte économique immédiat de la RDV. En effet, les grands projets de collectivisation, centraux à l'expérience révolutionnaire soviétique, n'arriveront qu'après 1950 au Vietnam, alors que le contexte économique, politique et surtout militaire sera bouleversé par l'appui des Chinois communistes de Mao Zedong. Politiquement isolé suite à sa déclaration d'indépendance, le gouvernement de la RDV doit faire front commun avec les partis nationaliste pour faire face au retour des Français. Les communistes d'Ho Chi Minh doivent composer avec une situation politique, militaire et économique difficile, les obligeant à s'adapter politiquement à la réalité financière de la RDV. Cette gouvernance pragmatique place souvent ce dernier en contradiction avec les militants du PCI.

¹¹⁹ RIASANOVSKY, Nicholas V., *Histoire de la Russie : Des origines à 1996*, Robert Lafont, 2005, p.518

La question de la propriété privée est un exemple frappant de cette souplesse économique. La RDV, motivé en grande partie par le contexte économique immédiat, manifeste son pragmatisme par le maintien des droits de propriété préexistants et par la volonté collaborative du gouvernement envers les entreprises privées. Le gouvernement de la RDV laisse de côté les politiques communistes de réformes agricoles au profit d'une coalition avec les propriétaires pour accroître la quantité de riz cultivé. La question des taxes coloniales est un autre exemple. Contrairement à sa rhétorique populaire affirmant le contraire, les formes de taxations préexistantes à l'époque coloniale sont rétablies et redéfinies régionalement dans le cadre de la nouvelle économie de résistance vietnamienne. Ces taxes sont maintenues afin de soutenir l'appareil gouvernemental adapté graduellement aux besoins locaux des provinces et de leurs conseils de résistance.

3.2.1 La protection des propriétaires

L'organisation légale de la propriété terrienne en Indochine est changeante au cours de son histoire. Traditionnellement constituées d'une part de terres communes, détenues légalement par les villages, et d'une part de terres privées, les litiges concernant les accès à la propriété sont un phénomène constant au Vietnam. L'arrivée de grandes plantations coloniales françaises ont accentué la complexité des conflits entourant l'accès à l'agriculture. L'administration coloniale française s'est avérée désintéressée à réorganiser les types de propriétés sur le territoire indochinois¹²⁰. Les efforts d'accroissement du rendement agricole par les autorités françaises, et par la

¹²⁰ BROCHEUX, Pierre, *The Mekong Delta : Ecology, Economy and Revolution, 1860-1960*, Madison, Center for the Southeast Asian Studies University of Wisconsin-Madison, 1995, p.50

colonisation importante de la Cochinchine au sud ont eu des effets importants sur la disparité des tailles de propriétés en Indochine. En effet, les recensements dans les années 1930 évaluent la taille moyenne des terres à 1.2 hectares par propriétaire dans la région du Tonkin au nord, pour 9 hectares par propriétaires en Cochinchine au sud, dont 45 % était des terres de plus de 50 hectares appartenant à de grands propriétaires individuels, ou familles¹²¹. Ces grandes propriétés, souvent éparpillés au travers de plusieurs villages, sont le résultat de la privatisation graduelle des terres communales, un processus graduel au travers de la période coloniale, favorisant typiquement les colons français, les grands propriétaires vietnamiens cochinchinois et la plantation de caoutchouc dans les années 1920¹²². En Cochinchine, spécifiquement en ce qui concerne les grands propriétaires, les terres agricoles sont exploitées par des locataires à contrat, qui paient typiquement leur rente par une portion de leur récolte de riz.

Le processus de développement agricole mis de l'avant par l'administration coloniale cause des tensions importantes envers les communautés traditionnelles vietnamiennes et les nouveaux propriétaires de plantations industrielles¹²³. De plus, le système de rentes entretenu par le régime colonial français est conçu pour protéger l'investissement du propriétaire et non le bien-être du rentier. En effet, à la moisson, le propriétaire est compensé en premier pour acquitter les obligations du rentier, et le reste de la récolte peut par la suite découler au rentier lui-même¹²⁴. Cette dynamique aggrave l'escalade des tensions lors des mauvaises récoltes entre 1940 et 1945, et

¹²¹ *Ibid.*, p.43

¹²² *Ibid.*, p.33

¹²³ *Ibid.*, p.39

¹²⁴ *Ibid.*, p.48

plusieurs de ces rentiers se servent de l'effervescence de la déclaration d'indépendance de l'automne 1945 pour saisir les biens de leurs propriétaires¹²⁵. En effet, l'idéal révolutionnaire accaparé par des militants communistes, souvent auto-désignés comme membres du Viet-Minh, cause des soubresauts de violence civile. Des propriétaires terriens français, ou vietnamiens jugés sympathisants à la cause coloniale française subissent à l'automne 1945 la saisie de leur propriété et souvent de leurs biens matériels¹²⁶.

Or, le gouvernement de la RDV dénonce les expropriations. Dès la déclaration d'indépendance, la position officielle du gouvernement de la RDV est de mettre fin aux saisies et de rendre le matériel à ses propriétaires¹²⁷. Cette position sur les droits de propriété peut sembler étrange compte tenu de la proportion de membres du Parti Communiste Indochinois au sein du cabinet ministériel de la RDV. Le gouvernement provisoire initial est composé à plus de la moitié de membres du PCI¹²⁸. Ensuite, le cabinet du 2 mars 1946, suite aux premières élections générales, porte quatre membres du PCI sur les douze postes, aux postes de président (Ho Chi Minh), ministre de la justice (Vu Dinh Hoe), ministre de l'agriculture (Cu Huy Can) et ministre des finances (Le Van Hien)¹²⁹. Ces ministres communistes dont les dossiers auraient facilement pu mener à une réforme économique radicale grâce au soutien du Viet-Minh ont néanmoins choisis de défendre les droits des grands propriétaires.

¹²⁵ *Ibid.*, p.33

¹²⁶ David G. Marr, «Beyond High Politics : State Formation in Northern Vietnam 1945-1946» dans GOSCHA, Christopher et Benoît DE TRÉGLODÉ, *Naissance d'un État-Parti : Le Viêt-Nam depuis 1945*, Les Indes Savantes, Paris, 2004, p.38

¹²⁷ *Ibid.*, p.38

¹²⁸ Bernard Fall, *Le Viet-Minh : la république démocratique du Viêt-Nam*, Paris, Armand-Colin, 1960, p. 89 (dans la note #46)

¹²⁹ *Ibid.*, p.49

D'abord, ce choix est informé par l'esprit de collaboration avec les autres groupes nationalistes formant le gouvernement dans le but de stabiliser politiquement le gouvernement tout en gardant un contrôle sur les dossiers clés pour le PCI¹³⁰. La reconnaissance du gouvernement autoproclamé de la RDV n'est pas garantie face à l'occupation de son territoire par les troupes chinoises au nord, et britanniques au sud. La stratégie politique du PCI est de chercher le soutien par le consensus des divers groupes nationalistes au Vietnam pour contrer le retour des autorités coloniales françaises¹³¹. De plus, l'internationalisation politique du conflit en rapport à la Guerre Froide n'est pas une option en 1945. La révolution maoïste en Chine n'est pas achevée à cette époque, et le PCI est donc politiquement isolé en Indochine. Si le PCI détient une influence notable sur le gouvernement, son contrôle est loin d'être total sur le gouvernement de la RDV, qui a besoin de toutes les ressources à sa disposition pour survivre.

Ensuite, à cause des inondations importantes dans le nord du pays, les récoltes de l'année 1945 ne sont pas suffisantes pour nourrir la population vietnamienne¹³². Le gouvernement de la RDV fait preuve de pragmatisme et délaisse son idéologie révolutionnaire, du moins pour les premières années, afin de garantir une croissance économique. Une telle souplesse se justifie bien : pour le gouvernement central, la priorité est le rendement agricole, surtout après les récoltes insuffisantes des années précédentes causant des famines importantes au Vietnam. Les inondations d'août 1945 ayant causé des pertes agricoles importantes, seul le rendement rizicole provenant de Cochinchine pouvait limiter le nombre de décès, déjà estimé à plus d'un

¹³⁰ *Ibid.*, p.49

¹³¹ *Ibid.*, p.43

¹³² David G. Marr, *Loc Cit.*, p.32

million¹³³. La RDV et le PCI ont fait le choix, du moins entre 1945 et 1950, de nourrir la population au lieu d'appliquer idéologiquement leurs réformes économiques en ce qui concerne les droits de propriété.

Cette propension à protéger les propriétaires se manifeste de façon la plus marquée en ce qui concerne les grands propriétaires agricoles. Ces derniers, contrairement à ce que l'on pourrait anticiper, sont non seulement tolérés, mais préférés aux petits producteurs. En effet, un accord tacite est rapidement établi entre le gouvernement et ces grands propriétaires afin de garantir les revenus fonciers et l'accès à des prix favorables sur les produits agricoles, principalement le riz¹³⁴. Il s'installe néanmoins une certaine tension entre le gouvernement central de la RDV et les comités locaux, ultimement responsable de résoudre les conflits de propriété des citoyens. La position du ministre de l'intérieur, Huÿnh Thúc Kháng, en mai 1946 est de déléguer les troubles de propriété aux comités régionaux, et leur incombe de faire respecter les droits des propriétaires¹³⁵.

Le compromis politique de la RDV emmène toutefois certaines réformes frappant les propriétaires au niveau fiscal au profit de leurs rentiers. Le 20 novembre, le gouvernement de la RDV oblige les propriétaires à réduire de 25% la valeur des rentes. De plus, les dettes des entiers contractés auprès de leurs propriétaires avant l'indépendance sont indéfiniment suspendues¹³⁶. Avec ces petites réformes, le gouvernement de la RDV cherche à maintenir à la fois le soutien de la base mobilisée

¹³³ *Ibid.*, p.28

¹³⁴ *Ibid.*, p.44

¹³⁵ *Ibid.*

¹³⁶ Dinh Vo Alex Thai, *Agrarian Policies in NVN during the Resistance 1945-1953*, Mémoire de MA (Histoire), Cornell University, 2010, p.14

par le Viet-Minh, et d'encadrer et limiter les actions prises envers les propriétaires. On ne peut toutefois pas comparer ces réformes fiscales aux collectivisations communistes en Union Soviétique ou en Chine maoïste.

Après le début des hostilités ouvertes avec la France, la position du gouvernement de la RDV sur les droits de propriété ne change pas vraiment. Truong Chinh, alors secrétaire général, souligne d'ailleurs à cet effet, en 1947, l'importance de collaborer avec les entreprises privées pour garantir la croissance économique durant la lutte contre la France :

On the other hand, individual economy, cooperative economy and State economy must be developed simultaneously. We should make skilful use of the co-operative economy as a link between the individual and State economy¹³⁷.

Il rappelle l'importance du secteur privé comme force d'appoint aux ressources étatiques dans les efforts d'autosuffisance économique de la résistance. En août 1948, Bui Cong Trung, membre influent du comité central du PCI chargé des questions économiques, rappelle que les entreprises privées bien gérées, et jouant un rôle clef, devaient être protégées pour soutenir l'économie de guerre. En fait, ces entreprises devaient même être encouragées par le gouvernement par des subventions afin de faire bénéficier les économies régionales de leur rendement accru¹³⁸. Le pragmatisme économique prévaut non seulement pour le gouvernement de la RDV, mais aussi pour sa majorité communiste issue du PCI.

¹³⁷ Truong Chinh, *Resistance will win*, 1947. <https://www.marxists.org/archive/truong-chinh/index.htm> (26 avril 2021), p.123

¹³⁸ Pierre Brocheux, *Une Histoire économique du Viet Nam : 1850-2007, La palanque et le camion*, Paris, Indes Savantes, 2009, p.187

Le pragmatisme du gouvernement central ne fait pourtant pas l'unanimité auprès des conseils locaux. Les requêtes du gouvernement central aux conseils régionaux ne sont pas toujours respectées. Dans le Hung Yen au nord, par exemple, se déroule un «conflit de classes¹³⁹» où les biens, mais surtout les terres agricoles des résidents les mieux nantis sont saisis et où les comités réclament la redistribution à leurs anciens propriétaires précoloniaux ou simplement distribués aux plus pauvres. Les autorités de la RDV émettent un avis de condamnation de ces pratiques, allant jusqu'à qualifier ses pratiques de «traîtres»¹⁴⁰. L'appareillage judiciaire de la RDV n'est toutefois pas assez rapidement formé pour encadrer efficacement le retour des propriétés à ceux qui les ont perdues, ni pour affirmer la légitimité institutionnelle nécessaire pour renverser les actions des militants. L'état des entreprises et terres saisies à l'automne 1945 demeure en suspens jusqu'à tard dans l'année. En janvier 1946, le droit de saisie et la gestion des litiges liés à celles-ci sont délégués aux comités administratifs régionaux¹⁴¹. Le gouvernement cherche à encadrer les activités révolutionnaires, afin d'assurer le rendement économique de chacune des régions administratives. David G. Marr, traitant de la dynamique complexe de la légifération des droits de propriété le confirme :

The Minister of National Economy, Nguyen Manh Ha, publicly criticised people's committees "in a few locations" for menacing landlords, confiscating their grain, and ruining property. On the other hand, he ordered all landlords to report to village committees any arable land not being planted before Têt

¹³⁹ David G. Marr, *Loc Cit.*, p.39

¹⁴⁰ *Ibid.*,

¹⁴¹ *Ibid.*, p.40

(February 1946), and to allow someone to cultivate that land for one season only.¹⁴²

Malgré l'incitatif idéologique de procéder à des saisies importantes, surtout auprès des grands propriétaires du sud du pays, la direction communiste de la RDV maintient et défend les droits de propriétés tels-quels dans le but de combattre plus efficacement la famine. La stabilité du rendement agricole offre un projet unanime pour le gouvernement de la RDV, ce qui lui permet de gagner en popularité face au retour des Français. Le manque d'autorité centrale est toutefois une entrave importante dans l'exercice des projets étatiques de la RDV, qui aura des impacts importants sur ses finances.

3.2.2 Le maintien des taxes et la mobilisation des fonds

La démonétisation des billets de 500 piastres BIC initiée par les Français en 1945 n'est pas la seule cause de la précarité financière du gouvernement de la République Démocratique du Vietnam. En effet, à l'instar des saisies populaires auprès des propriétaires, l'enthousiasme révolutionnaire a causé des problèmes important pour le gouvernement central de la RDV : Le 29 août 1945, le gouvernement abolit les taxes de vente pour les marchés publics. Ensuite, le 7 septembre, l'impôt individuel est retiré et le 14 septembre, les impôts professionnels sont abolis. Ces retraits de taxes et d'impôts sont cohérents avec la plate-forme nationaliste de gouvernement provisoire de la RDV, mais ont causés des pertes importantes de revenus pour ce jeune

¹⁴² *Ibid.*, p.39

gouvernement confronté à des enjeux vitaux¹⁴³. Rapidement, les dépenses liées à l'administration étatique, à l'armée et à l'importation de ressources dépassent les revenus et les finances de la RDV sont sévèrement menacées.

Dès octobre 1945, l'état financier du gouvernement central de la RDV est en désarroi. Selon Pham Van Dong, alors ministre des finances, seule l'armée est adéquatement financée. Les collecteurs d'impôts abandonnent même leur poste face à l'incertitude de recevoir leur salaire. Des normes douanières sont mises sur pied pour rectifier la situation financière du gouvernement central et des branches régionales. La RDV, comme le gouvernement colonial avant lui, taxe les ressources lucratives comme l'opium, l'alcool et le sel. De plus, la vente illicite de ces ressources est assujettie à des contraventions, conformément aux lois de l'époque coloniale¹⁴⁴. Divers groupes décrient ce retour de lois et taxes coloniales, particulièrement les fermiers subissant toujours les taxes de fermage. Coincé par ses états financiers, le gouvernement revient rapidement sur sa position originale d'abolir toutes les taxes de l'époque coloniale. Toutefois, le retour des impôts fonciers agricoles ne règle pas immédiatement le problème financier du gouvernement, la moisson n'étant pas attendue avant le mois de novembre. Les gains financiers ne sont ultimement pas suffisants pour soutenir les besoins étatiques, et 751 fonctionnaires du gouvernement sont licenciés en janvier 1946, vu l'état toujours désespéré des finances publiques¹⁴⁵. La RDV, constatant l'état désastreux de ses finances, s'adapte par ce retour aux normes coloniales de taxation. En contradiction à sa rhétorique politique aspirant à effacer le coût du colonialisme, et malgré les frustrations des militants nationalistes et

¹⁴³ Bernard Fall, *Op Cit.*, p.43

¹⁴⁴ David G. Marr, *Loc Cit.*, p.48

¹⁴⁵ Bernard Fall, *Op Cit.*, p.48

communistes, le gouvernement de Ho Chi Minh fait preuve à nouveau de pragmatisme avant tout. À ce sujet, Truong Chinh critique l'enthousiasme révolutionnaire des militants ayant initialement abolis les taxes :

We must fight against wrong ideas concerning economy, and against the tendency to demagogy advocating the abolition of all taxes. This error was committed in many places after the August uprising¹⁴⁶.

Au désordre fiscal causé par la prise de pouvoir du Viet-Minh et l'établissement de la RDV s'ajoute le problème initial de l'occupation chinoise du nord du pays, qui représente un coût supplémentaire. En contournant les tarifs d'exportations de la République par l'utilisation des convois militaires chinois, le commerce avec la Chine n'est donc pas aussi rentable qu'espéré¹⁴⁷. Au sud, l'arrivée des Français fragmente le territoire et par le fait même l'efficacité du gouvernement central de la RDV à prélever ses impôts. En avril 1946, les revenus fiscaux sont nettement inférieurs aux besoins grandissants de la RDV et des contributions supplémentaires sont mises sur pied, visées principalement vers les régions épargnées par les combats¹⁴⁸. Seuls les gens jugés infirmes, trop pauvres ou servant dans l'armée sont exclus de cette taxe supplémentaire.

Dès le 4 septembre, le Fond d'Indépendance est organisé par le gouvernement central avec la mission de récolter des dons auprès de la population¹⁴⁹. Immédiatement délégué aux comités locaux, ces derniers devaient renvoyer les fonds récoltés

¹⁴⁶ Truong Chinh, *Op Cit.*, p.127

¹⁴⁷ Bernard Fall, *Op Cit.*, p.43

¹⁴⁸ David G. Marr, *Loc Cit.*, p.57

¹⁴⁹ Bernard Fall, *Op Cit.*, p.50

directement à Hanoï. Rapidement, les besoins locaux se faisant ressentir, plusieurs conseils réclament le droit de procéder à leurs propres récoltes et à dépenser directement les fonds pour subvenir à leur besoins, ce qui est autorisé en octobre par Pham Van Dong¹⁵⁰. Les employés de l'État et les militaires sont directement encouragés à participer à ces dons, ce qui a un impact bénéfique sur la participation populaire.

Des campagnes d'emprunts et de financement populaires sont rapidement mises sur pied au niveau local, et des «bons de la résistance» sont vendus à la population. Ces bons, nous l'avons vu, servent de monnaie de remplacement à la piastre BIC et pallient aux manques de billets de *dong*. Ces bons représentent aussi une forme de collecte de fonds supplémentaire, estimée à quelques 142 857 piastres en 1946 et plus du double l'année suivante¹⁵¹. Les emprunts offerts par ces bons sont promis à un retour de 3% cinq ans après l'achat¹⁵², mais il semble que ces derniers n'aient jamais été remboursés¹⁵³.

En plus de l'émission de «bons de la résistance», de grandes récoltes nationales de métaux précieux sont rapidement mises sur pied. La «semaine de l'or» de septembre 1945 est encadrée par le gouvernement central, qui promet une médaille d'or au donateur le plus généreux. Cette récolte est déclarée un succès, mais le rapatriement des richesses vers le gouvernement central prend du temps, ce dernier exigeant toujours les versements en novembre. Ultimement, la récolte est estimée à une valeur

¹⁵⁰ *Ibid.*, p.51

¹⁵¹ Pierre Brocheux, *Op Cit.*, p.193

¹⁵² SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948

¹⁵³ Pierre Brocheux, *Op Cit.*, p.193

de 500 000 piastres¹⁵⁴, mais la proportion des biens récoltés versés au gouvernement central demeure inconnue.

Le gouvernement central a beaucoup de difficultés à faire valoir son autorité au niveau fiscal. Son rôle se limite en quelque sorte à donner des directives générales dans l'esprit de collaboration entre les différents groupes formant le gouvernement. Sa relative précarité financière, et la fragmentation territoriale l'empêche de mettre sur pied une infrastructure indépendante des organisations locales. Reposant sur l'organisation locale, les politiques du gouvernement central sont de nature pragmatique, préconisant la survie sur l'idéologie. C'est dans ce rôle que le Fond de Résistance pour le Sud est organisé en octobre pour soutenir les provinces sous conflit avec les troupes françaises. Les fonds, récoltés au nord du pays, servent officiellement à fournir des vêtements et des armes pour les régions isolés au sud. Toutefois, le rendement réel n'est jamais déclaré par le gouvernement, menant certains à croire que beaucoup de fonds sont maintenus au niveau local par les cadres Viet-Minh¹⁵⁵.

Avec le début de la guerre contre les Français, la fragmentation du territoire forme rapidement un obstacle supplémentaire au rendement fiscal de la RDV. Outre les taxes et impôts officiellement abolis, les dirigeants régionaux maintiennent ou abolissent plusieurs formes de taxations¹⁵⁶. Dans les quatorze zones administratives (*khu*)¹⁵⁷, par volonté du conseil de résistance local, selon ses besoins politiques et financiers immédiats, la taxation en vigueur varie en sévérité et en type. Ces

¹⁵⁴ Bernard Fall, *Op Cit.*, p.52

¹⁵⁵ *Ibid*, p.54

¹⁵⁶ David G. Marr, *Loc Cit.*, p.46

¹⁵⁷ Bernard Fall, *Op Cit.*, p.62

provinces, séparées par les zones d'occupation françaises, sont isolées les unes des autres, et doivent opérer de façon semi-autonome pour gérer leurs finances. Dans ce désordre s'ajoute l'application souvent irrégulière des taxes et impôts officiellement maintenus par le gouvernement central. Par exemple le droit de timbre est maintenu, mais les timbres fiscaux sont utilisés de façon variable et à prix fluctuant plus ou moins librement d'une région à l'autre¹⁵⁸. Ces timbres, instaurés initialement par le régime français, servent à endosser tout document officiel des certificats de mariage aux droits d'exploitation rizicole.

Chassé de Hanoï en décembre 1946, le gouvernement central augmente l'autonomie fiscale des régions, désignées en zones et interzones et administrés par les conseils de résistances locaux¹⁵⁹. Par exemple, l'impôt foncier sur les rizières est de 1 à 10 *dongs* par *mâu* de terre (représentant un carré de 60 mètres de côté, soit 3600 m² ou 0.36 hectares) en Cochinchine pour 50 *dongs* au Nord-Annam et entre 27 et 55 *dongs* au Tonkin¹⁶⁰. Les sources de revenus varient aussi d'une région à l'autre. Le comité de résistance de Cochinchine, par exemple, se procure l'essentiel de ces fonds par la taxation du transport interrégional, où jusqu'à 4000 *dongs* peuvent être requis pour faire le transport d'environ 200 km entre Saigon et Chau Doc¹⁶¹ et récupère un léger avantage fiscal sur la fragmentation territoriale. Au Tonkin, les rizières sont assujetties à des taxes ponctuelles en plus de l'impôt foncier annuel pour soutenir les services publics comme l'entretien de la canalisation ou encore la milice locale et

¹⁵⁸ David G. Marr, *Loc Cit.*, p.47

¹⁵⁹ Bernard Fall, *Op Cit.*, p.79

¹⁶⁰ SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948

¹⁶¹ SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948

l'enseignement public¹⁶². Dans ce contexte d'isolation régionale, les taxes sont recueillies *in situ* par des entités officielles, mais aussi par les organismes civils et militaires locaux¹⁶³.

Cette taxation directe et locale résulte d'une adaptation à la réalité territoriale de la RDV. Pour autant que le gouvernement central souhaite faire preuve d'un dirigisme fiscal fort, la fragmentation territoriale causée par l'intervention et l'occupation française l'oblige à déléguer son système fiscal au profit des conseils de résistance. Ces derniers gagnent en autonomie en ce qui concerne la mise sur pied de campagne de récolte de fonds, de taxation et d'emprunts auprès des particuliers¹⁶⁴. La taxation tend à néanmoins se normaliser après 1948 avec l'instauration des six interzones (*lien-khu*)¹⁶⁵, qui encadrent les quatorze zones antécédentes. Cette structure permet au gouvernement central davantage d'influence sur les comités régionaux, maintenant moins nombreux.

Les efforts locaux pour maintenir et récolter les taxes et tarifs sur le territoire de la RDV ont ultimement des effets directs sur les finances gouvernementales. Les mesures pragmatiques prises par le gouvernement central de conserver les taxes de l'époque coloniale françaises, en déléguant les récoltes aux conseils provinciaux, vont politiquement à l'encontre de l'esprit révolutionnaire de l'époque. Toutefois, dans le but de garnir ses coffres, le gouvernement fait ces concessions. Ces mesures demeurent néanmoins ultimement insuffisantes pour combler les besoins du

¹⁶² SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948

¹⁶³ SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948

¹⁶⁴ SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948

¹⁶⁵ Bernard Fall, *Le Viet-Minh : la république démocratique du Viêt-Nam*, Paris, Armand-Colin, 1960, p. 62

gouvernement et des conseils provinciaux. Malgré une croissance du rendement fiscal d'année en année, doublant annuellement dans la Zone V entre 1947 et 1950 par exemple, les dépenses gouvernementales demeurent systématiquement plus élevées que les récoltes fiscales¹⁶⁶. L'endettement étatique de la RDV est très élevé, et plusieurs de ces dettes ne sont simplement pas remboursées. Alternativement, la production monétaire, nous l'avons vu, est une source de revenus importante pour le gouvernement, malgré l'inflation qu'elle provoque. Le pragmatisme gouvernemental de la RDV va très loin sur le plan fiscal, où les considérations idéologiques, ou éthiques, passent après l'ingéniosité des administrateurs pour mobiliser les ressources financières vietnamiennes.

Conclusion

Une tension nette existe entre la rhétorique politique des communistes à la direction de la RDV et ses mesures économiques. D'une part, la relation qu'elle entretient avec la piastre indochinoise, véritable arme économique coloniale, est paradoxale. La nouvelle monnaie nationale émise par la RDV n'a pas de valeur en elle-même, et dépend de la viabilité de la piastre BIC sur les marchés indochinois et sud-est asiatique. La RDV échange sa monnaie artisanalement produite pour des piastres BIC dans le but de garnir ses coffres et subventionner sa guerre d'indépendance. La monnaie nationale n'est donc pas seulement une extension politique pour la RDV mais aussi une source de revenu importante.

¹⁶⁶ NGUYEN Quan, *The Economy of the Democratic Republic of Vietnam in 1945-1954 period and an experimental calculation of Vietnam's GDP*, General Statistical Office of Vietnam, p.12

Le contexte politique au niveau gouvernemental de la RDV oblige ses ministres communistes à modérer leurs ardeurs révolutionnaires et non seulement éviter les saisies et confiscations terriennes, mais carrément à défendre les grands propriétaires terriens. La révolution est évitée dans le double but de maintenir l'union des multiples groupes nationalistes vietnamiens au sein de la RDV, mais aussi de maintenir le rendement agricole déjà insuffisant entre 1945 et 1948.

Le contexte financier du gouvernement de la RDV oblige ce dernier à revenir sur sa position en ce qui concerne l'abolition des taxes impopulaires coloniales. Cette situation extrêmement précaire au niveau financier oblige même le gouvernement à effectuer des récoltes de métaux précieux. De plus, la réalité des récoltes de métaux et de taxes oblige le gouvernement central à délaisser une part substantielle de ces ressources aux conseils de résistance provinciaux.

Toutes ces décisions entre 1945 et 1949 font preuve d'un pragmatisme remarquable par un gouvernement qui priorise le maintien de la République face à une guerre contre la France, plutôt que d'accomplir l'idéal politique marxiste de ses ministres. C'est face à l'incertitude envers l'avenir que le gouvernement de Ho Chi Minh a choisi de garantir le soutien maximal à sa cause nationale en se préparant à une guerre de longue haleine. La réalité politique change fondamentalement après 1950 avec l'aide offerte par la Chine maoïste et le reste du bloc soviétique, mais cette aide est impossible à prédire en 1945 lorsque les premières mesures gouvernementales sont mises sur pied.

CHAPITRE IV

UNE ÉCONOMIE DE GUERRE IMPROVISÉE : CONTREBANDE ET INDUSTRIES ARTISANALES

À la création de la République Démocratique du Vietnam, il n'y a que très peu d'industries existantes au Vietnam récupérable par le gouvernement. Pendant la période coloniale, les projets de développement économiques français ont généralement laissé de côté les améliorations des méthodes d'exploitation industrielles au profit de l'expansion des méthodes traditionnelles. Conséquemment, en 1945, l'industrie vietnamienne est rudimentaire et même désuète à certains égards. Le déclenchement de la guerre contre la France à l'automne 1946 oblige les ministres communistes de la RDV à organiser une économie de guerre. Toutefois, avec une bonne partie de son territoire rapidement occupé par l'ennemi, l'établissement de cette économie de guerre est extrêmement difficile à accomplir. Pour contrer l'isolement des provinces sous contrôle de la RDV, l'économie de résistance est structurée selon un principe d'autarcie.

L'économie de résistance est mise sur pied de façon à maximiser le rendement agricole pour combattre la famine et assurer l'alimentation des milices défendant le territoire de la RDV. Cette économie est aussi organisée pour orienter la production manufacturière vers la production militaire, adaptée à un territoire fragmenté. Cette industrie est improvisée, à petite échelle et mobile. Adaptée à la guerre de guérilla,

l'économie de résistance de la RDV est pratiquement démunie de structure idéologique, il est d'abord question de produire et de protéger le matériel, et non de l'organiser selon un carcan théorique.

L'autarcie de l'économie de guerre vietnamienne n'étant pas toujours possible, un vaste réseau de commerce de contrebande est établi. À l'intérieur du Vietnam, les conseils de résistances provinciaux combattent les manques locaux grâce à cette ligne commerciale de survie. Contre les blocus français, les autorités vietnamiennes encadrent le transport des ressources industrielles et agricoles au jour le jour. La production industrielle artisanale est aussi trop peu productive pour armer les troupes de la RDV. Le Vietnam s'insère au centre d'un réseau international de contrebande d'armes, où les connexions personnelles priment sur l'appareil étatique et idéologique. La RDV, grâce à son réseau improvisé à la pièce, emploie ses ressources financières et agricoles pour équiper ses troupes.

4.1 L'économie de subsistance du Vietnam

Durant la guerre d'Indochine, les techniques et infrastructures agricoles et manufacturières sont rudimentaires au Vietnam. Ayant hérité d'une structure économique coloniale plus intéressée à accroître la quantité de production que de moderniser le pays, la RDV doit composer avec une situation économique précaire entre 1945 et 1950. Suite aux incursions françaises, qui divisent le territoire vietnamien, la RDV voit son indépendance menacée par la perte d'accès aux ressources alimentaires vitales à sa population et à ses soldats. Dans une perspective de guerre, le gouvernement central laisse une place substantielle aux conseils régionaux pour qu'ils organisent leur économie locale de façon à s'adapter à leur situation immédiate.

D'une part, l'agriculture représente la principale débouchée économique du pays, mais cette dernière est insuffisante pour combler les besoins alimentaires de la population vietnamienne. Les inondations à l'été 1945 ont détruit des récoltes déjà insuffisantes provoquant une famine. L'organisation locale de l'exploitation des terres est mise sur pied pour mitiger le désastre. D'autre part, l'industrialisation est à un stade assez primitif en Indochine, et définitivement trop rudimentaire pour pleinement alimenter une machine de guerre. Toutefois, l'artisanat est répandu et propice à la guerre de résistance de longue haleine. Par l'établissement de petits ateliers portatifs, des armes et des biens de consommation peuvent être produits à l'échelle locale.

4.1.1 L'organisation de l'agriculture face à la famine et la guerre

Le Vietnam est depuis la conquête coloniale française fondamentalement agricole. Les mesures de développement françaises jugées les plus efficaces sont tournées vers la croissance agricole de la colonie. Le modèle de plantation instauré dans la colonie à la fin du XIXe siècle profite du système de concessions terriennes administré par les Français. L'organisation des terres en plantation permet l'exploitation de différentes ressources destinées à être exportées sur les marchés internationaux. En 1937, 110 000 hectares au Tonkin et 610 000 hectares en Cochinchine, dont quelques 400 000 hectares de terres, principalement rizicoles, sont cultivées industriellement grâce à ces politiques coloniales¹⁶⁷. Grâce aux investissements coloniaux français par l'entremise de la Banque d'Indochine, le café est introduit au Tonkin dès la prise de la colonie, et

¹⁶⁷ Pierre Brocheux et Daniel Héméry, *Indochine, la colonisation ambiguë. 1858-1954*. La Découverte, Paris, 2001, p.125

est développé à quelques 13 000 hectares produisant 1 500 tonnes de café *Arabica* en 1937-1938. Au centre du Vietnam, les Français tentent d'établir des plantations de thé dans les années 1920, produisant en 1938 812 tonnes exportées dans l'empire français. En termes d'agriculture commerciale destinée aux industries, ce sont toutefois les plantations d'hévéa de caoutchouc qui attirent le plus les investisseurs après la Première Guerre mondiale. Profitant de l'explosion de la demande mondiale, la superficie exploitée de ce type de plantation est décuplée en vingt ans pour atteindre 133 000 hectares en 1942¹⁶⁸. De ces plantations de caoutchouc, 72% de la production est contrôlée par trois firmes françaises, dont la Banque d'Indochine. En 1942, l'Indochine est le troisième plus grand exportateur de caoutchouc au monde¹⁶⁹. Les plantations françaises montrent des succès à diverses échelles, mais symbolisent la croissance et le développement technique de la colonie.

Le riz représentant la principale débouchée agricole vietnamienne, l'essentiel des projets de développement axés sur l'amélioration des techniques et infrastructures agricoles y sont liés. Le riz, depuis le début de la colonie française, est développé pour l'exportation sur les marchés asiatiques. À cette époque, les méthodes demeurent toutefois rudimentaires, et l'établissement d'agriculture commerciale de riz tarde. Le développement de l'exploitation du riz se manifeste principalement par l'accroissement de la surface agraire et non par la réforme des méthodes traditionnelles. La construction importante d'un réseau de canaux en Cochinchine permet d'une part l'accroissement de la surface agricole, mais facilite aussi le

¹⁶⁸ *Ibid.*, p.126

¹⁶⁹ *Ibid.*, p.127

transport du riz cultivé vers les ports d'exportation¹⁷⁰. La mise en culture de nouvelles terres permet à leur tour l'établissement de plantations importantes détenues par les investisseurs et colons français. Puisque les méthodes agricoles ne changent guère, la qualité du riz indochinois demeure de qualité moindre comparée aux riz siamois ou des colonies britanniques en Asie. Il demeure cependant rentable grâce aux systèmes de rentes traditionnelles vietnamiennes, permettant de le vendre à relativement bas prix¹⁷¹.

Au terme des politiques coloniales françaises, la production globale n'est pas toujours suffisante pour subvenir à tous les besoins alimentaires de la population. En 1939, les récoltes et leur distribution permettent à environ 80% des tonkinois un seul repas par jour, et la situation ne s'améliore pas durant l'occupation japonaise¹⁷². Bien au contraire, la seconde guerre Mondiale est lourde en conséquence pour l'économie Indochinoise. Le faible rendement agricole provoque entre 1940 et 1945 une augmentation du coût du riz pour les Vietnamiens. De plus, les attaques américaines sur le réseau de transport maritime japonais vers la fin de la guerre empêchent de transporter efficacement les surplus de riz entre les régions vietnamiennes¹⁷³. Ultimement, la famine de 1944 est extrêmement sévère, alors qu'entre un et deux millions de Vietnamiens meurent de faim¹⁷⁴.

¹⁷⁰ Pierre Brocheux, *The Mekong Delta : Ecology, Economy and Revolution, 1860-1960*, Madison, Center for the Southeast Asian Studies University of Wisconsin-Madison, 1995, p.18

¹⁷¹ Pierre Brocheux et Daniel Héméry, *Indochine, la colonisation ambiguë. 1858-1954*. La Découverte, Paris, 2001, p.120

¹⁷² Pierre Brocheux, *Une Histoire économique du Viet Nam : 1850-2007, La palanque et le camion*, Paris, Indes Savantes, 2009, p.109

¹⁷³ *Ibid.*, p.164

¹⁷⁴ *Ibid.*, p.163

À l'automne 1945, la RDV hérite de la capacité agricole de la colonie française. Ainsi, la production tonkinoise est toujours insuffisante pour nourrir la population. De plus, des inondations ayant détruit une part substantielle de la récolte d'août, la région la plus peuplée du pays est confrontée à une famine importante. Alors que jusqu'à 70%¹⁷⁵ des récoltes locales sont emportées par les inondations, puis par les sécheresses de l'automne, l'occupation japonaise et chinoise augmente d'autant plus la demande en nourriture sur le territoire tonkinois. De plus, les réquisitions françaises et japonaises en Cochinchine et la spéculation causée par la fragilité du réseau ferroviaire font baisser significativement les importations tonkinoises de riz de Cochinchine¹⁷⁶.

Confrontés à cette situation critique, les conseils provinciaux pressent le gouvernement de Ho Chi Minh de combattre la crise alimentaire. En réponse, le gouvernement interdit l'entreposage le grain, et toute forme de transformation du riz en des produits non-essentiels, comme l'alcool, pour économiser le riz pour la consommation de subsistance¹⁷⁷. L'exportation à l'étranger du riz, du maïs et de légumineuses est aussi interdite¹⁷⁸. Mais, le problème de production rizicole étant principalement local, le gouvernement central de la RDV est obligé de laisser une autonomie importante aux comités de résistance provinciaux. Ces conseils mettent en place plusieurs mesures pour améliorer le rendement alimentaire de leur région, ou encore saisissent le grain nécessaire à l'alimentation des fonctionnaires et milices

¹⁷⁵ David G. Marr, «Beyond High Politics : State Formation in Northern Vietnam 1945-1946» dans GOSCHA, Christopher et Benoît DE TRÉGLODÉ, *Naissance d'un État-Parti : Le Viêt-Nam depuis 1945*, Les Indes Savantes, Paris, 2004, p.32

¹⁷⁶ Pierre Brocheux, *Op Cit.*, p.34

¹⁷⁷ David G. Marr, *Loc Cit.*, p.30

¹⁷⁸ *Ibid.*, p.31

locales. Par contre, leurs mesures sont souvent inefficaces, ou établies sans égard pour les provinces voisines. Par exemple, les autorités de la province de Thai Binh, au sud de Hanoï, tentent sans succès d'acquérir du riz dans la province voisine de Thanh Hoa. De plus, du riz destiné à la province de Thai Binh est intercepté par les autorités gouvernementales de la province de Nam Dinh, combattant aussi la famine¹⁷⁹. Les mesures prises par les comités provinciaux sont souvent improvisées, et ne visent que leurs propres besoins immédiats. Le gouvernement central, malgré ses tentatives, est toujours mal équipé en 1945 pour coordonner efficacement les transferts interprovinciaux, et éviter ce genre de pratiques.

Au printemps 1946, l'affaiblissement de la piastre indochinoise et de la monnaie chinoise encourage les producteurs de riz à éviter de vendre leur riz sur les marchés étrangers chinois ou siamois, et les emmènent à vendre au Vietnam. Du même fait, la tendance à payer les rentes terriennes en grain se pratique davantage, ce qui augmente la quantité de riz disponible à la population vietnamienne. Ultimement, la moisson de juin est suffisamment importante pour que le gouvernement déclare la fin de la crise alimentaire, alors que certaines provinces tonkinoises enregistrent des surplus¹⁸⁰. Plusieurs comités provinciaux exigent à partir de l'été 1946 que des réserves de riz soient entretenues pour prévenir les conséquences d'intempéries agricoles dans l'avenir¹⁸¹. Ces normes mènent à une certaine spéculation sur la valeur du riz, ce que les comités provinciaux utilisent pour agrémenter leurs budgets. Les réserves de riz sont empilées pour être revendues à profit dans les mois où le riz est le plus rare. Suite au commencement de la guerre dans tout le pays à l'automne 1946, une tension

¹⁷⁹ *Ibid.*, p.32

¹⁸⁰ *Ibid.*, p.35

¹⁸¹ *Ibid.*, p.35

s'installe entre le gouvernement central et les provinces, dont les comités sont accusés de monopoliser le cours du riz sur leur territoire¹⁸². Cette dynamique résulte des difficultés alimentaires au niveau provincial, dont les solutions ont dû être locales pour fournir la nourriture à la population.

Le déclenchement de la guerre provoque un changement important dans l'organisation agricole de la RDV. L'occupation de plusieurs provinces par les troupes françaises provoque une isolation entre les différentes régions et provinces indochinoises. Face à cet isolement, les comités de résistance locaux profitent d'une autonomie accrue pour organiser leur production. La production agricole utilisable est concentrée dans quelques provinces isolées sur le territoire indochinois. Les régions de Thanh Hoa au Tonkin et de Ca Mau en Cochinchine deviennent des bastions de riziculture et de salines cruciaux à l'alimentation des Vietnamiens et des quelques fonctionnaires et militaires recrutés localement pour la défense provinciale¹⁸³.

Normalement, comme c'est le cas au printemps 1948, la production rizicole est généralement suffisante pour combler les besoins alimentaires de la population, et même servir à petite échelle de revenu d'exportation pour la RDV¹⁸⁴. Les dépenses alimentaires, outre la population générale, sont relativement limitées à cette période de la guerre, grâce à la petite taille de l'administration et des armées vietnamiennes. Localement, l'alimentation n'est pas un problème, mais les autres provinces coupées de ces centres agricoles sont assujetties à l'efficacité du réseau de transport déployé par le Viet-Minh pour acheminer les ressources alimentaires. En 1948, les autorités

¹⁸² *Ibid.*, p.36

¹⁸³ Hugues Tertrais, *La Piastre et le fusil : Le coût de la guerre d'Indochine*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002, p.44

¹⁸⁴ SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948

vietnamiennes en Cochinchine exportent une quantité estimée à 130 000 tonnes de riz vers les zones contrôlées par le Viet-Minh au nord¹⁸⁵. Globalement, l'efficacité du rendement agricole dépasse la monoculture du riz en 1948, pour permettre aussi l'exportation de café, de thé et de cannelle, par exemple. Bien que la famine soit terminée en 1948, l'impératif de produire et distribuer le riz demeure fondamental dans les objectifs de la RDV.

Outre le riz, le gouvernement exploite d'autres ressources alimentaires sur le territoire de la RDV. Le sel est une part fondamentale de l'alimentation de la population vietnamienne, les salines prennent une place stratégique importante pour la RDV. On trouve des exploitations dans les marais salants le long de la côte dans les provinces de Quang Yen et Thai Binh au Tonkin, Nghe An, Quang Ngai et Phan Rang en Annam, et Bac Lieu et Bria en Cochinchine¹⁸⁶. Au Tonkin, en 1948, les provinces du Nghe An, Ha Tinh et Thanh Hoa produisent 12 000 tonnes de sel, qui sont consommées principalement dans les zones voisines tonkinoises¹⁸⁷. Les Français ciblent éventuellement ces salines. Dans le but d'en saboter l'exploitation, les troupes françaises épandent du mazout en 1949 dans les salines de Tra Vinh et Bac Lieu en Cochinchine, ainsi qu'en Annam, détruisant quelques 10 500 tonnes de sel¹⁸⁸. Le sel manque dans les provinces où il n'est pas produit, comme témoigne l'échec annoncé par le ministère de l'économie en 1949 de l'industrie des saumures¹⁸⁹.

¹⁸⁵ Pierre Brocheux, *Op Cit.*, p.188

¹⁸⁶ SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948

¹⁸⁷ Pierre Brocheux, *Op Cit.*, p.188

¹⁸⁸ *Ibid.*, p.189

¹⁸⁹ SHAA, c.889, *Programme à l'économie populaire dirigée dans le domaine "Industrie, arts, métiers"*, Hanoi, 23 octobre 1949, p.5

Le sucre et ses dérivés, principalement la mélasse, sont aussi produits au Vietnam. Les villages de Cho Phong et An Chau au nord de Hanoi produisent environ 10 000 tonnes de mélasse annuellement, mais dont le rendement est en baisse avec l'occupation du Tonkin par les forces françaises. Les quelques plantations sucrières opérées par la RDV fournissent quelques usines qui produisent en 1948 quelques 162 tonnes de mélasse et 50 tonnes de sucre en poudre dans l'Interzone I¹⁹⁰. La production de sucre est extrêmement limitée, et n'arrive pas à combler la demande du Tonkin, encore moins celle du pays.

En plus de l'agriculture alimentaire, la RDV encadre et développe l'agriculture destinée à l'industrie. Le café, le thé, le tabac et le coton sont tous exploités durant la guerre pour alimenter l'économie de guerre vietnamienne. Initialement, le gouvernement de la RDV encadre les quelques plantations françaises de café, de thé, mais surtout d'hévéa. Une fois confronté à l'arrivée des troupes françaises, ces plantations sont détruites par les troupes vietnamiennes afin d'éviter qu'elles ne retombent sous contrôle français¹⁹¹. La destruction des plantations n'est évidemment pas totale et les Français récupèrent une part des plantations, surtout au sud du Vietnam. Ces plantations, spécifiquement celle de d'hévéa de caoutchouc deviennent des symboles du colonialisme aux yeux du Viet-Minh. Dans les zones françaises, les partisans du Viet-Minh prennent ces plantations pour cibles afin de nuire à l'économie de ces zones¹⁹². Le coton et le tabac demeurent cultivés dans les régions

¹⁹⁰ SHAA, c.889, *Programme à l'économie populaire dirigée dans le domaine "Industrie, arts, métiers"*, Hanoi, 23 octobre 1949, p.4

¹⁹¹ Hugues Tertrais, *Op Cit.*, p.46

¹⁹² Hugues Tertrais, *Op Cit.*, p.47

montagneuses du Tonkin, mais avec un rendement extrêmement limité jusqu'en 1949¹⁹³.

Outre les cultures industrielles et alimentaires, la culture de l'opium se démarque par son importance économique pour la RDV. L'opium est un produit agricole dont le commerce lucratif profite grandement à la RDV dans ses efforts de financement. Offrant normalement deux récoltes durant l'hiver, la production de pavot nécessite des espaces tempérés à l'abri des vents, rendant le Laos et le nord du Tonkin, à la frontière de la Chine, particulièrement bien située pour une telle récolte. L'opium brut, produit à même les petites plantations de moins d'un hectare, est par la suite écoulés sur les marchés de contrebande indochinois, chinois et thaïs¹⁹⁴. Si durant la période coloniale, la vente d'opium est contrôlée par le gouvernement colonial français, qui l'achetait officiellement de Chine et d'Inde, en 1945 cela n'est plus le cas. Le recul graduel de la culture du pavot d'opium en Chine, le retrait des autorités françaises durant la Seconde Guerre mondiale, et la fin de la vente d'opium par le gouvernement colonial indochinois en 1945 a ouvert le marché à la production clandestine indochinoise, destinée au marché de contrebande, hors du contrôle français. Côté rendement, la production tonkinoise est évaluée par les services de renseignement français en 1948 à quelque 70 tonnes, dont 80% seraient sous contrôle Viet-Minh¹⁹⁵. Impossible à entreposer, cette production doit être distribuée rapidement par les réseaux commerciaux de contrebande. La valeur d'exportation

¹⁹³ SHAA, c.889, *Programme à l'économie populaire dirigée dans le domaine "Industrie, arts, métiers"*, Hanoi, 23 octobre 1949, p.6

¹⁹⁴SHAT, 10H2378, *L'opium au Tonkin*, 1948

¹⁹⁵SHAT, 10H2378, *L'opium au Tonkin*, 1948

vers l'extérieur de Tonkin est évaluée à une valeur de 300 millions de piastres BIC pour la récolte de 1948¹⁹⁶.

La production agricole de la RDV est principalement rizicole avec quelques exceptions, où d'autres cultures sont à la fois possibles et rentables, et où la nourriture demeure accessible. Les efforts d'encadrement du gouvernement central demeurent aussi très généraux, préférant laisser aux conseils provinciaux et régionaux la minutie d'organiser directement la production locale. Ces comités de résistance deviennent par exemple responsables de l'allocation des terres vacantes, ou dont le propriétaire est absent¹⁹⁷. Les normes d'acquisitions de ces terres sont souvent irrégulières et motivées idéologiquement, ce qui provoque des tensions politiques entre le gouvernement central et ses provinces¹⁹⁸. Ultimement, l'impératif alimentaire immédiat motive davantage le gouvernement de la RDV à laisser les conseils de résistances gérer la production de nourriture, plutôt que d'instaurer des réformes agraires.

4.1.2 Les industries de la RDV : Manufacturer à petite échelle

Pire que l'agriculture, l'industrie coloniale indochinoise est très peu développée en 1945. Principalement agraire, la colonie sert presque exclusivement à se nourrir et produire des matières premières en demandes aux industries de la métropole française. Si au tournant du XX^e siècle certains investisseurs et administrateurs de la

¹⁹⁶ SHAT, 10H2378, *L'opium au Tonkin*, 1948

¹⁹⁷ David G. Marr, *Loc Cit.*, p.31

¹⁹⁸ *Ibid.*, p.58

colonie se sont intéressés à son industrialisation, sa mise en place a été très limitée pour protéger l'industrie métropolitaine¹⁹⁹. Généralement, le développement industriel est limité par la vision des Français face à leur colonie. Les projets de développement sont principalement axés sur la croissance de l'économie agricole traditionnelle vietnamienne, et la facilitation de l'exportation des ressources cultivées. L'industrialisation est donc toujours à ses balbutiements en 1945.

Durant la période coloniale, les secteurs économiques sujets à l'industrialisation, c'est-à-dire par la mise en place de manufactures de grandes envergures mécanisées, puis électrifiées, se limitent principalement à l'industrie de transformation. Il y a notamment les industries de construction, souvent liées au développement ferroviaire. On trouve aussi des tentatives de produire des biens de consommation, comme le sucre, le tabac ou encore par les distilleries. Les distilleries, principalement la Société française des distilleries d'Indochine, bénéficient du monopole d'état sur la vente d'alcool. Le secteur des textiles se démarque tout particulièrement par la Société cotonnière du Tonkin, qui devient au début des années 1940 l'acheteur pratiquement exclusif de coton dans la colonie, et importe même une part de ses ressources premières des Indes britanniques, d'Égypte et des États-Unis pour sa production. Les cotonnades du Thanh Hoa et du Cambodge sont entièrement destinées aux moulins de textiles tonkinois. Cette société est devenue le principal vendeur de filés de coton de la région²⁰⁰, grâce aux tarifs douaniers appliqués aux filés indiens.

Le succès de cette industrie s'explique au moins en partie par sa complémentarité avec l'artisanat, qui représente jusque-là la principale source de production

¹⁹⁹ Pierre Brocheux, *Op Cit.*, p.95

²⁰⁰ *Ibid.*, p.96

manufacturière en Indochine. Seulement en tissage, quelques 50 000 artisans vietnamiens tonkinois achètent leurs filés de la Société cotonnière du Tonkin en 1940²⁰¹. Le coton est transformé en usine pour être cousu en vêtements par les artisans locaux. L'artisanat représente la principale forme de main d'œuvre manufacturière au Vietnam. Cette main d'œuvre est typiquement concentrée dans des villages spécialisés, soit en tissage, en métallurgie ou en fabrications diverses²⁰². La manufacture industrielle est embryonnaire en Indochine, même en 1945, et ses aspects les plus performants complètent l'artisanat répandu, mais local.

La naissance de la RDV et l'arrivée subséquente des troupes françaises déstabilise cette industrie coloniale embryonnaire. Rapidement, la nécessité pour la RDV de former une économie de guerre se manifeste²⁰³, et avec elle le besoin de réorganiser les industries à cette fin. Alors que la plupart des investissements industriels provenait des institutions coloniales françaises²⁰⁴, la RDV doit encadrer ses industries précaires pour les réorienter vers de la production militaire. À cet effet, la saisie d'infrastructures industrielles par les troupes Viet-Minh s'avère instrumentale à l'instauration de l'industrie de guerre. La prise rapide des pyrotechnies françaises et japonaises au centre du Vietnam et dans le nord, au Tonkin, permettent une production initiale d'explosifs et de munitions²⁰⁵. La saisie de matériel d'impression

²⁰¹ Brocheux Pierre, Hémerly Daniel, *Indochine, la colonisation ambiguë. 1858-1954*. La Découverte, Paris, 2001, p.124

²⁰² Pierre Brocheux, *Une Histoire économique du Viet Nam : 1850-2007, La palanque et le camion*, Paris, Indes Savantes, 2009, p.102

²⁰³ SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948, p.50

²⁰⁴ Brocheux Pierre, Hémerly Daniel, *Indochine, la colonisation ambiguë. 1858-1954*. La Découverte, Paris, 2001, p.124

²⁰⁵ SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948, p.51

permet la production de la nouvelle monnaie²⁰⁶, et la saisie des infrastructures électriques permet l'électrification des plus gros ateliers. La base industrielle de la RDV est initialement basée sur ces saisies de matériel, qui est par la suite déplacé dans les régions plus fermement protégées par le Viet-Minh.

Face aux troupes françaises, les grandes installations industrielles s'avèrent trop faciles à attaquer, et la perte d'une part substantielle du territoire vietnamien complique l'approvisionnement de grands centres industriels. Pour protéger la production industrielle des bombardements aériens français, la production est dispersée dans les villages. Une exception notable se trouve dans la production d'obus et de grenades au Tonkin, capable d'approvisionner d'autres régions, dont la Cochinchine²⁰⁷ au sud. Cette rare occurrence se manifeste grâce à l'accessibilité des ressources premières, du personnel en suffisante quantité mais aussi grâce à la relative sécurité de la région. La surproduction tonkinoise d'explosifs sert à combler les difficultés de production des autres régions, à la mesure de l'efficacité du réseau de transport entre les provinces.

Pour la RDV, l'artisanat demeure la meilleure solution pour la production manufacturière, et son encadrement est assumé par les conseils de résistance provinciaux. Pragmatiques, les ministres communistes de la RDV cherchent à diriger de façon générale les développements économiques, mais doivent se conformer à la réalité sur le terrain de la production industrielle. Celle-ci demeure locale, selon les besoins militaires de la région. Les ateliers de manufactures prennent diverses formes,

²⁰⁶ Judy Stowe, «Money and Mobilization : The difficulties of building an Economy in a Time of War» dans GOSCHA, Christopher et Benoît DE TRÉGLODÉ, *Naissance d'un État-Parti : Le Viêt-Nam depuis 1945*, Les Indes Savantes, Paris, 2004, p.62

²⁰⁷ SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948, p.41

variant selon les besoins, mais aussi l'accès aux ressources premières et selon le risque ou la fréquence des attaques françaises. Par exemple, l'industrie du papier emploie plusieurs matières premières selon son accès, mais aussi selon les moyens techniques disponibles. En utilisant «l'écorce de gio» et du bambou, la production de papier à machine à écrire, de papier journal et de livres pour la fonction publique et les programmes éducatifs atteint près d'un million de pages au Tonkin en 1948²⁰⁸. Le gouvernement redirige les efforts de ces petites manufactures afin de remplir ses besoins, comme l'indique un rapport du Programme de l'Économie datant d'octobre 1949 :

En 1948, la Direction Économique lançait un appel à tous les producteurs leur demandant de substituer la fabrication du papier destiné aux objets de culte par celle du papier journal et du papier pour machine à écrire en vue de satisfaire les besoins des Organes. Depuis, on commence à voir sur le marché du papier local pour machine à écrire et du papier local destiné à la presse²⁰⁹.

Les ateliers de production de guerre de la RDV peuvent se répartir sous trois catégories de tailles. Les plus petits sont constitués de deux ou trois spécialistes assistés d'une dizaine d'ouvriers, utilisant pour la plupart des outils manuels comme des pinces et des marteaux. Les ateliers intermédiaires emploient de trente à cinquante ouvriers et comporte typiquement un petit moteur à essence pour électrifier l'outillage lourd. Les plus gros ateliers atteignent jusqu'à deux cent ouvriers dont une part substantielle de spécialistes, usant d'outillages fixes et électrifiés par un moulin à

²⁰⁸ SHAA, c.889, *Programme à l'économie populaire dirigée dans le domaine "Industrie, arts, métiers"*, Hanoi, 23 octobre 1949, p.9

²⁰⁹ SHAA, c.889, *Programme à l'économie populaire dirigée dans le domaine "Industrie, arts, métiers"*, Hanoi, 23 octobre 1949, p.9

eau ou par des moteurs²¹⁰. Ces ateliers sont maintenus à de petites tailles d'une part à cause des difficultés de redistribution des biens manufacturés, mais aussi pour être facile à rebâtir dans l'éventualité de bombardement ou d'avancées ennemies²¹¹. L'industrie est donc légère, mobile mais surtout locale pour subvenir aux besoins locaux des forces Viet-Minh et de la population.

Ceci dit, cette main d'œuvre artisanale spécialisée n'est pas habilitée en 1946 à fabriquer des armes et des munitions en suffisamment grande quantité. L'expertise nécessaire forme une rareté que les comités de résistance recherchent activement. Alors que la main d'œuvre non-qualifiée est employée en majorité dans les ateliers, un minimum de spécialistes doit être maintenu en charge de la manufacture, ce qui représente des défis importants lorsque les moyens de les payer adéquatement ou même de les nourrir manquent²¹².

L'établissement d'atelier d'envergure n'est possible que dans les régions fortement sécurisées par les forces du Viet-Minh. Les régions facilement accessibles par les troupes françaises sont trop vulnérables aux attaques aériennes françaises pour établir des ateliers de taille importante. Le strict artisanat individuel est toutefois trop peu efficace pour la production. De petits ateliers faciles à rebâtir ou déplacer lors d'attaques sont privilégiés. Ce genre de petite manufacture alimente typiquement la milice ou la population d'un village en particulier, selon les directives du comité de

²¹⁰ SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948, p.51

²¹¹ BROCHEUX, Pierre «L'économie de la résistance vietnamienne, 1945-1954», dans Charles-Robert Ageron et Philippe Devillers (dir.), *Les guerres d'Indochine de 1945 à 1975, Acte de la table ronde tenue par l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, cahier no. 34, 6-7 février 1995, Paris, l'Institut d'Histoire du Temps Présent, 1996, p.80

²¹² Pierre Brocheux, *Une Histoire économique du Viet Nam : 1850-2007, La palanche et le camion*, Paris, Indes Savantes, 2009, p.189

résistance. Une étude militaire française sur l'économie de guerre de la RDV le souligne :

En cas de menace précise, le matériel est dispersé et mis à l'abri suivant un plan pré-établi. Les petits ateliers, d'ailleurs, sont essentiellement mobiles se déplaçant et se reconstituant suivant les nécessités de leurs unités ou les effets de nos entreprises. En Cochinchine beaucoup ont leur outillage à demeure de jonques²¹³.

La forme locale de l'industrie s'explique aussi par la difficulté d'approvisionnement en ressources premières et par la difficulté de redistribuer les produits finis. Le faible rendement des opérations d'exploitation de ressources minières est compensé au quotidien par les efforts de récupération de matériel industriel et militaire²¹⁴. Par exemple, dans le centre du Vietnam, des navires japonais échoués durant la Seconde Guerre mondiale sont démantelés en morceaux d'étain de trente à quarante kilogrammes. Ces morceaux sont revendus ou utilisés dans la fabrication d'armements, spécifiquement de grenades²¹⁵. Ces morceaux d'étain récupérés en 1945 sont d'une valeur d'environ 20 piastres indochinoises chaque, mais se vendent à des prix atteignant 300 *dongs* en 1948 dans les provinces de la RDV, grâce aux besoins grandissants du Viet-Minh. La récupération systématique de déchets en matériaux réutilisables, comme du filage de cuivre, de la ferraille automobile ou encore des conserves vides, alimente en matières premières les fabriques de l'économie de guerre vietnamienne²¹⁶. De plus, les métaux non-ferreux et la plupart des produits chimiques nécessaires à la fabrication d'armement font souvent l'objet

²¹³ SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948, p.51

²¹⁴ SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948, p.53

²¹⁵ SHAT, 10H3235, *Liaison et communications, voies maritimes*, 23 octobre 1952

²¹⁶ SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948, p.54

de récoltes au cœur des zones contrôlées par le Viet-Minh afin de combler les manques de production ou de ravitaillement. Ces récoltes tendent à faire monter les prix de vente régionaux, comme à l'hiver 1948 au centre du Vietnam, où le prix du carbure de calcium et d'alun triple en trois mois²¹⁷.

La mécanisation des usines représente un problème logistique important pour la RDV. L'électrification mise en place par le développement industriel colonial français n'ayant été qu'embryonnaire, seule une minorité des ateliers vietnamiens ont accès à l'électricité. La quarantaine de petites centrales présentes en 1935 fournissaient du courant à des ateliers d'outillage ferroviaires, aux chantiers navals de Haiphong, ainsi qu'à l'arsenal de la Marine à Saigon et autres petites industries²¹⁸. En 1946, les plus grandes fabriques Viet-Minh profitent d'un accès aux centrales électriques des villes avoisinantes, comme à Ban Thi ou Ban Thuong au Tonkin²¹⁹. Toutefois, la rareté de l'accès à un réseau électrique régional force les conseils régionaux à s'adapter. Souvent, un petit moteur à essence (ou au diesel) est récupéré d'une voiture ou d'un bateau pour alimenter l'outillage en électricité. Dans la majorité des ateliers, par contre, le travail est effectué à la main, sans électricité. Le faible accès aux sources de carburant ou d'électricité oblige la plupart des secteurs à un artisanat manuel. Les fonderies d'acier, par exemple, ne profitent souvent que de fourneaux alimentés en charbon de bois. Ceci implique un rendement très humble et une qualité de produit inférieur qu'avec des installations électrifiées²²⁰. Faute de matériaux d'assez bonne qualité en quantité suffisante, les outils ne peuvent pas être

²¹⁷ SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948, p.53

²¹⁸ ²¹⁸ Pierre Brocheux et Daniel Héméry, *Indochine, la colonisation ambiguë. 1858-1954*. La Découverte, Paris, 2001, p.124

²¹⁹ SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948, p.54

²²⁰ SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948, p.55

fabriqués. La plupart des outils employés dans les ateliers sont soit achetés sur les marchés de contrebande, ou saisis dès 1945 dans les fabriques françaises, comme dans les ateliers de chemin de fer au centre du Vietnam ou dans les pyrotechnies tonkinoises au nord. Une part notable des outils de mécanique et des moteurs en usage par le Viet-Minh provient aussi des garages des plantations cochinchinoises²²¹.

L'industrie du textile est un exemple frappant de la somme de ces problèmes logistiques forçant une improvisation artisanale importante. Cette industrie s'avère aussi vitale qu'insuffisante à vêtir les troupes de la RDV. Le coton insuffisamment cultivé dans les provinces montagneuses du Tonkin, et l'absence de plantations cotonnières d'envergure sous le contrôle de la RDV, limite la quantité de filage des installations. La machinerie est rare et fragile, seuls les démêloirs peuvent être employés avec succès. Les fileuses ne sont pas employées, et les méthodes de filage manuel traditionnelles sont maintenues dans les ateliers. Ultimement, les ouvriers connaissant ces techniques traditionnelles sont trop peu nombreux, et l'administration de la RDV doit mettre sur pied des ateliers écoles pour former sa main d'oeuvre :

La Direction Économique a l'intention d'employer la formule ci-dessous en vue de vulgariser parmi la population une méthode de transformation du coton.

1. Envoyer des groupes de techniciens avec des dévidoirs dans les villages qui font de la culture du coton afin d'apprendre la population à travailler
2. Créer dans les régions où la culture de coton est florissante un groupement de tisserands puis y amener des échantillons de toile ainsi que des machines à tisser pour populariser les nouveaux procédés de tissage.

²²¹ SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948, p.55

3. Créer dans certaines villes quelques ateliers écoles, ayant soin d'utiliser du matériel perfectionné, qui serviront de lieux d'apprentissage à la population²²².

La forme industrielle de la RDV est organisée selon une adaptation des moyens de production face aux circonstances économiques immédiates vietnamiennes. L'économie de guerre est limitée par l'accès aux ressources, aux installations et à la main-d'œuvre disponible. La planification industrielle est forcément pragmatique, axée sur la nécessité à court terme de produire les biens nécessaires à la survie militaire de l'État et de sa population. Les manufactures ne sont pas tant restructurées que mises en place pour la première fois selon un modèle de mobilisation de guerre. L'industrie, comme l'agriculture, demeure une affaire locale sous la gouverne des conseils de résistance locaux, généralement encadrés par le gouvernement central. Les besoins économiques immédiats priment sur la rhétorique idéologique pour assurer la survie de la RDV dans la guerre.

4.2 La ligne de survie : Le commerce interne et régional de la RDV

L'impossibilité d'atteindre l'autarcie pour chacune des provinces vietnamiennes n'est pas un problème en temps de paix. Il suffit de permettre le commerce entre les régions, et les lacunes de production d'une peut être comblée par une autre. La famine à laquelle est confrontée la RDV en 1945 est un exemple de la nécessité de transporter les ressources d'une région à une autre. Évidemment, le gouvernement de la RDV organise des transports de nourriture du sud, produisant des surplus de riz,

²²² SHAA, c.889, *Programme à l'économie populaire dirigée dans le domaine "Industrie, arts, métiers"*, Hanoi, 23 octobre 1949, p.7

vers les provinces du nord ayant subi les inondations et les sécheresses provoquant la famine.

Le début de la guerre oblige la RDV à adapter ce réseau commercial. L'occupation de certaines provinces, le morcellement du territoire indochinois en provinces intercalées et les patrouilles françaises des routes isolent les provinces les unes des autres. La RDV doit mettre sur pied et organiser un réseau de transport commercial pour alimenter son économie. Ce réseau est contrôlé selon les besoins locaux par les conseils locaux. Établi de façon pragmatique, le réseau commercial de la RDV est à petite échelle et adapté aux infrastructures présentes face à l'occupation française. Ce réseau commercial est mis sur pied en deux volets. D'une part, le réseau de distribution interne au Vietnam, qui alimente la population et les ateliers de la RDV pour poursuivre son économie de guerre. D'autre part, le réseau régional de contrebande, qui alimente le Viet-Minh en ressources financières et en armes pour fournir les troupes menant la guerre elle-même.

4.2.1 Connecter les provinces de la RDV

Une fois les ressources extraites et cultivées et transformées, elles doivent être transportées de leurs lieux de production jusqu'aux lieux de consommation. Dans le contexte colonial indochinois, les autorités françaises ont déployé des ressources considérables pour relier les provinces de la colonie entre elles et aux marchés internationaux. Symbole de la modernité et de l'industrialisation, le réseau chemin de fer est achevé en 1936, dans un effort d'accomplir les projets coloniaux français. Les

deux lignes principales, celle du Yunnan reliant le Tonkin à la Chine, et le Transindochinois, reliant le Tonkin, l'Annam, la Cochinchine et le Cambodge, contribuent modestement au transport de cargo, mais facilitent le transport de quelques millions de passagers par année²²³. Toutefois, le succès du chemin de fer en Indochine est critiqué à l'époque, explicable entre autres par l'ampleur de son réseau comparativement moindre que les autres réseaux coloniaux en Asie du Sud-Est²²⁴.

Parallèlement au réseau ferroviaire, le réseau routier est significativement amélioré dans les années 1930, et permet finalement le transport de quelques 40 à 50 millions de passagers de parcourir un réseau de 32 000 km en 1943²²⁵. Reliant les villes indochinoises, ces routes permettent le transport rapide des troupes et des marchandises dans l'ensemble de la colonie. Les autorités françaises aménagent et entretiennent ces routes selon les besoins immédiats d'occupation du territoire et de facilitation des activités économiques tout au long de leur gouvernance²²⁶.

Malgré toutes ces innovations et projets d'infrastructure, le traditionnel transport fluvial représente tout au long de la colonisation française une part substantielle du trafic total²²⁷. Des dizaines de milliers de jonques et des centaines de bateaux à vapeur sillonnent le Mekong et le fleuve Rouge et leurs affluents en transportant des centaines de milliers de tonnes de cargo. Outre les voies naturelles de navigation, un réseau imposant de canalisation est bâti en Indochine. Ces canaux ont la double

²²³ Pierre Brocheux, *Une Histoire économique du Viet Nam : 1850-2007, La palanque et le camion*, Paris, Indes Savantes, 2009, p.63

²²⁴ *Ibid.*, p.63

²²⁵ *Ibid.*

²²⁶ *Ibid.*, p.61

²²⁷ *Ibid.*, p.62

fonction de faciliter le transport des récoltes et de protéger les plantations des inondations et des sécheresses. Après 1900, la construction de la canalisation cochinchinoise dirigée par les autorités françaises cherche à faciliter le transport sur le territoire et à accroître la surface agraire par le drainage des terres²²⁸. Graduellement un énorme quadrillage est établi en Cochinchine, facilitant l'exploitation de nouvelles terres et l'exportation du riz cultivé²²⁹. En fait, l'efficacité du réseau de canalisation en Cochinchine est suffisamment élevée pour y ralentir le développement du réseau ferroviaire, jugée trop onéreuse en comparaison²³⁰.

Dès son arrivée au pouvoir en septembre 1945, le gouvernement de la RDV constate l'importance de ce réseau de commerce entre les provinces vietnamiennes. Suite aux inondations à l'automne au Tonkin, la famine fait rage et les prix du riz s'enflamment à Hanoi. Pour modérer la montée des prix et la famine, le gouvernement de la RDV permet la libre vente et transport du riz²³¹. Toutefois, en novembre, la situation ne s'étant guère améliorée, l'entreposage et la spéculation sur le prix du riz ayant été observée, le gouvernement central remet en place le système de permis et de restrictions²³². Les conseils provinciaux distribuent les permis pour contrôler le transit du riz entre les provinces et les régions vietnamiennes, mais aussi pour en contrôler les prix et la qualité. Les provinces ayant des besoins alimentaires accrus reçoivent des permis pour des achats de plus grandes quantités, et les provinces produisant des

²²⁸ Pierre Brocheux, *The Mekong Delta : Ecology, Economy and Revolution, 1860-1960*, Madison, Center for the Southeast Asian Studies University of Wisconsin-Madison, 1995, p.18

²²⁹ *Ibid.*, p.18

²³⁰ *Ibid.*, p.22

²³¹ David G. Marr, «Beyond High Politics : State Formation in Northern Vietnam 1945-1946» dans GOSCHA, Christopher et Benoît DE TRÉGLODÉ, *Naissance d'un État-Parti : Le Viêt-Nam depuis 1945*, Les Indes Savantes, Paris, 2004, p.31

²³² *Ibid.*, p.32

surplus reçoivent des permis pour des ventes de plus grandes quantités. Les autorités provinciales contrôlent fermement le commerce de riz, confisquant les cargaisons transportées sans permis²³³. Cela, en principe, permet à la RDV de contrôler le cours du riz sur son territoire.

Ce contrôle est toutefois irrégulier, et dilué entre l'autorité du gouvernement central et les conseils régionaux et provinciaux. À Hanoi, par exemple, la crainte que les citadins n'aient plus accès aux quelques 5400 tonnes de riz nécessaires à leur alimentation entraîne des tensions avec les régions environnantes. Le contrôle, estimé excessif par le comité de Hanoi, des quantités vers la ville poussent les administrateurs à demander des permis pour des quantités plus importantes au gouvernement, ce qui entre en conflit avec les provinces profitant initialement de ces quantités²³⁴.

L'émission de permis et le contrôle du transport et de la vente du riz et d'autres denrées se maintiennent après le déclenchement des hostilités en 1946. Le contrôle prend toutefois une autre forme : celle de l'encadrement de la contrebande. Avec la division du territoire indochinois en zones occupées par des belligérants, autant les Français que la RDV interdisent le trafic entre les zones ennemies. Le contrôle des transports de chaque côté de la frontière est établi *de facto*. Du côté de la RDV, une police fluviale est mise sur pied dans chaque zone de résistance. Cette police ayant le mandat de contrôler les transports et assurer l'efficacité du système de permis commerciaux, les embarcations sont régulièrement arraisonnées. Ces navires doivent posséder les documents d'identifications nécessaires, faute de quoi leur contenu est

²³³ *Ibid.*

²³⁴ *Ibid.*, p.34

confisqué. Le degré de contrôle est suffisamment minutieux pour aller jusqu'à nécessiter de la documentation officielle pour le transport d'un seul pistolet, et une trentaine de balles pour ce dernier²³⁵. Typiquement, le responsable de l'embarcation possède un laissez-passer d'un bureau de liaison, lui évitant d'être arrêté et de voir son cargo confisqué²³⁶. Les navires sont inventoriés attentivement et les permis fournis basés sur les commandes directes des conseils provinciaux. Souvent, un petit convoi de quelques jonques, transportant au total une vingtaine de caisses constitue un envoi. Le commerce est organisé à la pièce, un bateau à la fois, par les autorités locales.

Si la RDV surveille de près le réseau fluvial vietnamien, c'est principalement parce que le réseau routier est patrouillé étroitement par les troupes françaises. Ces routes, initialement occupées par la RDV anxieuse de faire respecter ses contrôles commerciaux, sont rapidement une cible pour les troupes françaises²³⁷. Les belligérants se disputent le contrôle des routes jusqu'à l'hiver 1947²³⁸. Par la suite, les troupes françaises entretiennent leur occupation routière de façon essentiellement ininterrompue, bien que coûteuse, par la construction de tours d'observations et de patrouilles²³⁹. Cette occupation française de la route oblige les commerçants et contrebandiers liés à la RDV à les contourner, et à se rabattre vers la navigation fluviale pour transporter leurs biens.

²³⁵ SHAT, 10H2952, «Nguyen Duc Thieu, Service de Liaison à Quach Sang, Comité de Liaison du Sud Trung Bo» dans *Traduction de documents V.M. Haiphong*, 13 septembre 1948

²³⁶ SHAT, 10H2952, «Certificat de transport de marchandises» dans *Traduction de documents V.M. Haiphong*, 13 septembre 1948

²³⁷ Ivan Cadeau, *La Guerre d'Indochine : De l'Indochine française aux adieux à Saigon, 1940-1956*, Paris, Tallandier, 2015, p.189

²³⁸ *Ibid.*

²³⁹ *Ibid.*

Dans le sud, en Cochinchine, les autorités vietnamiennes accroissent graduellement leur influence et son contrôle sur le réseau des canaux cochinchinois. Cela lui permet en 1949 de mener des incursions contre les convois par bateaux et camions vers Saigon. La marine française s'adapte à son tour à cette nouvelle situation en mettant en place un blocus, pour limiter les transports commerciaux de la RDV vers le golfe de la Thaïlande. De plus, grâce à des populations locales alliées aux autorités françaises, le blocus empêche les provinces cochinchinoises de la RDV d'exporter le riz et le charbon par le transbassac, dans la pointe de Ca Mau²⁴⁰.

Le réseau de contrebande et de commerce à l'intérieur de l'Indochine est chaudement disputé entre les troupes françaises et Viet-Minh. Des deux côtés, des zones d'exclusions économiques se dressent, et le passage entre les provinces intercalées s'avère un problème complexe pour les commerçants des deux territoires. Contrôlés de chaque côté, ils doivent posséder les bons permis et payer les tarifs lorsqu'arraisonnés. Toutefois, ce réseau fait vivre les provinces, dont le rendement agricole et industriel n'est pas globalement suffisant pour subvenir aux besoins de la population. La petite armée de la RDV est équipée dans une certaine mesure par la production artisanale, mais cette production est dépendante de l'accès aux ressources premières. Les ressources nécessaires à l'économie de guerre de la RDV sont transportées d'une province à l'autre par tous les moyens possibles, mais encadrées localement par les autorités provinciales. La nature changeante des conditions territoriales et d'occupation des lignes commerciales obligent la gestion locale, voir improvisée, des permis commerciaux. Le succès militaire de l'armée de guérilla de la RDV repose sur son ravitaillement, qui ne peut exister qu'en fonction du réseau de transport interprovincial.

²⁴⁰ Pierre Brocheux, *Op Cit.*, p.200

4.2.2 Acheter ses armes : Le réseau régional de commerce de la RDV

Avec le début des hostilités dans l'ensemble du Vietnam, la RDV mobilise son économie de guerre en prévision d'une guerre de longue haleine. La segmentation du territoire indochinois entre les zones contrôlées par la RDV et celles par les autorités françaises nécessite une autonomie importante par les conseils de résistance locaux pour assurer la survie de la RDV. La production alimentaire et militaire demeure organisée pragmatiquement, calquée sur les besoins immédiats du Viet-Minh et de la population, mais cette production n'est pas, et ne peut pas, être pleinement autarcique au niveau régional. Il se manifeste rapidement que l'accès au réseau de contrebande est un aspect déterminant de la production manufacturière, considérant la nature fractionnée du territoire de la RDV. L'achat de biens et de ressources chimiques ou industrielles dans les zones françaises, et souvent en provenance extérieure à l'Indochine²⁴¹, est un facteur important dans l'établissement et la détermination de la taille d'un atelier. Les Vietnamiens doivent mettre en place réseau d'échange pour contrer l'occupation française pour permettre la pleine production militaire de nourrir les forces Viet-Minh, et mettre à terme l'indépendance de la RDV.

Toutefois, comme les capacités industrielles restent artisanales et locales, la production d'armes et d'équipement militaire ne subvient pas aux besoins du Viet-Minh. Le commerce à l'étranger s'impose comme solution pour combler les manques industriels et approvisionner en armes les troupes combattantes du Viet-Minh. Heureusement pour la RDV, la fin de la Seconde Guerre mondiale a laissé de nombreux dépôts d'armes japonaises, britanniques et américaines en Asie du Sud-Est,

²⁴¹ SHAT, 10H3990, *Étude sur l'économie Viet-Minh*, Saigon, 11 décembre 1948, p.53

et un réseau de commerce de ces armes s'instaure rapidement. Des Philippines, de Thaïlande et de Chine, des armes seront achetées grâce aux produits agricoles de la RDV, mais aussi grâce aux devises saisies.

Manille, la capitale des Philippines, est le principal dépôt d'armes américaines d'Asie du Sud-Est en 1945. L'occupation japonaise, puis l'acharnement américain à reprendre les Philippines ont emmené une quantité imposante d'armes durant la Guerre. Alors que les autorités américaines peinent à contrôler les mouvements de ces armes dans le désordre l'après-guerre, plusieurs entités sont intéressées à s'en procurer en grande quantité. La France elle-même y envoie une délégation du Centre des Approvisionnements de l'Indochine, pour équiper le corps Expéditionnaire, autrement incapable de fournir les ressources à ses troupes fraîchement déployées en Indochine²⁴². Mais cette réserve imposante d'armes ne sert pas qu'aux français, en fait le gouvernement américain impose même des résistances aux achats européens destinés aux déploiements en Asie²⁴³.

Plusieurs autres contrebandiers profitent du désordre administratif à Manille pour acquérir des stocks d'armes destinés au commerce sud-est asiatique. Quelques ex-militaires américains mettent sur pied un réseau notablement efficace pour sortir les armes des Philippines et les vendre à des groupes anticolonialistes en Asie. De ce réseau de contrebandiers, une quantité importante d'armes sont transportées jusqu'à Bangkok en Thaïlande, ainsi qu'à Hong Kong et Macao. Des agents du Viet-Minh

²⁴² Hugues Tertrais, *La Piastre et le fusil : Le coût de la guerre d'Indochine*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002, p.36

²⁴³ *Ibid.*, p.41

sont aussi présents à Manille, et des achats d'armes sont effectués, parfois par intermédiaires, parfois directement²⁴⁴.

Bangkok particulièrement, mais la Thaïlande en générale devient une source importante d'armes de contrebande. Profitant d'un contexte d'après-guerre comparable à celui des Philippines, mais avec un réseau commercial d'armes préexistant, la Thaïlande est aussi un pôle régional important en 1945 quant à la vente d'armements. Durant la guerre, en plus de la présence importante de troupes japonaises et l'abandon de leurs armes à leur retrait, les forces alliées américaines et britanniques ont parachuté quelque 175 tonnes d'équipement militaire de première qualité pour les troupes thaïes. Les armes saisies aux forces japonaises et données par les alliées se sont retrouvés dans une centaine de dépôts d'armes autour de Bangkok et dans le nord-est de la Thaïlande, sous le contrôle de militaires thaïlandais²⁴⁵.

Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale en août 1945, ces armes sont rapidement redirigées vers les réseaux commerciaux de contrebande, déjà bien établis avant la guerre. De plus, la démobilisation de l'armée royale thaïlandaise et les troubles économiques et gouvernementaux provoquent un désordre idéal pour la saisie des dépôts d'armes par les contrebandiers, qui retissent rapidement leurs réseaux. Les régions du nord-est, particulièrement bien approvisionnées par les ravitaillements américains, sont notablement difficiles à contrôler pour le gouvernement thaïlandais. En fait, ce climat propice à la contrebande fait de la Thaïlande le point central d'un

²⁴⁴ Christopher Goscha, *Thailand and the Southeast Asian Networks of the Vietnamese Revolutions, 1885-1954*, Curzon Press, Richmond, 1999, p.192

²⁴⁵ *Ibid.*, p.185

commerce ralliant Hong Kong, Macao et Manille mais aussi l'Italie, l'Indonésie, la Suède et les États-Unis²⁴⁶.

Des agents du gouvernement vietnamien, qui entretiennent des relations avec des figures locales thaïlandaises depuis longtemps, profitent de l'effervescence de la contrebande d'armes pour se procurer les ressources nécessaires à mener la lutte contre l'occupation française en Indochine. Ces agents, issus des réseaux anticolonialiste et communiste entretenus par la Parti Communiste Indochinois, profitent dès 1945 du climat Thaïlandais, et de leurs relations forgées durant la guerre pour créer des réseaux d'achat d'armes destinées au Viet-Minh²⁴⁷. Vu Huu Binh, par exemple, facilite grâce à son réseau de contacts politiques et militaires dans le nord-est thaïlandais l'acheminement d'armes par le Laos jusque dans les provinces de Thanh Hoa, Nghe An et Ha Tinh²⁴⁸. Au sud, le Viet-Minh profite de réseaux politiques issus des communautés vietnamiennes et cambodgiennes dans les provinces limitrophes à l'Indochine en Thaïlande. Ces réseaux, souvent familiaux, profitent de la dégradation des relations politiques entre la France et la Thaïlande pour justifier le trafic d'armes destiné au Viet-Minh par le Cambodge, vers la Cochinchine. Des personnes clefs, comme Khuang Aphaiwong, sont responsables dès 1945 de l'établissement des rapports entre le Viet-Minh et les acteurs politiques dans le sud de la Thaïlande, qui devient rapidement une source importante de ressources militaires pour la RDV²⁴⁹.

²⁴⁶ *Ibid.*, p.186

²⁴⁷ *Ibid.*, p.187

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 182

²⁴⁹ *Ibid.*, p.187

Au Vietnam, le retrait des troupes japonaises et l'abandon de leur matériel permet au Viet-Minh des saisies d'armes qui forment l'essentiel du stock en usage à la création de la RDV et au début de la guerre contre la France. De plus, à un niveau significativement moindre qu'après 1950, la Chine est aussi une source d'armes pour la RDV. L'occupation chinoise du nord du Vietnam en 1945 se traduit éventuellement à des achats d'armes. Les troupes du Guomindang chinois étant principalement équipé par les Américains, l'armement onéreusement acquis pour le Viet-Minh est de qualité et de modèles récents²⁵⁰.

Mais l'accès au réseau de contrebande d'armes n'est pas tout. Encore faut-il pouvoir les acheter en assez grande quantité pour équiper les troupes. La RDV détient deux leviers économiques pour acquérir ses armes à l'étranger. Elle détient d'une part des produits agricoles et alimentaires comme le riz, l'opium, le poisson et viandes séchées, les crevettes et le sel. D'autre part, une quantité non négligeable de monnaie et d'or, récoltés auprès de la population est disponible dès 1945, et ce malgré les manœuvres monétaires de la Banque d'Indochine.

Si l'exportation de produits agricoles est relative au rendement provincial que nous avons exploré plus haut, l'utilisation de la piastre indochinoise appartient à un réseau de contrebande monétaire en parallèle au réseau d'armes. En effet, le trafic de la piastre s'étend depuis la réévaluation à 17 francs en 1945²⁵¹. Ce taux de change élevé, destiné à stimuler les investissements français vers l'Indochine, se révèle après 1948 comme source d'un trafic important de la monnaie coloniale en Asie. La prémisse du trafic de la piastre est relativement simple : Le taux artificiellement instauré par la

²⁵⁰ Bernard Fall, *Le Viet-Minh : la république démocratique du Viêt-Nam*, Paris, Armand-Colin, 1960, p.60

²⁵¹ Hugues Tertrais, *Op Cit.*, p.39

Banque d'Indochine ne reflétant pas la valeur d'échange générale en Asie, il est possible d'acquérir des piastres BIC à Hong Kong, ou Bangkok, pour 7 ou 8 francs. On peut par la suite les échanger en Indochine pour le plein 17 francs et générer un profit substantiel. Ce trafic est observable entre autres par le renversement du courant de capital entre l'Indochine et sa métropole, où passé 1949, le Trésor français doit déboursier pour assurer l'intégrité de la piastre Indochinoise²⁵². La RDV profite de ce réseau en comblant l'étape intermédiaire du trafic de la piastre. Pour un trafiquant ayant accès au taux de change officiel français, il faut d'abord acquérir de l'or ou des dollars américains pour les échanger en Asie pour des piastres BIC. Ensuite, il suffit de retourner les piastres à la Banque d'Indochine contre des francs pour générer un profit important²⁵³. Le Viet-Minh comble l'étape de l'échange de piastres BIC contre des monnaies étrangères pour financer plus efficacement ses achats d'armes²⁵⁴. Ces piastres sont initialement acquises par le Viet-Minh par les saisies monétaires de la RDV liée à l'émission de la monnaie Ho Chi Minh.

Une fois acquises, les armes doivent être acheminées de leur source vers les troupes vietnamiennes. De Thaïlande, deux routes terrestres sont établies pour le transport d'armes. Au nord, selon les chemins d'échanges locaux préexistants, puis cooptés par les résistants vietnamiens, la Thaïlande est connectée par le Laos au Tonkin et l'Annam, Au sud, les armes traversent le Cambodge pour atteindre la Cochinchine, autrement isolé après 1946²⁵⁵. Ces routes terrestres sont chaudement contestées par les troupes françaises tout au long du conflit, et des effectifs substantiels sont

²⁵² *Ibid.*, p.73

²⁵³ Jonathan Marshall, «Dirty Wars : French and American Piaster Profiteering in Indochina 1945-75», dans *The Asia-Pacific Journal*, Vol.12, Issue. 32, No. 2, 2014, p.5

²⁵⁴ Christopher Goscha, *Op Cit.*, p.202

²⁵⁵ *Ibid.*, p.207

déployés par le Viet-Minh pour les protéger²⁵⁶. Par la mer, une flottille Viet-Minh transporte les armes et munitions par cabotage le long des côtes du Vietnam, reliant Bangkok aux provinces du sud de la Chine. Les jonques forment le principal type d'embarcation de cette flottille marchande, et naviguent le long de la côte selon une chaîne de petites îles aménagées et de ports rudimentaires²⁵⁷. Ces installations, à l'image de la plupart des infrastructures de la RDV, sont conçues pour être facilement rebâties après les inévitables et fréquentes attaques françaises. De ce chapelet de petits ports, l'essentiel du cargo en provenance de Thaïlande est dirigé vers Ha Tien, sur la côte du golfe de Thaïlande, puis jusqu'au cœur de la région de Ca Mau grâce au réseau de rivières et de canaux donnant sur le golfe de Thaïlande²⁵⁸.

L'importance du commerce avec la Chine méridionale n'est pas à minimiser, et ce dès le début de la guerre. De nombreuses embarcations et installations sont employées par le Viet-Minh par l'entremise de marchands chinois²⁵⁹. Globalement, la Chine est un partenaire économique important au niveau régional, et ce dès le début de la guerre. Le Tonkin profite particulièrement des réseaux commerciaux chinois vers les le Guangdong, le Guangxi et le Yunnan, trois régions limitrophes à l'Indochine. De ces réseaux se tissent des échanges de ressources agricoles, principalement du riz et autres aliments, mais aussi d'opium contre des armes, bien sûr, mais aussi de denrées alimentaires. L'opium est une ressource particulièrement rentable dans le commerce avec les dirigeants locaux chinois. Issus de provinces tonkinoises et laotiennes sous contrôle Viet-Minh, l'opium vaut comparativement

²⁵⁶ *Ibid.*, p.213

²⁵⁷ *Ibid.*, p.211

²⁵⁸ *Ibid.*, p.212

²⁵⁹ *Ibid.*, p.211

cher sur les marchés chinois et est facile à transporter²⁶⁰. Cela en rend une ressource grandement profitable pour la RDV, et permet l'échange avec les responsables locaux du Guomindang de ressources en demande au Tonkin, dont notamment le sel et les armes. En effet, en 1948, un des produits les plus fréquemment échangés contre l'opium est le sel, en grande demande au Tonkin²⁶¹, qui n'a plus facilement accès aux salines cochinchinoises. En fait, quatre cinquièmes de l'exportation de l'opium vers la Chine, la Thaïlande et le Laos en échange de cuivre et de sel, selon les mêmes routes que celles des armes seraient sous contrôle de la RDV en 1946²⁶². Aussi, un réseau de faussaires, visant à échanger de faux billets BIC contre de vrais, destinés au trafic, s'organise à partir de Chine²⁶³. De nombreux trafics locaux sont mis sur pieds grâce à des commerçants chinois, qui mettent en relation des importateurs chinois et vietnamiens en contact avec des agents du Viet-Minh à partir de Haiphong, zone hautement surveillée par les troupes françaises, mais qui devient un point d'entrée dominant au Tonkin de la contrebande maritime²⁶⁴.

La RDV possède un réseau de commerce international dès 1945, et comble grâce aux réseaux de contrebande du Viet-Minh ses carences en biens de consommations, mais aussi en armes. Ce réseau est lui-même le résultat de liens familiaux et d'ententes personnelles menées par des agents du Viet-Minh. L'isolation des provinces vietnamiennes provoquée par l'occupation française est mitigée par cet accès à un réseau externe de commerce. L'Indochine, étouffée par les blocus et la guerre, se

²⁶⁰ *Ibid.*, p.204

²⁶¹ SHAT, 10H2378, *Renseignements sur la récolte d'opium*, Pakha, 24 avril 1948

²⁶² SHAT, 10H2378, *L'opium au Tonkin*, 1948

²⁶³ SHAT, 10H2952, *Faux billets de vingt piastres et de cinq piastres*, Haiphong, 10 janvier 1949

²⁶⁴ SHAT, 10H2952, *Trafic des V.M. et communistes chinois*, Haiphong, 21 février 1949

trouve en plein centre du commerce entre Hong Kong, Manille et Bangkok. Ce réseau forme en quelque sorte la ligne de survie de la RDV, qui n'arrive jamais à produire suffisamment pour garantir son autosuffisance en termes de production agricole et manufacturière.

Conclusion

Les communistes au gouvernement de la RDV doivent improviser une économie de guerre selon les besoins matériels immédiats des provinces et de leurs citoyens. La forme de l'encadrement de la production agricole est axée sur la croissance de l'exploitation des terres, et non selon des théories idéologiques. Exploiter davantage pour produire davantage, selon les besoins et capacités locaux. L'industrie est montée de façon à survivre à la guerre. Mobile, locale et artisanale, elle fonctionne le plus possible en autarcie pour protéger sa production des troupes ennemies. Le pragmatisme de la RDV apparaît par l'absence de réformes idéologique de l'agriculture et de l'industrie. Par la force des choses, l'économie de la RDV est locale et improvisée.

Son réseau commercial est aussi fortement informé par le contexte de guerre. La fragmentation du territoire indochinois entre les zones occupées par la France et les zones occupées par le Viet-Minh oblige l'établissement d'un complexe réseau commercial de contrebande à l'intérieur même du pays. Encore une fois, l'organisation de ce réseau est locale et improvisée. Les permis et tarifs sont conçus à la pièce, une jonque, une caisse, une arme à la fois, par les autorités provinciales. Même chose pour le réseau international de contrebande d'armes, qui est organisé par quelques agents du Viet Minh capitalisant sur leurs relations familiales et commerciales. L'achat d'armes à l'étranger est négocié en personne, à l'arme près.

Ultimement, le gouvernement de Ho Chi Minh est obligé d'organiser l'économie de guerre vietnamienne de façon rigoureusement réaliste entre 1945 et 1949. Le contexte de guerre, amplifié par la petitesse de l'économie coloniale indochinoise, empêche la RDV de mettre sur pied des réformes économiques draconiennes. Il aurait fallu des ministres communistes de la RDV une approche extrêmement dogmatique pour mettre en branle des collectivisations agricoles ou des saisies de propriétés privées malgré la famine et l'occupation française. Ces ministres ont préféré la survie de la RDV, et ont organisé une économie de guerre capable de résister aux opérations françaises, tout en accumulant ses forces pour l'avenir.

CONCLUSION

L'idéologie politique ne suffit pas pour mener un État au travers d'une guerre. Le gouvernement vietnamien d'Ho Chi Minh, constitué de communistes convaincus, aspirant, en théorie, à former un État à parti unique à la gouverne d'une économie collectiviste l'a constaté. La réalité économique de la guerre contre la France oblige le gouvernement vietnamien à adapter ses ambitions politiques. La relation entre la République Démocratique du Vietnam et sa structure économique, entre 1945 et 1949, se caractérise par une politique pragmatique, voire improvisée. Pour garantir la survie du régime, la souplesse et le compromis prime sur le dogmatisme. Ce gouvernement dirigé par le Parti Communiste Indochinois accepte donc de former une coalition avec les nationalistes, les grands propriétaires terriens et les entrepreneurs privés. Cette coalition permet à son tour la mobilisation en profondeur de l'économie agricole et artisanale du Vietnam, permettant à la RDV d'entraîner et d'équiper des troupes nécessaires à sa défense. Le pragmatisme des politiques de la RDV est directement lié à son contexte économique, qui l'empêche, entre 1945 et 1949, de tenter d'accomplir ses ambitions communistes.

Adam Tooze a fait la démonstration de l'importance de cette interaction entre la politique et l'économie dans *The Wages of Destruction*. Rappelons-le, Tooze présente comment la situation économique de l'Allemagne nazie est à la fois la limitation aux projets politiques du régime hitlérien, et le sujet de ces politiques destinées à remodeler la structure économique du pays. Le même exercice est viable quant à l'étude de la RDV compte tenu des études déjà effectuées au sujet de son économie de guerre. La structure économique de la RDV entre 1945 et 1954 a souvent été esquissée, mais trop souvent disséminée au travers de chapitres généralisants, ou

d'études portant principalement sur l'exercice colonial français. De plus, l'étude de l'économie de la RDV est pour lors comprise dans son assujettissement à la politique, et non dans son interaction avec elle.

L'histoire politique de la RDV est néanmoins importante pour mettre en relief l'interaction entre le contexte économique et le contexte politique. D'une part, il serait illusoire d'ignorer les concessions politiques du Viet-Minh et, par la suite, de la RDV. La volonté pragmatique du Viet-Minh de former un gouvernement de coalition a aussi un impact fondamental dans l'opération de l'économie au niveau administratif. La naissance de la RDV se fait dans un contexte d'occupation étrangère de son territoire. Cette occupation a un impact significatif sur la souveraineté vietnamienne, ce qui oblige le gouvernement d'Ho Chi Minh à négocier le retour des Français. Alors que les négociations échouent, le choix de mener une guerre de guérilla contre l'occupation française dénote à son niveau le pragmatisme de la RDV, et contextualise l'organisation de l'économie par les conseils de résistance provinciaux.

L'interaction entre la politique et l'économie de la RDV met en lumière l'aspect pragmatique du gouvernement de Ho Chi Minh au sujet de sa gestion monétaire et fiscale. Le *dong* est à la fois un moyen d'expression de l'indépendance politique de la RDV, le moyen de contrôle économique sur son territoire, et une source importante de revenus pour son administration. Dès sa conception, le *dong* est une monnaie de remplacement. Si elle possède officiellement une valeur en or, sa véritable valeur d'échange est liée à la piastre indochinoise, la monnaie coloniale française. Sa valeur d'échange réelle est assujettie au degré de contrôle économique de la RDV sur le territoire, où elle force l'usage du *dong* malgré ses problèmes d'émission. La RDV entretient une relation paradoxale avec la piastre indochinoise, puisqu'elle en reste dépendante. La piastre représente une source de revenu importante alors qu'elle est remplacée par le *dong*. Ces *dongs* n'ayant de valeur qu'en territoire contrôlé par la RDV, les piastres indochinoises sont primordiales au commerce, autant à l'étranger

que dans les zones françaises. L'émission du *dong* est ultimement un moyen pragmatique, comparable à la contrefaçon, pour la RDV d'acquérir des fonds pour financer ses armées et son appareillage étatique.

Au niveau fiscal, les lois concernant la taxation sont pour le moins conservatrices, la nécessité de trouver des revenus primant sur la rhétorique révolutionnaire. La nécessité d'acquérir des fonds pour faire fonctionner l'État, et d'acheter des armes pour mener la guerre, l'emporte sur la volonté politique d'abolir les politiques et institutions coloniales. Cet impératif économique va jusqu'au maintien des droits des grands propriétaires terriens face aux saisies par les militants communistes du Viet-Minh. Ce pragmatisme se montre à son paroxysme alors que la RDV, un gouvernement révolutionnaire à tendance communiste, évite de collectiviser les grandes terres agricoles afin de préserver sa coalition nationaliste, et ses revenus fiscaux par la même occasion. Le maintien des droits de propriété existants sont négociés entre le gouvernement central, les conseils provinciaux et les grands propriétaires, dans la perspective de maintenir non seulement le rendement fiscal, mais aussi le rendement agricole lui-même. La crise alimentaire frappant le Vietnam jusqu'en 1948 oblige le gouvernement à tempérer ses projets de collectivisation afin de simplement nourrir sa population et son armée. La centralisation des politiques concernant les droits de propriété et la fiscalité est négociée avec les conseils provinciaux. La mise en place d'une économie planifiée par un gouvernement central fort, typique des régimes communistes, n'est pas mise en place dans les premières années de la guerre. Pour maintenir ses revenus, et ses rendements agricoles, le gouvernement de la RDV accepte de déléguer de son autorité dans une perspective d'adaptation.

L'organisation de l'exploitation des ressources naturelles et industrielles avant et durant la guerre dénote aussi l'aspect pragmatique, voir survivaliste et improvisé, de la RDV. L'exploitation agricole est organisée principalement de façon à maximiser la

croissance en superficie exploitée et non selon des politiques de collectivisation. Il s'agit pour la RDV d'augmenter la production et non d'en changer la structure, afin de subvenir aux besoins alimentaires immédiats de la population et de ses troupes. Les autres types de productions agricoles et minières suivent un modèle comparable. L'opium, destiné à l'exportation sur le réseau de contrebande d'armes, est encadré pour en maximiser le rendement. Les plantations, souvent de petite envergure, de thé ou de poivre sont organisées localement de la même façon. Les mines de charbon, comme les exploitations de salines, sont mobilisées pour augmenter le rendement de la façon la plus rapide possible, sans grands plans, ni projets d'envergures par le gouvernement central. Dans une perspective de survie, ce sont les conseils provinciaux, isolés du gouvernement central, qui gèrent l'exploitation des ressources naturelles.

La manufacture prend une forme comparable, quoique de plus petite envergure. Artisanale, la manufacture de guerre de la RDV est légère, locale et facile à déplacer. Les directives de productions ne sont pas déconcentrées à proprement parler, le gouvernement central détermine la direction générale de la production, mais son exécution demeure locale. La modeste taille de l'artisanat vietnamien empêche une centralisation effective de la production manufacturière. Le contexte de guerre, causant des variations importantes au niveau du contrôle territorial, empêche le gouvernement de la RDV de mettre sur pied de grandes manufactures. Ultimement, il ne s'agit pas de réformer la production, mais de la mobiliser à la pièce, de façon à la protéger des attaques françaises.

Cette économie agricole et artisanale profite néanmoins d'un réseau commercial interne et extérieur témoignant à sa façon de l'ingéniosité des autorités vietnamiennes. Le réseau d'échange interprovincial est dirigé directement par les conseils provinciaux, qui mesurent leurs besoins et émettent leurs permis en conséquence. La mise en place de ce réseau est improvisée quotidiennement : les

permis sont émis à la caisse, selon les besoins ponctuels des villages. Ce réseau est adapté à la forme des manufactures et de la production agricole, aucune planification à grande échelle n'est possible pour une économie aussi déconcentrée. Le réseau international est aussi improvisé, individuel et illicite. D'abord branché sur le réseau de contrebande d'armes en Asie, le commerce extérieur de la RDV est organisé par des agents du Viet-Minh profitant de leurs connexions familiales et personnelles. Les relations internationales ne contribuent pas à ce réseau, la RDV en tant qu'État ne commerce pas, mais ses agents le font, profitant de la vente d'opium et du trafic de la piastre pour équiper les armées vietnamiennes.

L'économie de la RDV entre 1945 et 1949 est axée sur la mobilisation plutôt que sur un projet idéologique communiste. Il ne s'agit toutefois pas d'un paradoxe pour les membres du PCI au sein du gouvernement. Sensibles au contexte économique immédiat qu'ils affrontent, ces dirigeants cherchent d'abord à préserver l'existence du gouvernement face à la famine et aux français. Isolé aux commandes d'une pitoyable économie, le gouvernement communiste de la RDV choisit de s'adapter à la réalité de la guerre au lieu de s'acharner à exécuter des projets idéologiques. Cette réalité change dramatiquement après la victoire des communistes en Chine. Le soutien économique, politique, militaire et diplomatique offert par Mao Zedong permet au gouvernement de Ho Chi Minh de mettre en place l'État communiste qu'ils souhaitent former depuis 1945.

Notre approche serait appropriée pour l'étude de la seconde moitié de la guerre. Après 1949, le contexte politique et économique de la RDV change dramatiquement grâce à l'internationalisation du conflit. La présence de la Chine maoïste dans le tableau de la Guerre d'Indochine change forcément le contexte économique de la RDV. Le support chinois en matériel militaire, auquel se résume si souvent la description de l'économie de la RDV, a un effet important sur la perception de la RDV de sa situation économique. À quel point la mise en place de réformes agraires

et politiques est-elle liée au support économique chinois ? L'idéologie politique prend-t-elle le dessus sur le pragmatisme des premières années ? Le contexte économique immédiat a-t-il été suffisamment changé par les mesures de mobilisation des premières années, ou est-ce le support chinois qui représente réellement le facteur déterminant dans ses changements ?

BIBLIOGRAPHIE

Archives

Société Historique de l'Armée de Terre (SHAT)

Inventaire des archives de l'Indochine, sous-série 10H (1867-1956)

10H2378

10H2951

10H2952

10H3235

10H3990

Société Historique de l'Armée de l'Air (SHAA)

Carton 889, Programme à l'économie populaire dirigée dans le domaine "Industrie, arts, métiers".

Études et œuvres publiées

Sur les guerres, États et économies d'Europe

CAIRNCROSS Alec, «Economists in Wartime», *Contemporary European History*, Vol. 4, No. 1, Mar., 1995, pp. 19-36

EVANS Richard J., *The Third Reich at War*, New York, Penguin, 2008, 926 pages.

MEDLICOTT W. N., *History of the Second World War: The Economic Blockade, vol I et vol II*, Green and Company, London, 1959-1960, 1459 pages

OSBORNE Eric W., *Britain's Economic Blockade of Germany, 1914-1919*, London, Frank Cass, 2004, 214 pages.

RIASANOVSKY Nicholas V., *Histoire de la Russie : Des origines à 1996*, Robert Lafont, 2005, 872 pages.

ROBERTS Paul Craig, «War Communism : A Re-Examination» dans *Slavic Review*, Vol. 29, No. 2 (Jun., 1970), pp. 238-261

STEINER Zara, *The Lights that Failed: European International History, 1919-1933*, Oxford, Oxford University Press, 2005, 938 pages.

STEINER Zara, *The Triumph of the Dark : European International History, 1933-1939*, Oxford, Oxford University Press, 2011, 1222 pages.

TOOZE Adam, *The Wages of Destruction: The making and Breaking of the Nazi Economy*, London, Penguin, 2007 [2006], 800 pages.

VON CLAUSEWITZ Carl, *De la Guerre*, Paris, Flammarion, 2010, 293 pages

WOLFSON Murray et Homa SHABAHANG, «Economic Causation in the Breakdown of Military Equilibrium », *The Journal of Conflict Resolution*, Vol. 35, No. 1 , Mar., 1991, pp. 43-67

Sur la décolonisation et les révolutions communistes

BIANCO Lucien, «Peasant Responses to CCP Mobilization Tactics, 1937-1945» dans (COLLECTIF sous la direction de Tony Saich et Hans van de Ven) *New Perspectives on the Chinese Communist Revolution*, M.E. Sharpe, New York, 1995, p. 175-187

COLIN-JEANVOINE Emmanuelle et Stéphanie DEROZIER, *Le financement du FLN pendant la guerre d'Algérie, 1954-1962*, Bouchene, 2008, 168 pages.

CONNELLY Matthew, *A Diplomatic Revolution: Algeria's Fight for Independence and the Origins of the Post-Cold War Era*, Oxford University Press, Oxford, 2002, 400 pages.

CRIBB Robert, *Gangsters and Revolutionaries : The Jakarta People's Militia and the Indonesian Revolution (1945-1949)*, University of Hawaii press, Honolulu, 1991, 222 pages

GHONGYI Feng et David S. GOODMAN, *North China at War : the Social Ecology of Revolution, 1937-1945*, Rowman & Littlefield Publishers, Maryland, 2000, 236 pages

SAPIR Jacques, «La guerre civile et l'économie de guerre origines du système soviétique» dans *Cahiers du Monde russe*, Vol. 38, No. 1/2, «Guerre, guerres civiles et conflits nationaux, dans l'Empire russe et en Russie soviétique, 1914-1922» (Jan. - Jun., 1997), pp. 9-28

Sur l'histoire politique de l'Indochine

BODARD Lucien, *La guerre d'Indochine*, Paris, Bernard Grasset, 1997, 1168 pages

CADEAU Ivan, *La Guerre d'Indochine : De l'Indochine française aux adieux à Saïgon, 1940-1956*, Paris, Tallandier, 2015, 619 pages.

CATROUX Georges, *Deux actes du drame Indochinois : Hanoï, juin 1940 : Dien Bien Phu, mars-mai 1954*, Paris, Plon, 1959, 238 pages

FALL Bernard, *Le Viet-Minh : la République Démocratique du Viêt-Nam*, Paris, Armand-Colin, 1960, 378 pages.

- GOSCHA Christopher, *Vietnam, A New History* New York, Basic Books, 2016, 553 pages.
- HAMMER, Ellen J., *The Struggle for Indochina*, Stanford, Stanford University Press, 1954, 342 pages.
- HOLCOMBE Alec, *Mass mobilization in Democratic Republic of Vietnam, 1945-1960*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2020, 365 pages.
- JOYAUX François, *La Chine et le règlement du premier conflit d'Indochine (Genève 1954)*, Paris, Université de Paris, 1979, 467 pages.
- MARR David G., *Vietnam : State, War, Revolution, 1945-1946*, Berkeley, University of California Press, 2013, 721 pages.
- RUSCIO Alain, *Ho Chi Minh : Écrits et Combats*, Trad. Josphe Andras, Montreuil, Le Temps des Cerises, 2019, 397 pages.
- TUONG Vu, *Vietnam's Communist Revolution : the Power and Limits of Ideology*, New York, Cambridge University Press, 2017, 337 pages.
- TRUONG Chinh, *Resistance will win*, 1947.
<https://www.marxists.org/archive/truong-chinh/index.htm> (26 avril 2021)
- VESIN Dominique, *La Formation des Structures Politiques de la République Démocratique du Vietnam pendant la guerre d'Indochine - 1945-1954*, Mémoire de MA (Histoire), Université de Paris VII, 1993-1994, 126 pages.

Sur l'économie du Vietnam et de la guerre d'Indochine

- BROCHEUX Pierre «L'économie de la résistance vietnamienne, 1945-1954», dans Charles-Robert Ageron et Philippe Devillers (dir.), *Les guerres d'Indochine de 1945 à 1975, Acte de la table ronde tenue par l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, cahier no. 34, 6-7 février 1995, Paris, l'Institut d'Histoire du Temps Présent, 1996, pages 77-94
- BROCHEUX Pierre, *The Mekong Delta : Ecology, Economy and Revolution, 1860-1960*, Madison, Center for the Southeast Asian Studies University of Wisconsin-Madison, 1995, 270 pages

- BROCHEUX Pierre, *Une Histoire économique du Viet Nam : 1850-2007, La palanche et le camion*, Paris, Indes Savantes, 2009, 258 pages
- BROCHEUX Pierre et Daniel HÉMÉRY, *Indochine, la colonisation ambiguë. 1858-1954*. La Découverte, Paris, 2001, 456 pages
- DINH VO Alex Thai, *Agrarian Policies in NVN during the Resistance 1945-1953*, Mémoire de MA (Histoire), Cornell University, 2010, 86 pages.
- GOSCHA Christopher, *Thailand and the Southeast Asian Networks of the Vietnamese Revolution, 1885-1954*, Curzon Press, Richmond, 1999, 418 pages.
- MARR David G., «Beyond High Politics : State Formation in Northern Vietnam 1945-1946» dans GOSCHA, Christopher et Benoît DE TRÉGLODÉ, *Naissance d'un État-Parti : Le Viêt-Nam depuis 1945*, Les Indes Savantes, Paris, 2004, 463 pages.
- MARSHALL Jonathan, «Dirty Wars : French and American Piaster Profiteering in Indochina 1945-75», dans *The Asia-Pacific Journal*, Vol.12, Issue. 32, No. 2, pp1-26.
- NGUYEN Quan, *The Economy of the Democratic Republic of Vietnam in 1945-1954 period and an experimental calculation of Vietnam's GDP*, General Statistical Office of Vietnam, 34 pages.
- STOWE Judy, «Money and Mobilization : The difficulties of building an Economy in a Time of War» dans GOSCHA, Christopher et Benoît DE TRÉGLODÉ, *Naissance d'un État-Parti : Le Viêt-Nam depuis 1945*, Les Indes Savantes, Paris, 2004, 463 pages.
- TERTRAIS Hugues, *La Piastre et le fusil : Le coût de la guerre d'Indochine*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002, 645 pages.